



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Mars 2022

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 16 mai 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Mars 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le quatrième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 3 mars et le 30 mars 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – March 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, bureau 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP22-185-/27-2022F-PDF

### **Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**

978-0-660-43914-3

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :**

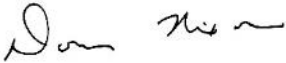
CP22-185/27-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-43915-0

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date : 16 mai 2022

Donna Nixon, associée  
The Strategic Counsel

# Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>1</b>
Introduction .....	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations.....	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	4
Ukraine (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal) .....	6
Perspectives à propos de la COVID-19 (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal).....	9
Budget de 2022 (résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	12
Pétrole carboneutre (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis) .....	13
Manifestations du convoi de camionneurs et <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan) .....	15
Armes à feu (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal) .....	18
Soins de santé (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal) .....	19
Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis) .....	19
Logements abordables (résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	20
Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean).....	21
Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes de Calgary) .....	21
Réconciliation (résidents du nord de la Colombie-Britannique) .....	22
La rage (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis).....	23
Enjeux locaux (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	24

<b>Résultats détaillés.....</b>	<b>32</b>
Chronologie des annonces en mars.....	33
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	37
Priorités du gouvernement du Canada et bilan du travail accompli (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal).....	38
Sources de nouvelles et préférences en la matière (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan).....	40
Projet Coastal GasLink (résidents du nord de la Colombie-Britannique).....	40
Agrandissement du port de Prince Rupert (résidents du nord de la Colombie-Britannique).....	41
Ukraine (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal).....	42
Réponse du gouvernement du Canada (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	43
Perspectives et prévisions (résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	43
Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal).....	45
Perspectives à propos de la COVID-19 (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal).....	48
Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières).....	48
Perspectives et comportements liés à la COVID-19 (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal).....	52
Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières).....	53
Dose de rappel contre la COVID-19 (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières).....	54
Budget de 2022 (résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	54

Pétrole carboneutre (résidents d’Ottawa, résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d’enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis) .....	58
Manifestations du convoi de camionneurs et <i>Loi sur les mesures d’urgence</i> (résidents d’Ottawa, parents d’enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan) .....	61
Perspectives locales (résidents d’Ottawa, parents d’enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis).....	64
Armes à feu (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal) .....	67
Soins de santé (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal) .....	68
Services de garde d’enfants (parents d’enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis) .....	72
Logements abordables (résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière).....	73
Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean) .....	75
Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes de Calgary) .....	77
Réconciliation (résidents du nord de la Colombie-Britannique).....	79
La rage (parents d’enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis).....	80
Enjeux locaux (résidents d’Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière) .....	81
Résidents de Terre-Neuve .....	82
Résidents de Trois-Rivières.....	86
Résidents d’Ottawa .....	87
Résidents des régions de Halton et de Peel .....	88
Résidents du Manitoba rural .....	89
Résidents de Calgary.....	91
Résidents du nord de la Colombie-Britannique .....	92
Résidents du Yukon .....	94
<b>Annexe A – Questionnaires de recrutement.....</b>	<b>99</b>
Questionnaire de recrutement, version anglaise .....	100
Questionnaire de recrutement, version française.....	111

<b>Annexe B – Guides de discussion.....</b>	<b>120</b>
Guide du modérateur, version anglaise.....	121
Guide du modérateur, version française .....	144

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 3 mars et le 30 mars 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.



Ce cycle de groupes de discussion a porté sur des enjeux d'importance au pays et a fait une large place à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'à la réponse du gouvernement du Canada et de ses alliés au conflit en Ukraine. De nombreuses questions connexes ont pu être examinées de près, par exemple ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement du Canada, les derniers développements touchant l'Ukraine et l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), le budget fédéral de 2022, et les récentes manifestations du « convoi » tenues à Ottawa et ailleurs au pays. Les participants ont aussi fait part de leurs points de vue sur la COVID-19, que ce soit leurs prévisions quant à l'évolution de la pandémie à court terme, leurs attitudes à l'égard des doses de rappel du vaccin ou leurs opinions concernant les gens qui ont choisi de ne pas se faire vacciner.

Nous avons demandé aux participants du nord de la Colombie-Britannique ce qu'ils pensaient des progrès du gouvernement fédéral sur le plan de la réconciliation avec les peuples autochtones. Nous avons discuté de logement abordable avec des résidents des régions de Halton et de Peel en situation de précarité financière. D'autres sujets ont également été couverts : le pétrole carboneutre, les armes à feu, les services de santé, les services de garde d'enfants, les enjeux spécifiques aux aînés, les enjeux spécifiques aux jeunes, la rage et divers enjeux locaux. Les discussions au sujet des garderies ont eu lieu avec des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant dans des villes ontariennes à la frontière des États-Unis, tandis que les enjeux touchant les aînés ont été abordés avec des aînés du Saguenay-Lac-Saint-Jean et ceux touchant les jeunes, avec de jeunes adultes de Calgary.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population, par exemples des aînés de 55 ans ou plus, des parents d'enfants de moins de 12 ans, de jeunes adultes de 18 à 30 ans, des personnes vivant dans la précarité financière, des utilisateurs actifs de médias sociaux et des Canadiens racisés.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Cinq groupes se composaient de membres de la population générale d'Ottawa, de Terre-Neuve, du Yukon, du Manitoba rural et du nord de la Colombie-Britannique.
- Les sept autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
  - Des aînés (âgés de 55 ou plus) établis à Terre-Neuve;

- Des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant dans des villes ontariennes situées à la frontière des États-Unis et à Trois-Rivières;
- De jeunes adultes (âgés de 18 à 30 ans) de Calgary;
- Des personnes vivant dans la précarité financière dans les régions de Halton et de Peel;
- Des utilisateurs actifs de médias sociaux résidant dans de grandes villes de la Saskatchewan;
- Des Canadiens racisés de la grande région de Montréal (GRM).
- Les groupes du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 82 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

#### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ottawa – Ontario	1	Anglais	3 mars	18 h-20 h	Population générale	8
Terre-Neuve	2	Anglais	8 mars	16 h 30-18 h 30	Population générale	7
Saguenay–Lac-Saint-Jean – Québec	3	Français	9 mars	18 h-20 h	Aînés de 55 ans et plus	7
Villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis	4	Anglais	10 mars	18 h-20 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	8
Yukon	5	Anglais	15 mars	21 h-23 h	Population générale	5
Manitoba rural	6	Anglais	16 mars	19 h-21 h	Population générale	7
Trois-Rivières – Québec	7	Français	17 mars	18 h-20 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	5
Calgary – Alberta	8	Anglais	22 mars	20 h-22 h	Jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans	8
Nord de la Colombie-Britannique	9	Anglais	23 mars	21 h-23 h	Population générale	8
Régions de Halton et de Peel – Ontario	10	Anglais	24 mars	18 h-20 h	Personnes vivant dans la précarité financière	6

Grandes villes de la Saskatchewan	11	Anglais	29 mars	20 h-22 h	Utilisateurs actifs de médias sociaux	5
Grande région de Montréal	12	Français	30 mars	18 h-20 h	Canadiens racisés	8
<b>Nombre total de participants</b>						<b>82</b>

## Principales constatations

### Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Parmi les initiatives et les annonces récentes concernant le gouvernement fédéral, le conflit entre l'Ukraine et la Russie ainsi que la réponse du gouvernement du Canada et d'autres alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont arrivés en tête des sujets d'actualité mentionnés par les participants. Plusieurs ont évoqué les images et les récits troublants liés à la crise humanitaire, les préparatifs fédéraux en vue d'un éventuel afflux d'Ukrainiens au pays, l'annonce de sanctions contre des personnalités et des entités russes, la prestation d'une aide financière et militaire à l'Ukraine par le gouvernement du Canada, et le récent voyage du premier ministre dans plusieurs pays européens pour discuter d'une riposte coordonnée avec les alliés de l'OTAN.

Outre la crise humanitaire en Ukraine, beaucoup de participants ont mentionné la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement du Canada et la modification attendue des mesures de santé publique en vigueur. Plusieurs se rappelaient une annonce fédérale concernant l'assouplissement prochain d'une partie des exigences relatives aux voyages internationaux et le retour au bureau possible d'un grand nombre de fonctionnaires après presque deux ans de télétravail. Quelques participants ont aussi évoqué la mise en œuvre récente (puis le retrait) de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement du Canada en réponse aux manifestations tenues à Ottawa et ailleurs au pays tout au long du mois de février 2022.

De nombreux participants se sont également remémoré toutes sortes de mesures et annonces du gouvernement fédéral sans lien avec la pandémie. Ils ont mentionné la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt face à la menace de l'inflation, le lancement du Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN), la publication prochaine du budget fédéral de 2022, et l'annonce d'un pacte conclu entre le Parti libéral du Canada et le Nouveau Parti démocratique, intitulé *Obtenir des résultats dès maintenant pour les Canadiens : une entente de soutien et de confiance*, qui s'appliquera jusqu'à l'ajournement du Parlement en juin 2025.

### Priorités du gouvernement du Canada et bilan du travail accompli (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Deux groupes ont poursuivi les discussions au sujet du gouvernement du Canada, en s'attardant plus particulièrement aux domaines auxquels celui-ci devrait accorder la priorité à l'avenir. Lorsque nous

leur avons demandé quels enjeux appelaient une action urgente du gouvernement fédéral, les participants ont mentionné des priorités telles que l'expansion et le renforcement des systèmes de santé provinciaux et territoriaux, l'amélioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux, l'abordabilité du logement, la maîtrise de la poussée inflationniste, la protection de l'environnement, l'atténuation des effets des changements climatiques et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour traiter ces enjeux prioritaires, peu de participants avaient souvenir de quoi que ce soit. De l'avis de beaucoup, la pandémie accaparait l'énergie et les ressources du gouvernement fédéral depuis deux ans, d'où l'absence de progrès dans plusieurs autres dossiers importants. Pour ce qui est d'évaluer le travail accompli dans les domaines prioritaires recensés, quelques participants pensaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, mais la plupart étaient incertains ou trouvaient difficile de se prononcer en raison des complications de la COVID-19. De l'avis général, la gestion de la pandémie ferait partie des grandes priorités fédérales dans l'immédiat, aux côtés d'enjeux comme les changements climatiques et l'environnement, l'inflation, l'emploi et la poursuite des efforts pour concevoir une réponse coordonnée à la crise humanitaire en Ukraine avec les alliés de l'OTAN.

#### **Sources de nouvelles et préférences en la matière (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan)**

Un groupe composé de socionauts actifs ont répondu à une série de questions sur les sources auxquelles ils font appel pour suivre l'actualité quotidienne. Même si plusieurs ont dit fréquemment consulter FaceBook, Twitter et d'autres plateformes de médias sociaux, la plupart continuaient aussi de s'informer auprès des médias traditionnels, comme la télévision (CBC, CTV, Global News), la radio et les journaux (en format imprimé et mobile). À la question de savoir si les plateformes de médias sociaux sont une source de nouvelles généralement fiable, la plupart des participants ont répondu que non, expliquant que leurs grands titres tendent à être rédigés de façon délibérément accrocheuse ou provocatrice. Tout en reconnaissant l'avantage d'avoir accès à une multiplicité de points de vue dans les médias sociaux, les participants préconisaient donc de vérifier l'information trouvée sur ces plateformes auprès de sources dignes de confiance, par exemple des sites Web officiels exploités par les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux.

#### **Projet Coastal GasLink (résidents du nord de la Colombie-Britannique)**

Les participants du nord de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la construction du gazoduc Coastal GasLink devant relier Dawson Creek à Kitimat, en C.-B. Même si peu suivaient l'affaire de près, certains se sont rappelé avoir récemment entendu parler de problèmes associés au projet, notamment des critiques dans les médias concernant ses risques environnementaux, les revendications des Autochtones visant les terres traversées par le pipeline et une récente attaque armée menée par des protestataires contre des employés et des gardes de sécurité qui travaillaient sur un chantier près de Houston, en C.-B. Plusieurs participants ont exprimé leur frustration face à ces événements, en déplorant que beaucoup trop de gens de l'extérieur mettent leur grain de sel dans un enjeu essentiellement local.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans ce projet, tous les participants ont répondu que oui, car la gestion des ressources énergétiques du Canada et la capacité de les exporter vers les marchés mondiaux leur semblaient être des questions d'importance nationale. Beaucoup croyaient que le projet avait été présenté sous un jour excessivement négatif par ses opposants et dans les médias en général, et que le gouvernement fédéral devrait s'appliquer à réfuter les « fausses informations » circulant à son sujet. Quelques-uns pensaient aussi que le gouvernement du Canada gagnerait à collaborer plus étroitement avec la Colombie-Britannique, et que l'élaboration d'une stratégie fédérale-provinciale cohérente dans ce dossier aiderait à apaiser les tensions entourant la construction du gazoduc. En ce qui concerne l'issue souhaitée pour le projet Coastal GasLink, la plupart des participants se sont déclarés en faveur de l'initiative et ont souligné les retombées positives qui pourraient en découler pour les collectivités locales et dans l'ensemble du pays. Les quelques sceptiques ou opposants au projet estimaient de leur côté qu'il fallait mettre dans la balance les risques environnementaux et les retombées économiques prévues, et obtenir l'assurance que la construction et l'exploitation du pipeline ne causeraient pas de dommages à long terme au milieu côtier et à l'écosystème marin.

#### **Agrandissement du port de Prince Rupert (résidents du nord de la Colombie-Britannique)**

Le groupe du nord de la Colombie-Britannique a également eu une courte discussion sur un projet récent de l'Administration portuaire de Prince Rupert (APPR) visant à doubler sa capacité en construisant un deuxième terminal à conteneurs, une initiative qui augmenterait considérablement le volume de ses échanges commerciaux avec les marchés de l'Asie-Pacifique. Invités à réagir au projet, les participants ont tous convenu que cela paraissait une solide initiative, même si quelques-uns estimaient ne pas être assez renseignés pour donner un avis éclairé. Beaucoup croyaient que les travaux d'agrandissement seraient une bonne chose dans la mesure où cela permettrait de décongestionner d'autres ports achalandés, comme celui de Vancouver, tout en stimulant l'emploi et la croissance économique de Prince Rupert et des collectivités environnantes. Même si de nombreux participants pensaient que le gouvernement fédéral devrait soutenir la réalisation de ce projet, certains souhaitaient que son soutien s'accompagne d'exigences explicites relatives aux protocoles de sécurité et aux moyens d'atténuer toute incidence négative sur l'environnement et les collectivités locales.

#### **Ukraine (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Sept groupes ont eu des discussions approfondies sur le conflit en Ukraine déclenché par l'invasion russe du 24 février 2022. La conversation a surtout porté sur les nouvelles récentes entendues par les participants à ce sujet, leurs perceptions de la réponse du gouvernement du Canada à la crise et les efforts de ce dernier pour venir en aide aux citoyens ukrainiens déplacés par le conflit.

**Réponse du gouvernement du Canada (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Les participants de six groupes ont discuté de la réponse du gouvernement du Canada à cette crise. Questionnés sur ce qu'ils avaient lu, vu ou entendu à propos des mesures fédérales récentes liées à la situation en Ukraine, ils ont mentionné l'élaboration d'une réponse collective avec les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la prestation d'un soutien financier et militaire pour aider l'Ukraine et ses forces armées à repousser l'incursion russe, et les efforts humanitaires pour prêter assistance et offrir un lieu sûr aux réfugiés ukrainiens déplacés par la guerre. Plusieurs participants se rappelaient que le gouvernement du Canada avait accéléré la voie d'accès à la résidence temporaire pour les personnes fuyant le conflit, afin de les aider à venir au Canada et à retrouver des membres de leur famille dans la mesure du possible.

**Perspectives et prévisions (résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Cinq groupes ont poursuivi la discussion et donné leurs opinions sur la crise, son impact personnel et son évolution possible au cours des semaines et des mois à venir. Au chapitre des démarches menées par le gouvernement ukrainien, nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de requêtes précises adressées par l'Ukraine au gouvernement du Canada dans les derniers jours. Ils en ont mentionné plusieurs, dont les appels à la création par l'OTAN d'une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus du pays, les demandes de soutien financier et militaire supplémentaire ainsi que l'imposition de sanctions et de restrictions plus sévères contre des personnalités et des entités russes. Même si ces demandes mettaient le gouvernement du Canada dans une situation délicate, tous les participants ou presque les trouvaient compréhensibles au vu des ravages déjà subis par les Ukrainiens à cause de l'invasion russe. La plupart ont réaffirmé leur désir que le Canada fasse tout son possible pour aider, mais hésitaient face à la perspective que les Forces armées canadiennes (FAC) ou l'OTAN s'impliquent directement dans la défense de l'Ukraine. Ils ont dit craindre que cela conduise à une escalade et mette en danger la vie des Canadiens.

Peu de participants se sont dits personnellement touchés par la guerre en Ukraine, hormis quelques-uns qui ont signalé des effets négatifs sur leur santé mentale. De l'avis général, les gens les plus touchés étaient ceux qui avaient des liens personnels avec l'Ukraine et qui ressentaient les effets du conflit à un niveau beaucoup plus viscéral. En ce qui concerne les conséquences de la crise à long terme, plusieurs étaient d'avis qu'il faudrait des dizaines d'années à l'Ukraine pour rebâtir le pays et se relever économiquement et socialement de la destruction infligée. Certains croyaient que le conflit provoquerait des traumatismes générationnels au sein de la population et que de nombreux Ukrainiens auraient besoin d'un soutien continu en santé mentale. Plusieurs participants ont fait remarquer, non sans inquiétude, que si rien n'était fait pour arrêter la progression des troupes russes en Ukraine, les pays voisins pourraient être la prochaine cible.

En ce qui concerne le Canada, plusieurs participants s'attendaient à ce que les appels à augmenter les dépenses militaires fédérales se fassent plus insistants, en particulier si les FAC devaient intervenir directement dans le conflit. Certains supposaient également que l'on s'efforcerait d'accroître les capacités de production de biens et de services du Canada, en mettant l'accent sur l'autosuffisance et la réduction de la dépendance à l'égard des importations. Quelques-uns ont soulevé la question de la santé mentale des jeunes, notant que le déclenchement du conflit, conjugué à la pandémie de COVID-19, avait de quoi troubler de jeunes personnes entrant dans l'âge adulte durant cette période.

Lorsque nous leur avons demandé quelle tournure pourrait prendre le conflit, la plupart des participants ont dit que c'était difficile à prévoir, car une multitude de facteurs interreliés entraient en jeu. Cela dit, peu le croyaient près de finir, et beaucoup ont réitéré leurs craintes que la situation dégénère en un conflit plus vaste et que la Russie déploie des armes nucléaires. À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait en faire plus en réponse à la crise, plusieurs ont dit qu'il devrait travailler avec ses alliés pour continuer d'exercer des pressions diplomatiques sur la Russie afin de dénouer le conflit. Même si quelques participants n'étaient pas forcément contre une présence accrue des FAC dans la région, ils pensaient que cette ligne d'action exigerait la plus grande prudence ainsi que des consignes claires sur le rôle précis des militaires canadiens. Plutôt que d'accroître sa présence sur le territoire, plusieurs participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait se donner pour priorité d'accueillir le plus grand nombre possible d'Ukrainiens en exil et que le Canada pouvait jouer un rôle de chef de file sur ce plan.

#### **Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Les participants de quatre groupes ont répondu à une série de questions sur l'état de préparation du gouvernement du Canada à l'arrivée possible d'un grand nombre d'Ukrainiens fuyant leur pays. Nous leur avons d'abord demandé s'ils croyaient que leur collectivité – et le Canada en général – s'était suffisamment préparée à gérer cet afflux. Ils étaient pratiquement aussi nombreux à croire que oui qu'à douter que leur collectivité dispose des ressources nécessaires. Chez les participants moins sûrs des capacités d'accueil de leur collectivité, l'obstacle le plus souvent mentionné était celui du logement. Vu la difficulté de se trouver un toit dans de nombreuses régions du pays, un soudain afflux de personnes en quête d'un endroit sécuritaire et abordable où vivre risquait selon eux d'exacerber le problème. Quelques-uns se demandaient aussi si les capacités actuelles permettraient d'offrir à ces personnes des services essentiels, par exemple des soins médicaux, sachant que la pandémie de COVID-19 avait déjà grevé les systèmes de santé provinciaux et territoriaux. Par contraste, nombre des participants qui croyaient leur collectivité bien préparée à prendre en charge les réfugiés ukrainiens ont fait valoir que ces derniers représentaient une chance vitale pour le Canada d'intégrer à son économie une cohorte de travailleurs talentueux capables de contribuer immédiatement à différents secteurs d'activité. Que leur collectivité soit prête ou non à accueillir cet afflux, beaucoup de participants ont insisté sur l'importance cruciale de venir en aide à ces gens et leur offrir un lieu de refuge. Ils croyaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'accueillir le plus d'Ukrainiens possible, pour des motifs humanitaires.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour mieux se préparer à accueillir les Ukrainiens déplacés par le conflit, les participants ont fait plusieurs suggestions. Ils ont notamment évoqué la création d'un plan à long terme pour gérer la hausse temporaire de l'immigration, l'élaboration de programmes (par exemple, des cours de langue) pour aider les arrivants à se bâtir une vie dans leur nouvelle communauté, le renforcement des systèmes de santé provinciaux et territoriaux pour composer avec une demande de soins accrue, et la prestation de services de santé mentale aux personnes qui en ont besoin à leur arrivée au Canada. À la question de savoir à quoi ressemblerait la réussite du projet d'accueil des Ukrainiens, certains participants ont dit que ce serait leur retour dans leur pays sains et saufs à l'issue du conflit. D'autres, qui envisageaient la situation sous un angle différent, croyaient plutôt que le meilleur signe de succès serait l'intégration harmonieuse et l'installation durable de ces personnes au Canada.

Assez peu de participants se rappelaient une annonce récente du gouvernement du Canada à propos de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). Après avoir pris connaissance de détails à ce sujet, la plupart ont dit que l'initiative leur semblait valable. Beaucoup pensaient que le délai de trois ans devrait suffire à déterminer si ces personnes sont en mesure de regagner leur pays ou s'il faut leur donner une voie d'accès officielle à la résidence permanente et à la citoyenneté afin qu'elles puissent rester au Canada plus longtemps. Ils étaient fermement convaincus que c'était la bonne chose à faire et que les collectivités locales profiteraient énormément des compétences, du savoir-faire et de la culture apportés par les Ukrainiens. Certains ont mentionné qu'ils seraient prêts à leur offrir une chambre ou un appartement inoccupé de leur maison, tandis que d'autres étaient ouverts à l'idée de donner des cours de langue, de faciliter la logistique, de trouver des aliments, des vêtements et d'autres fournitures, ou de servir de contact social pour aider ces personnes à s'acclimater à leur nouvel environnement.

**Perspectives à propos de la COVID-19 (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Les participants de six groupes ont abordé un éventail de questions touchant à la COVID-19. Ils ont évalué la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie, donné leur opinion sur les mesures de santé publique en vigueur et d'autres initiatives connexes, et discuté de la vaccination des enfants et de la campagne en marche pour encourager les Canadiens à se procurer leur troisième dose du vaccin.

**Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)**

Les participants devaient commencer par nous dire ce que le gouvernement du Canada avait fait de bien dans sa gestion de la pandémie. Ils se sont rappelé une foule de mesures et d'initiatives réussies, notamment ses communications suivies et transparentes tout au long de la pandémie, sa prestation d'aides financières comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), sa mise en œuvre de mesures de



santé publique et de règles de voyages efficaces et sécuritaires, ainsi que sa distribution bien menée des vaccins contre la COVID-19 dans l'ensemble du pays.

En ce qui concerne les domaines où la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants ont également soulevé plusieurs points. Ils ont mentionné sa gestion inefficace de la PCU et d'autres soutiens financiers, l'insuffisance des mesures d'aide visant les propriétaires de petites entreprises et les travailleurs autonomes, et le maintien des exigences fédérales en matière de vaccination et d'autres exigences de santé publique liées à la pandémie, jugées outrancières par certains.

La question de savoir si la gestion actuelle de la pandémie était meilleure, moins bonne ou sensiblement la même qu'au début de la crise a donné lieu à des opinions variées. Si dans l'ensemble, les participants ont souvent trouvé que le travail du gouvernement fédéral s'était détérioré avec le temps, un nombre non négligeable ne partageaient pas cette opinion et croyaient plutôt qu'il s'était amélioré ou maintenu au même niveau. Du côté des participants qui considéraient que le gouvernement fédéral gérait mieux la situation maintenant, la plupart pensaient que les responsables de la santé publique avaient beaucoup appris sur le virus et approfondi leur compréhension des mesures les plus efficaces pour contenir sa transmission. D'autres ont parlé en termes élogieux de la capacité d'adaptation du gouvernement fédéral, estimant qu'il avait su modifier son approche au gré des circonstances changeantes de la pandémie. Du côté des nombreux participants qui avaient au contraire noté une baisse de performance de la part du gouvernement du Canada au fil de la pandémie, plusieurs déploraient un manque de direction dans l'approche fédérale actuelle, car les responsables de la santé publique continuaient d'appliquer des mesures et des exigences qui n'étaient plus efficaces pour freiner la propagation de la COVID-19, selon eux.

Les participants du Manitoba rural et de Trois-Rivières ont répondu à une question supplémentaire sur l'impact général, durant la pandémie, de mesures sanitaires telles que le lavage des mains, le port du masque et la distanciation sociale. La plupart des participants du Manitoba leur prêtaient une faible efficacité, et plusieurs pensaient qu'elles avaient parfois fait plus de mal que de bien. Il leur semblait que les jeunes Canadiens, en particulier, avaient souffert de problèmes de santé mentale au cours de la pandémie et que les consignes comme le port du masque et la distanciation sociale n'avaient fait qu'aggraver les choses. Quoique généralement plus convaincus de l'utilité de ces mesures de santé publique, certains participants du groupe de Trois-Rivières se sont également rappelé avoir vécu de l'anxiété en les adoptant.

Aux deux groupes du Québec ainsi qu'au groupe de Terre-Neuve, nous avons demandé s'ils croyaient que la propagation de la COVID-19 allait s'aggraver à court terme. Presque tous les participants croyaient que le plus dur était passé. De leur point de vue, la protection supplémentaire conférée par le vaccin contre la COVID-19 avait permis d'amoinrir les effets du virus et, compte tenu du taux de vaccination élevé de la population canadienne, beaucoup estimaient qu'il était désormais sécuritaire pour les collectivités de reprendre une vie plus normale. Plusieurs ont ajouté que même en l'absence de restrictions, de nombreux Canadiens continueraient de porter le masque, de se laver les mains régulièrement et de s'isoler s'ils tombaient malades, ce qui contribuerait à freiner une éventuelle propagation du virus. Un petit nombre de participants n'excluaient pas la possibilité d'une

détérioration de la pandémie au cours des prochains mois. Selon eux, la levée de restrictions telles que l'obligation de porter le masque et de présenter une preuve vaccinale dans plusieurs provinces et territoires risquait de faire bondir le nombre de cas et d'accentuer la pression sur le système de santé à court terme.

Le groupe de Terre-Neuve a répondu à une question supplémentaire au sujet des exigences en matière de vaccination. Invités à se prononcer sur le caractère utile ou nuisible de ces mesures durant la pandémie, tous les participants ont affirmé qu'elles avaient surtout causé du tort : selon eux, en plus d'être inefficaces, elles avaient semé la discorde et injustement ciblé les gens qui avaient fait le choix de ne pas recevoir le vaccin.

### **Perspectives et comportements liés à la COVID-19 (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Deux groupes ont répondu à quelques questions sur leurs attitudes et leurs comportements à l'égard de la COVID-19. Lorsque nous leur avons demandé si la propagation de la COVID-19 les inquiétait, la plupart des participants ont dit que la pandémie n'était plus au premier plan de leurs préoccupations, et beaucoup ont dit essayer de tourner la page. À ce sujet, un certain nombre d'entre eux ont précisé qu'ils avaient fait l'expérience du virus au cours des derniers mois, soit directement, en le contractant, soit par l'entremise d'amis ou de membres de leur famille qui avaient été infectés. En règle générale, cette expérience les avait quelque peu rassurés quant au caractère « gérable » du virus dans la plupart des cas. Un petit nombre de participants ont dit qu'ils restaient un peu préoccupés par la trajectoire de la COVID-19, sachant que le virus pouvait connaître d'autres mutations. Quelques autres redoutaient surtout les contrecoups de la pandémie, en particulier les problèmes de santé financière et mentale qui touchaient selon eux un grand nombre de Canadiens en ce moment.

Même si aux yeux de la plupart des participants, la vie commençait à revenir à la normale – maintenant qu'un peu partout au pays, le port du masque et la présentation d'une preuve de vaccination n'étaient plus exigés –, un grand nombre ont fait remarquer qu'ils resteraient fidèles à certains des nouveaux comportements adoptés durant la pandémie. Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient mal à l'aise en présence d'une personne ayant choisi de ne pas se faire vacciner, les participants du groupe de la Saskatchewan ont tous répondu que non, tandis que ceux du groupe de Montréal étaient à peu près également divisés sur la question. Ceux qui n'avaient pas d'objection à côtoyer des personnes non vaccinées considéraient que cette décision était personnelle et que, le virus pouvant être transmis aussi bien par des personnes vaccinées que non vaccinées, cela aurait peu d'incidence sur le niveau de sécurité des gens qui ont reçu leur cycle complet de doses. De leur côté, les participants qui étaient mal à l'aise à l'idée de fréquenter des personnes non vaccinées croyaient qu'elles posaient un risque accru pour la santé d'autrui et préféraient donc se tenir à l'écart.

### **Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)**

Le groupe de Trois-Rivières, composé de participants ayant des enfants de moins de 12 ans, a brièvement abordé le sujet des vaccins pédiatriques contre la COVID-19, dont l'utilisation chez les enfants âgés de 5 à 11 ans a reçu l'approbation de Santé Canada à la fin de 2021. La plupart des

parents ont indiqué que leurs enfants s'étaient fait vacciner, de leur propre choix, après avoir discuté de la question en famille. Plusieurs parents ont raconté qu'ils avaient pris le temps d'expliquer les vaccins aux enfants, en s'aidant parfois de ressources externes – comme des vidéos de spécialistes en santé publique diffusées sur YouTube – pour présenter les arguments en faveur de la vaccination. Le petit nombre de participants qui avaient préféré ne pas faire vacciner leurs enfants en avaient également discuté avec eux, mais n'estimaient pas urgent qu'ils reçoivent le vaccin contre la COVID-19, d'où la décision familiale de s'en abstenir pour le moment.

### **Dose de rappel contre la COVID-19 (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)**

La question de savoir si les participants avaient reçu leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée « dose de rappel », a suscité des réponses variables selon la région. Alors que tous les participants du groupe d'aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean avaient reçu leur troisième dose, seuls la moitié de ceux de Trois-Rivières étaient dans ce cas. Aucun participant du Manitoba rural ne se l'était procurée et à peine quelques-uns avaient reçu les deux premières doses. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient des questions au sujet de la dose de rappel, aucun des participants du Manitoba n'a voulu contribuer à la discussion. Beaucoup étaient farouchement opposés à la troisième dose et plus généralement au vaccin contre la COVID-19. Dans les deux groupes du Québec, la plupart des participants se sentaient à l'aise avec le sujet, mais certains se posaient des questions sur l'efficacité du rappel à long terme, la fréquence à laquelle de nouvelles doses seraient requises à l'avenir (annuelle, semestrielle, etc.), et l'éventuelle mise à jour du vaccin pour tenir compte des nouveaux variants susceptibles d'émerger. Quelques autres voulaient savoir si le vaccin de fabrication canadienne Medicago serait bientôt offert à plus de gens et s'il ferait aussi partie des choix proposés pour la dose de rappel.

### **Budget de 2022 (résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Six groupes ont discuté du prochain budget de 2022, lequel doit être dévoilé par le gouvernement fédéral le 7 avril 2022.

Pour commencer, les participants ont été invités à indiquer les domaines ou les initiatives sur lesquels ils s'attendaient à ce que le budget soit principalement axé. Un large éventail de réponses a été fourni, y compris l'inflation, la réduction des dépenses fédérales, l'accessibilité au logement, les soins de santé, la réconciliation, les changements climatiques et l'environnement, ainsi que l'augmentation des dépenses en matière de défense, compte tenu notamment de l'éclatement récent du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Nous avons ensuite demandé aux participants quelles étaient, selon eux, les priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer dans le prochain budget. Une fois de plus, un certain nombre de réponses ont été fournies, notamment le logement abordable, les changements climatiques, l'exploitation accrue des ressources naturelles, comme le pétrole et le gaz, l'inflation,

l'éducation, les soins de santé, la santé mentale et le traitement des dépendances, l'amélioration des infrastructures, l'augmentation des dépenses de défense et la réconciliation. Un grand nombre de participants se sont particulièrement intéressés aux questions liées à ce qu'ils considèrent comme l'augmentation rapide du coût de la vie au Canada, qui, selon plusieurs, devient de plus en plus difficile à gérer pour de nombreuses familles canadiennes.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pouvaient se souvenir de programmes ou d'initiatives qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada lors du dépôt de budgets précédents, très peu de participants ont été en mesure de le faire. Sans pouvoir préciser d'initiative en particulier, certains participants avaient l'impression que les budgets précédents portaient sur des priorités fédérales clés comme la garde d'enfants, l'éducation, le logement, les soins de santé, les questions autochtones et les initiatives axées sur l'environnement.

### **Pétrole carboneutre (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)**

Quatre groupes ont discuté de la production de pétrole carboneutre, ainsi que d'autres questions liées au développement des ressources au Canada. Pour commencer, les participants ont été invités à dire s'ils croyaient que le monde connaissait actuellement une urgence climatique. La plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que les preuves des changements climatiques étaient claires au regard de ce qu'ils considéraient comme une augmentation constante des températures annuelles, ainsi que de la prévalence accrue des catastrophes naturelles et des événements météorologiques extrêmes au cours des dernières années. Beaucoup ont raconté qu'ils avaient personnellement observé ce réchauffement progressif au cours de leur vie, et d'autres ont mentionné précisément qu'ils avaient l'impression que les températures étaient généralement plus chaudes aujourd'hui qu'au cours des dernières décennies, et que les accumulations de neige et de glace en hiver étaient réduites.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu les termes « pétrole carboneutre », certains ont indiqué qu'ils étaient conscients de ce que cela pouvait signifier, mais un grand nombre ne connaissait pas ces termes. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, plusieurs pensaient qu'ils faisaient référence à la pratique qui consiste à réduire ou à compenser les émissions produites pendant l'extraction, le transport et le raffinage du pétrole. D'autres ont indiqué que l'industrie pétrolière y parvenait généralement en utilisant des processus d'extraction plus durables, en réduisant les émissions dans d'autres domaines ou en réinvestissant les bénéfices générés par le pétrole et différentes sources d'énergie non renouvelables dans des technologies plus « vertes » et plus durables.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'il était réaliste pour l'industrie pétrolière de s'orienter vers des projets de production de pétrole carboneutre dans l'avenir, ceux-ci se sont montrés généralement pessimistes quant à la volonté de l'industrie pétrolière d'assumer les coûts supplémentaires et la diminution des profits qu'un tel changement pourrait entraîner, même si la plupart d'entre eux pensaient que cela était possible d'un point de vue technologique. Si une majorité estimait que la population canadienne était généralement favorable à des pratiques d'exploitation des

ressources plus durables et plus respectueuses de l'environnement, peu de participants pensaient que les consommateurs seraient prêts à accepter les coûts nettement plus élevés qui pourraient en résulter, en raison notamment du taux d'inflation perçu comme élevé et de l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuelle. Un petit nombre de participants ont mentionné qu'au lieu de se concentrer et d'investir dans le développement d'une technologie d'extraction de pétrole carboneutre, il faudrait mettre davantage l'accent sur la transition vers l'abandon du pétrole et des sources d'énergie non renouvelables, estimant qu'il n'existe aucun moyen d'extraire et d'utiliser ces ressources en toute sécurité sans donner lieu à certains dommages environnementaux.

À la question de savoir si, selon eux, la capacité de l'industrie pétrolière à atteindre la carboneutralité contribuerait de manière significative à réaliser les objectifs d'émissions du gouvernement du Canada dans l'avenir, de nombreux participants ont exprimé une grande incertitude. Si la plupart d'entre eux pensaient que cela serait certainement utile, ils étaient généralement d'avis que les pratiques d'extraction de pétrole carboneutre ne suffiraient pas à elles seules à atténuer le problème croissant des changements climatiques. Certains estimaient également que même si le Canada était en mesure d'atteindre ses objectifs en matière d'émissions, les changements climatiques demeuraient un problème mondial et que tous les pays, y compris les grands émetteurs comme la Chine et l'Inde, devaient y mettre du leur pour que des progrès significatifs soient réalisés. Alors qu'un plus petit nombre de participants se sont montrés favorables, estimant que tout pas vers une plus grande durabilité était positif, quelques-uns se sont demandé si le fait de réaliser une extraction de pétrole carboneutre valait les investissements nécessaires pour y parvenir. Plusieurs ont réitéré l'idée qu'il fallait une transition générale pour s'éloigner des énergies non renouvelables et mettre davantage l'accent sur les investissements dans les sources de substitution, comme l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique, en vue de répondre aux besoins de la population canadienne.

Abordant la hausse importante des prix de l'essence observée récemment au Canada, laquelle serait due, en partie, au conflit en Ukraine, nous avons demandé aux participants si ces événements avaient changé leur point de vue sur la façon dont le gouvernement du Canada devrait gérer la production pétrolière au pays. Alors qu'un certain nombre de participants, en particulier dans le groupe de Terre-Neuve, estimaient que le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur le développement d'une plus grande partie des ressources pétrolières du Canada pour un usage national et l'exportation vers les marchés internationaux, d'autres sont demeurés sceptiques quant à savoir si cela représentait la meilleure voie à suivre. Parmi les nombreux participants qui se sont montrés hésitants à l'égard d'une extraction et d'une exploitation plus soutenues des réserves pétrolières canadiennes, il a été mentionné de manière générale que, même si le Canada doit pouvoir tirer profit de ses propres ressources non renouvelables, il faudrait qu'il se concentre davantage sur le développement de sources d'énergie différentes et plus durables. Certains ont également estimé qu'il fallait mieux comprendre le véritable coût environnemental et économique lié à l'extraction du pétrole dans des régions comme celles des sables bitumineux de l'Alberta et de la Saskatchewan, soulignant que ce processus était beaucoup plus coûteux et compliqué que la plupart des gens ne le pensaient. Pour relever ces défis énergétiques à l'avenir, certains participants ont suggéré que le gouvernement du Canada se concentre sur la création d'une stratégie globale à long terme concernant la meilleure façon d'exploiter le pétrole et le gaz nationaux, tout en réinvestissant les revenus des exportations dans des technologies et une production d'énergie plus durables.

**Manifestations du convoi de camionneurs et Loi sur les mesures d'urgence (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan)**

Quatre groupes ont discuté des manifestations du « convoi » qui ont eu lieu à Ottawa et dans d'autres régions du pays en février 2022. Pour amorcer ces conversations, nous avons demandé aux participants de nous faire part de leurs premières réflexions en repensant à ces événements. Dans tous les groupes, le nombre de personnes qui ont parlé négativement des manifestations était à peu près le même que celui des personnes qui ont affiché leur soutien, tandis que plusieurs autres ont exprimé leur incertitude quant à leur sentiment général sur les manifestations.

Parmi les personnes les plus opposées aux manifestations, beaucoup estimaient qu'en poursuivant leur objectif de mettre fin aux mesures de santé publique liées à COVID-19 et d'établir de plus grandes libertés personnelles pour la population canadienne, les manifestants avaient injustement empiété sur les droits de vivre en paix des personnes résidant près des installations visées par les manifestations. Cela a été perçu comme étant particulièrement le cas pour les personnes résidant au centre-ville d'Ottawa, qui ont été plus gravement incommodées par le bruit et les autres perturbations, y compris les coups de klaxon incessants qui se sont fait entendre pendant des semaines. Plusieurs participants se sont dits épuisés sur le plan émotionnel après ces manifestations et ont trouvé quelque peu inquiétant que ces scènes se déroulent dans la capitale nationale et ailleurs au pays.

Pour les participants plus favorables à ces manifestations, plusieurs ont dit se sentir encouragés et réconfortés par ce mouvement essentiellement « populaire » de personnes provenant de toutes les régions du Canada qui se sont rassemblées pour protester contre ce qu'ils considéraient comme des exigences injustes et inutiles en matière de santé publique. Les personnes en faveur des mouvements de protestation pensaient de manière générale que les rassemblements avaient été essentiellement pacifiques et que les manifestants avaient été traités injustement par les forces de l'ordre et les fonctionnaires. En outre, plusieurs ont estimé que la couverture de ces manifestations dans les médias avait été presque entièrement biaisée, dépeignant les manifestations sous un angle négatif de manière disproportionnée.

Plus incertains quant à leur opinion à l'égard de ces manifestations, un certain nombre de participants ont estimé que toute la situation avait été incroyablement conflictuelle et que les émotions vives des deux camps les avaient mis quelque peu mal à l'aise. Beaucoup d'entre eux étaient d'avis que si chaque personne avait le droit de manifester librement et pacifiquement, ces événements allaient souvent trop loin en perturbant la vie quotidienne des personnes résidant à proximité et en ayant des répercussions négatives sur celles-ci.

En discutant de ce qu'ils considéraient être un effet global des manifestations, les participants ont une fois de plus eu des avis partagés. Beaucoup pensaient que ces manifestations et la vague d'émotion qu'elles avaient suscitée au sein de la population canadienne avaient laissé le pays considérablement divisé. Les participants étaient plus ou moins partagés sur la question de savoir s'ils pensaient que des changements de politique se produiraient à la suite de ces manifestations. Si plusieurs pensaient que ces événements auraient peu ou pas d'impact tangible durable, d'autres ont souligné l'élimination

rapide du port du masque obligatoire et des preuves de vaccination dans des provinces comme l'Alberta et la Saskatchewan (entre autres), estimant que les manifestations avaient joué un rôle important pour encourager les gouvernements provinciaux et territoriaux à prendre de telles mesures.

En ce qui concerne la décision du gouvernement fédéral d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence* le 14 février 2022 en réponse aux manifestations, les opinions des participants étaient diversifiées. Plusieurs de ceux qui estimaient que la *Loi* n'aurait pas dû être invoquée étaient aussi opposés aux manifestations et estimaient que la *Loi* n'aurait pas été nécessaire si davantage de mesures avaient été prises à tous les paliers de gouvernement pour réprimer les manifestations dès les premiers jours. Parmi ceux qui étaient plus favorables aux manifestations, on estimait que le recours à la *Loi* constituait un abus de pouvoir important de la part du gouvernement fédéral. Les participants en faveur du recours à la *Loi* croyaient pour leur part qu'au moment où elle a été invoquée, elle représentait la meilleure option dont disposait le gouvernement du Canada pour mettre fin de façon efficace aux perturbations causées par les manifestations.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral aurait dû agir autrement pour gérer la situation, un certain nombre de réponses ont été fournies. Beaucoup des personnes opposées aux manifestations ont estimé que de plus grands efforts auraient pu être déployés pour limiter l'ampleur et la portée des manifestations dans les premiers jours, plutôt que de laisser celles-ci s'enraciner à plus long terme. Parmi ceux qui soutenaient le mouvement et ses objectifs déclarés de mettre fin aux mesures sanitaires obligatoires, certains estimaient que le gouvernement fédéral aurait dû faire plus d'efforts pour établir un dialogue avec les manifestants et écouter leurs préoccupations. Les participants pensaient que le manque apparent d'engagement du gouvernement fédéral envers les manifestants n'avait servi qu'à intensifier ces événements.

### **Perspectives locales (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)**

Les participants d'Ottawa ainsi que ceux des villes situées à proximité de la frontière entre l'Ontario et les États-Unis ont poursuivi les discussions sur les manifestations du convoi, en se concentrant principalement sur leurs expériences personnelles et leurs points de vue à leur égard.

Bien que peu de participants se soient sentis personnellement touchés par les manifestations, à l'exception de quelques retards et de déplacements compliqués dans leur collectivité en raison de l'afflux de personnes et de la circulation, beaucoup ont exprimé leur malaise d'avoir été témoins de leur déroulement, ceux d'Ottawa étant particulièrement préoccupés par l'impact négatif que ces manifestations ont eu, selon eux, sur les personnes résidant près de la Colline du Parlement. À la question de savoir s'ils avaient changé d'avis sur ces événements au fil du temps, la plupart des participants ont répondu qu'ils étaient plutôt ouverts aux manifestations au départ, estimant que tout le monde avait le droit de protester pacifiquement. En revanche, une fois les manifestations engagées, beaucoup s'y sont opposés, estimant qu'elles représentaient une contrainte injuste pour les collectivités dans lesquelles elles se déroulaient. De nombreux membres du groupe d'Ottawa ont estimé que leur point de vue à l'égard des manifestations était devenu plus négatif après avoir entendu, de la bouche de personnes vivant au centre-ville, des propos concernant les perturbations causées par les manifestants. En discutant de la façon dont les manifestations ont affecté leur

collectivité dans son ensemble, de nombreux membres du groupe d'Ottawa ont réitéré l'opinion selon laquelle toute la situation avait suscité une profonde division, et que ces manifestations avaient créé ce qu'ils ressentaient comme un clivage important entre les personnes qui étaient « pour » et celles qui étaient « contre » le mouvement. Plusieurs ont dit avoir fait eux-mêmes l'expérience de cette division dans leurs interactions avec leurs amis, leur famille, leurs collègues et d'autres connaissances.

Presque tous les participants des deux groupes ont estimé que les manifestations des convois avaient un caractère très différent de celles dont ils avaient déjà été témoins. Plusieurs ont indiqué que la durée des manifestations était un facteur de différenciation majeur, outre la présence de poids lourds en plusieurs endroits de la manifestation, laquelle a compliqué la tâche des forces de l'ordre devant déloger ces personnes et ces véhicules. Un certain nombre de participants étaient également d'avis que, de manière générale, ces manifestations avaient été traitées différemment par le Service de police d'Ottawa (SPO) et d'autres responsables de l'application de la loi, estimant que l'approche adoptée était plus « passive » que lors de manifestations antérieures.

Pour ce qui est de la répression des manifestations, la plupart ont estimé que la présence accrue de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'invocation de la *Loi* sur les mesures d'urgence avaient été essentielles, envoyant ainsi le message que le gouvernement fédéral prenait l'affaire très au sérieux. Lorsque nous avons demandé aux participants de décrire comment l'entrée en vigueur de la *Loi* avait fait évoluer les choses, ceux-ci ont estimé que l'arrestation des principaux leaders et la saisie de véhicules et d'autres équipements par les forces de l'ordre avaient servi à démontrer les conséquences potentielles auxquelles s'exposaient ceux qui refusaient de quitter les lieux pacifiquement.

Au sujet des manifestations à Ottawa en particulier, nous avons demandé aux participants quel était, selon eux, le palier de gouvernement responsable qui aurait dû en assumer la gestion. Si certains ont fait remarquer que l'administration municipale d'Ottawa et le SPO auraient dû faire plus pour réprimer les manifestations, beaucoup ont réitéré leurs appels à une réponse plus forte du gouvernement fédéral dès les premiers jours des événements. Nombreux sont ceux qui étaient d'avis qu'en fin de compte, la gestion relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral, notamment en raison de l'envergure de ces manifestations massives sur la Colline du Parlement et de l'objectif déclaré du mouvement de mettre fin aux exigences en matière de vaccins pour les camionneurs qui entrent au Canada. Un certain nombre de participants ont souligné qu'il aurait dû y avoir un effort coordonné et intergouvernemental aux niveaux municipal, provincial et fédéral à l'égard des manifestations, estimant que les questions de compétence n'avaient servi qu'à retarder davantage la réponse.

En ce qui concerne la Ville d'Ottawa et le SPO en particulier, beaucoup ont souligné la désorganisation générale des interventions municipales face aux manifestations, et ce, dès le départ. Alors que certains pensaient que le SPO était limité par des ressources et un personnel restreints, d'autres étaient d'avis que les dirigeants municipaux et les responsables de l'application de la loi auraient pu en faire plus pour demander de l'aide et faire preuve de plus de franchise quant aux difficultés qu'ils rencontraient pour tenter de maintenir les manifestations sous contrôle. Très peu pensaient que le SPO aurait été capable de résoudre le problème par lui-même, sans le soutien de la GRC et les pouvoirs supplémentaires conférés par la *Loi sur les mesures d'urgence*. Plusieurs ont également exprimé leur déception quant à la réponse du gouvernement de l'Ontario et de la Police provinciale de l'Ontario



(PPO), qu'ils ont qualifiée de tardive et d'une efficacité limitée. Un certain nombre de participants ont déclaré que le gouvernement provincial n'avait pas fait grand-chose pour mettre fin aux manifestations, n'intervenant qu'après le blocage du commerce transfrontalier à de nombreux endroits où des manifestations avaient été organisées le long de la frontière canado-américaine.

De manière générale, les participants se sont aussi dits insatisfaits de la réponse du gouvernement du Canada, estimant que les fonctionnaires fédéraux avaient été relativement inefficaces sur ce front, mettant plusieurs semaines à prendre la décision d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence*. Plusieurs ont indiqué que le gouvernement fédéral aurait dû prendre des mesures plus immédiates pour répondre aux manifestations, notamment en raison du fait que celles-ci visaient (initialement) le gouvernement fédéral, et de leur proximité avec le Parlement. Certains ont également estimé que le gouvernement du Canada aurait pu communiquer de manière plus claire et plus transparente avec la population canadienne sur la façon dont il entendait réagir aux manifestations, jugeant qu'il y a eu peu de communications à cet égard.

### **Armes à feu (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Trois groupes ont discuté de la question des armes à feu au Canada, en se concentrant plus particulièrement sur l'intention du gouvernement du Canada d'interdire les armes d'assaut de type militaire et de racheter toutes celles-ci que possèdent déjà les Canadiens et les Canadiennes.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral en ce qui concerne la possession d'armes à feu au Canada ou le plan précis visant à interdire les armes d'assaut, très peu se sont rappelés avoir entendu quoi que ce soit. Dans chaque groupe, tous les participants ont exprimé leur soutien à cette interdiction, beaucoup d'entre eux croyant fermement que la possession de telles armes par des particuliers ne servait à rien et que leur achat aurait dû dès le départ faire l'objet d'une interdiction. Interrogés sur la question de savoir si, selon eux, les armes à feu acquises avant la mise en œuvre de l'interdiction devraient toujours être soumises à cette législation, tous les participants ont répondu par l'affirmative.

En ce qui concerne les mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait prendre à l'égard de la possession d'armes à feu au Canada, bon nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour réduire le nombre d'armes à feu que possèdent actuellement les Canadiens et les Canadiennes et renforcer les règles et règlements auxquels les propriétaires d'armes à feu doivent se conformer. Un certain nombre de participants ont spécifiquement mentionné les armes de poing comme une catégorie d'armes à feu qui, selon eux, ne devrait plus être autorisée au Canada, estimant qu'il n'y a aucune raison valable pour qu'elles soient mises à la disposition des civils. Les participants ont également estimé que l'on pourrait en faire davantage pour procéder à un dépistage auprès des éventuels propriétaires d'armes à feu en ce qui concerne les questions de santé mentale et d'autres problèmes qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité à posséder une arme à feu de façon responsable.

### **Soins de santé (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Dans deux groupes, les participants ont discuté des priorités du gouvernement du Canada en matière de soins de santé et des défis auxquels le secteur est confronté. Lorsque nous leur avons demandé de relever les problèmes relatifs aux soins de santé dans leurs régions, plusieurs ont mentionné la pénurie apparente de professionnels de la santé et les longs délais d'attente comme étant des enjeux majeurs. Certains ont mentionné d'autres problèmes, comme la méconnaissance des options et des services de soins de santé offerts à la population, une attention insuffisante sur les soutiens en santé mentale (en particulier pour les jeunes Canadiens), et le manque de médecins spécialistes dans plusieurs régions, forçant ainsi ceux qui habitent en région rurale ou éloignée de parcourir de longues distances pour recevoir les soins dont ils ont besoin.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler des récents engagements ou des annonces du gouvernement du Canada concernant les soins de santé, très peu de participants se rappelaient quoi que ce soit. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que le gouvernement fédéral avait récemment annoncé plusieurs mesures prioritaires en matière de soins de santé, comme remédier aux pénuries de travailleurs de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Tous s'entendaient pour dire que ces priorités étaient importantes, en particulier les initiatives qui concernent les pénuries de travailleurs de la santé, les services de santé familiale, la santé mentale et la consommation de substances illicites.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait être en mesure d'établir des priorités pour les paiements de transfert qu'il verse aux provinces et aux territoires, la plupart étaient d'avis que c'était d'abord à ces dernières de décider comment les fonds devraient être utilisés pour leurs populations. Aux dires de plusieurs, les responsables de la santé publique à l'échelon provincial et territorial ont une bien meilleure compréhension des enjeux en matière de santé dans leur juridiction que leurs homologues fédéraux.

### **Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)**

Dans ce groupe, les participants ont discuté de garde d'enfants et de ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux à cet égard dans leur région. Deux problèmes ont souvent été cités : l'abordabilité (notamment les coûts élevés associés aux services de garde) et l'accessibilité (c'est-à-dire un nombre insuffisant de places disponibles en garderie dans la province). Même si aucun des parents n'avait d'enfants en garderie, certains ont raconté avoir eu de la difficulté à accéder aux services de garde dans les dernières années. Alors que certains ont trouvé relativement facile de trouver une place, d'autres se sont heurtés à des difficultés, comme un manque apparent de places disponibles et, dans certains cas, des listes d'attente s'échelonnant sur plusieurs années.

Durant la discussion sur les récents efforts du gouvernement fédéral pour conclure des ententes avec toutes les provinces et tous les territoires du Canada afin d'instaurer des services de garde d'enfants abordables (à 10 \$ en moyenne par jour, par enfant), certains participants ont spontanément mentionné l'absence d'une telle entente entre les gouvernements de l'Ontario et du Canada. Après avoir été informés que l'Ontario était la seule province à ne pas avoir conclu d'entente sur les services de garde abordables avec le gouvernement fédéral au moment où les discussions ont eu lieu, de nombreux participants ont exprimé leur frustration. Plusieurs croyaient que l'accès aux services de garde abordables était grandement important pour les familles ontariennes, et n'ont pas compris pourquoi leur gouvernement provincial n'avait toujours pas conclu d'entente, contrairement aux autres provinces et territoires du Canada.

### **Logements abordables (résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Le sujet des logements abordables a été abordé dans un groupe de participants considérés comme étant dans une situation financière précaire, compte tenu de leurs réponses aux questions qui leur avaient été posées au moment du recrutement. Ce groupe était composé de propriétaires et de locataires.

En général, les participants étaient d'avis que les logements locatifs disponibles dans les régions de Halton et Peel en Ontario étaient excessivement chers et hors de portée pour plusieurs. Bon nombre d'entre eux croyaient que la pénurie de logements contribuait grandement à exercer une pression à la hausse sur les taux de location dans leur région. Plusieurs ont souligné la nécessité de créer plus de logements à haute densité dans la région. D'autres ont mentionné l'importance d'une surveillance accrue des pratiques de location, en particulier des hausses des taux de location, des logements locatifs illicites et des pratiques discriminatoires de la part des propriétaires.

Les participants ont également discuté de plusieurs mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables. Plusieurs étaient d'avis que l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pourrait aider un plus grand nombre de Canadiens à accéder au marché du logement. Les participants étaient aussi généralement en faveur d'une variante de ce programme destiné spécifiquement aux jeunes Canadiens célibataires, et plusieurs étaient d'avis que tout le monde devrait pouvoir obtenir de l'aide pour acheter leur première maison. Par ailleurs, certains ont recommandé d'offrir aux jeunes Canadiens une éducation et des outils additionnels pour s'assurer qu'ils comprennent et qu'ils sont en mesure de gérer les responsabilités financières qui accompagnent l'accession à la propriété.

D'autres initiatives ont aussi reçu un appui modéré, notamment le financement de la construction de logements locatifs, le Fonds d'innovation pour le logement abordable et le Fonds national de co-investissement pour le logement. De manière plus générale, les participants étaient favorables aux activités et aux programmes qui encouragent les promoteurs à construire un plus grand nombre de logements abordables, à réduire les coûts de développement et de construction (et vraisemblablement

les taux de location), à stimuler et à promouvoir des approches plus créatives pour développer des logements abordables au Canada, et à répondre aux besoins des groupes marginalisés. Les commentaires ont fait ressortir le souhait des participants pour une meilleure surveillance de ces programmes pour assurer la reddition de comptes et les impacts.

### **Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean)**

Le groupe composé d'aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean au Québec a discuté brièvement des enjeux qui concernent ce segment de la population canadienne.

Durant la discussion concernant l'enjeu qui selon eux devrait être une priorité absolue du gouvernement du Canada, plusieurs ont mentionné le coût de la vie qui a considérablement augmenté pour les aînés au cours des dernières années. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux les plus importants auxquels les aînés canadiens étaient confrontés, les participants ont soulevé plusieurs points, notamment le financement insuffisant pour les soins de longue durée et d'autres établissements voués au bien-être des aînés, le manque d'options de soins permettant aux aînés de demeurer chez eux plus longtemps, et la hausse apparente du coût de la vie pour les aînés à revenus fixes qui dépendent des pensions fédérales comme la Sécurité de la vieillesse (SV) qui, de l'avis de plusieurs, devrait être augmentée pour couvrir le taux d'inflation actuel qui est élevé.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada avait fait récemment pour soutenir les aînés, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui se rappelaient d'avoir entendu parler d'une récente action fédérale, certains ont mentionné qu'à compter de juillet 2022, tous les aînés de 75 ans et plus verraient automatiquement leur pension de la SV augmenter de 10 %. Un certain nombre de participants ont réagi favorablement à cette annonce. Interrogés à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en ce qui concerne les aînés, tous les participants ont répondu par la négative. À la question si le gouvernement du Canada faisait des efforts pour être à l'écoute des aînés, peu de participants y croyaient et certains ont mentionné que l'attention portée aux enjeux qui touchent les aînés n'était pas constante. Plusieurs étaient d'avis que ces enjeux étaient rarement une priorité et qu'ils étaient souvent relégués au second plan. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour joindre plus efficacement les aînés, certains ont répondu qu'on devrait mettre plus d'efforts pour promouvoir les programmes et les mesures de soutien actuellement offerts aux Canadiens. De plus, les participants ont indiqué que le gouvernement du Canada devrait trouver des moyens pour mieux collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'élaborer une stratégie cohésive pour aborder les enjeux propres aux aînés et répondre à leurs besoins médicaux et financiers particuliers.

### **Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes de Calgary)**

Le groupe composé de jeunes adultes a discuté des divers enjeux auxquels sont confrontés les jeunes Canadiens. Pour commencer, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu quoi que ce

soit sur ce que le gouvernement du Canada avait fait récemment pour soutenir les jeunes Canadiens. Dans tous les groupes, ils étaient nombreux à en avoir entendu parler. Plusieurs ont mentionné les subventions fédérales offertes aux entreprises pour l'embauche d'étudiants durant la période estivale (comme le programme Emplois d'été Canada), les subventions visant à soutenir les personnes qui souhaitent faire des études supérieures (comme le programme canadien de prêts et bourses pour étudiants), la suspension temporaire des intérêts accumulés sur les prêts et bourses jusqu'en 2023, et l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Interrogés sur les soutiens financiers offerts par le gouvernement fédéral aux jeunes Canadiens durant la pandémie de COVID-19, plusieurs se sont rappelé la Prestation canadienne d'urgence (PCU), alors que quelques autres ont fait allusion à la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), sans toutefois pouvoir la nommer.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient leurs principales sources d'information, la plupart des participants ont mentionné les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Instagram, TikTok et Snapchat. À ce sujet, quelques participants ont expliqué que lorsqu'une nouvelle capte leur attention dans les médias sociaux, ils se tournent habituellement vers une source de confiance (comme les sites web fédéraux) pour en vérifier la légitimité et obtenir plus d'information. En ce qui concerne les sources de nouvelles et d'information concernant la COVID-19, certains ont indiqué qu'ils avaient évité d'écouter les actualités pendant une bonne partie de la pandémie, sous prétexte que le flux constant d'information sur le virus était parfois accablant. Pour ce qui est de l'information spécifique à la COVID-19, les participants avaient tendance à se fier aux sources de nouvelles traditionnelles comme CBC ou Radio-Canada, et aux sites web des gouvernements provinciaux ou du fédéral.

Peu de participants se rappelaient avoir vu des publicités ou entendu de récentes communications du gouvernement du Canada. De plus, quelques-uns seulement avaient l'impression que le gouvernement fédéral faisait des efforts pour atteindre les jeunes Canadiens (les étudiants en particulier) et qu'il privilégiait rarement ceux-ci dans ses décisions. Les participants ont mentionné plusieurs enjeux auxquels les jeunes sont confrontés, y compris le coût élevé de la vie, l'inflation croissante et les reculs importants attribuables à la pandémie sur leur éducation, leur vie sociale et leur santé mentale. En général, les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour résoudre ces problèmes.

Interrogés à savoir quel était l'enjeu le plus important pour eux et celui sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus, les participants ont fourni plusieurs réponses, comme s'assurer que tous les Canadiens aient accès aux biens de première nécessité, construire plus de logements abordables et protéger les ressources naturelles du Canada. Au sujet de l'enjeu le plus important auquel les jeunes sont confrontés, les problèmes financiers étaient au cœur des préoccupations. Notamment, le coût des études postsecondaires et les dettes très élevées qui en résultent pour les étudiants ont été considérés comme des enjeux qui requièrent une attention immédiate du gouvernement fédéral.

### **Réconciliation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)**

Dans ce groupe, les participants ont discuté brièvement de la réconciliation entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones du Canada. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à

l'esprit en entendant le mot « réconciliation », plusieurs ont mentionné les récentes découvertes en lien avec les anciens pensionnats, les revendications territoriales actuelles des peuples autochtones, et la nécessité de réexaminer les lois existantes, comme la *Loi sur les Indiens*.

Durant la discussion sur les actions du gouvernement fédéral en faveur de la réconciliation, les participants avaient le sentiment qu'on avait fait bien peu de progrès dans les dernières années. Même si certains croyaient que les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones relativement aux indemnisations pour les enfants autochtones lésés par les politiques des services à l'enfance et à la famille au cours des dernières décennies, ainsi que la nomination d'un gouvernement général inuk comme des pas dans la bonne direction, les participants s'entendaient généralement pour dire que le gouvernement du Canada devrait en faire davantage en ce qui concerne les enjeux spécifiques aux Autochtones. Interrogés à savoir si le gouvernement fédéral évoluait dans la bonne direction sur le plan de la réconciliation, la plupart ont répondu par l'affirmative, bien qu'ils aient hésité à émettre des opinions totalement positives, en raison des problèmes fondamentaux, comme la pénurie d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones, qui persistent.

Lorsque nous leur avons demandé à quel genre d'actions ils s'attendaient de la part d'un gouvernement qui veut sérieusement faire avancer la réconciliation, les participants ont suggéré d'augmenter les soutiens financiers pour permettre aux provinces, territoires et municipalités de s'attaquer aux enjeux qui touchent les Autochtones dans leurs régions, de veiller à ce que toutes les communautés aient accès à de l'eau potable, assurer une plus grande autonomie des peuples et des leaders autochtones dans les réserves, réexaminer les lois comme la *Loi sur les Indiens* et aider les communautés autochtones à devenir plus autonomes.

### **La rage (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)**

Dans un des groupes, les participants ont discuté de la rage et des options disponibles pour contrôler sa propagation au Canada. Le groupe était notamment composé de propriétaires de chiens, dont un certain nombre provenaient de refuges.

Nous avons fourni aux participants de l'information sur la rage canine en leur précisant qu'elle cause chaque année plus de 50 000 décès chez les humains. Nous leur avons également expliqué que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a pour rôle de protéger la population en empêchant l'entrée d'agents pathogènes exotiques ainsi que la transmission de certaines maladies animales indigènes, et que les importateurs sont responsables de s'assurer que tous les résultats et les documents exigés ont été soumis avant de transporter les animaux au Canada.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait adopter une politique semblable à celle des États-Unis pour interdire l'importation de chiens provenant de pays où la rage n'est pas maîtrisée, la plupart des participants étaient d'avis qu'une telle réglementation serait inutile. Plusieurs s'opposaient à toute politique visant à réduire ou à limiter le nombre de chiens à importer au Canada. De façon générale, ils estimaient que les contrôles frontaliers, de même que les règles et les

règlements du Canada en matière d'importation de chiens étaient suffisants pour protéger les animaux et les Canadiens. Les participants ne croyaient pas que les risques étaient suffisamment importants pour justifier une telle politique, non plus qu'ils ne considéraient l'enjeu comme étant une priorité absolue du gouvernement du Canada à ce moment-ci, surtout compte tenu du fait que les variants canins du virus de la rage n'étaient pas présents au Canada. De plus, quelques participants étaient d'avis que la mise en œuvre d'une politique de cette nature manquait d'empathie et de compassion à l'égard des chiens en situation de danger et qui doivent être secourus.

**Enjeux locaux (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Huit groupes ont pris part à des discussions sur les enjeux locaux auxquels sont confrontées leurs municipalités ou régions. Même si chaque discussion était spécifique au lieu de résidence de ces participants, certains points communs sont ressortis chez les groupes. Ainsi, tous les groupes considéraient les logements abordables comme une préoccupation constante dans leurs collectivités et beaucoup d'entre eux ont également soulevé d'autres défis, dont la nécessité d'améliorer et de réparer les infrastructures, d'accroître les services de traitement des problèmes de santé mentale et de dépendance et d'augmenter le soutien financier et autres types d'assistance destinés à aider les personnes et les propriétaires d'entreprise à se remettre de la pandémie de COVID-19.

**Résidents de Terre-Neuve**

Les participants de Terre-Neuve ont abordé divers sujets, dont les logements abordables, le secteur de la pêche et de l'aquaculture ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz dans la province.

Aux yeux de la plupart, il était de plus en plus difficile à l'heure actuelle de trouver un logement abordable dans la province, à cause de la hausse des prix (y compris le coût des matériaux de construction), du peu de logements disponibles, de l'exode rural et de l'affluence d'acheteurs immobiliers étrangers. Invités à discuter des mesures prises par le gouvernement fédéral pour améliorer la situation du logement dans la province, quelques participants avaient entendu parler de programmes tels que l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et de crédits d'impôt comme le montant pour l'achat d'une habitation, sans toutefois les nommer. Ils proposaient au gouvernement fédéral d'offrir aux propriétaires d'autres allègements fiscaux pour compléter ces programmes et de mettre en œuvre des politiques pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau relativement bas. Quoiqu'en faveur de la taxe que le gouvernement fédéral proposait d'appliquer sur les logements qui appartiennent à des étrangers et qui restent vacants presque toute l'année, certains se demandaient si une telle mesure serait suffisamment dissuasive pour influencer sur l'offre de logements dans la province et leur abordabilité, en général.

Interrogés sur les secteurs et les industries les plus importants de la province, les participants ont nommé le tourisme, la pêche, le pétrole et le gaz, la construction, la construction navale, les soins de

santé et l'aviation (contrôle de la circulation aérienne). Ils ont aussi cité la fonction publique, qui est un important employeur, surtout dans la région de St. John's. Des enjeux relatifs à la pêche et à l'aquaculture ainsi qu'au secteur du pétrole et du gaz ont été examinés plus en détail. Ces deux secteurs étaient considérés comme essentiels à l'économie de la province. Certains avaient toutefois le sentiment que l'industrie de la pêche avait perdu en importance dans les dernières années et plusieurs pensaient qu'une incertitude planait sur l'avenir de l'industrie du pétrole et du gaz, compte tenu d'une tendance mondiale caractérisée par un virage vers les économies « plus vertes ». Cela dit, des participants croyaient que le conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine allait peut-être raviver l'intérêt pour l'exploitation des réserves pétrolières et gazières nationales. Appelés à commenter la performance du gouvernement fédéral, la plupart des participants considéraient que le gouvernement du Canada en avait fait bien peu pour soutenir ce secteur.

Une majorité d'entre eux avaient entendu parler du projet d'exploitation Bay du Nord proposé par Equinor. De l'avis général, la province de Terre-Neuve-et-Labrador profiterait grandement de ce projet, s'il allait de l'avant. Invités à dire si le projet devrait être mis en œuvre malgré une évaluation environnementale concluant que le projet pose des risques importants pour l'environnement local, les participants ont formulé des avis partagés. Enfin, certains jugeaient que le projet ne devrait pas avoir le feu vert en raison des risques possibles sur les pêches, l'écotourisme et d'autres industries importantes dans la région du Canada atlantique. D'autres estimaient en revanche qu'au lieu de rejeter catégoriquement le projet, d'autres mesures pourraient être prises, comme l'élaboration de plans d'atténuation des risques ou une collaboration entre le gouvernement fédéral et Equinor pour remédier aux problèmes environnementaux éventuels.

### **Résidents de Trois-Rivières**

Les participants de Trois-Rivières ont discuté d'enjeux propres à leur collectivité locale, y compris le dossier non résolu de la pyrrhotite présente dans les fondations des maisons de la municipalité, la perception de pénuries de main-d'œuvre dans la région et la question des infrastructures, de façon plus générale.

Même si peu de participants avaient été touchés personnellement par ce problème, ils étaient nombreux à savoir que la pyrrhotite employée dans la construction de nombreuses maisons de la collectivité provoquait la détérioration et la fissuration des fondations. Certains avaient entendu dire que des propriétaires locaux avaient obtenu récemment un dédommagement pour les problèmes provoqués par la défektivité de cette matière minérale lorsqu'on l'ajoute à un mélange de béton.

En ce qui concerne les pénuries de main-d'œuvre, la plupart des participants les considéraient comme une préoccupation croissante dans leur collectivité. Bien qu'ils ne connaissent généralement aucune initiative du gouvernement fédéral pour remédier à cet enjeu, outre l'élargissement du Programme des travailleurs étrangers temporaires, quelques participants ont proposé d'autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre. Revoir les exigences de certains postes pour tenir compte des personnes qui ne possèdent pas toutes les compétences ou expériences nécessaires, travailler avec les provinces ou territoires à augmenter le salaire minimum et resserrer les critères d'admissibilité aux



programmes d'aide financière, qui ratissaient trop large selon certains, figuraient au nombre des suggestions.

Questionnés sur les industries et les secteurs qui avaient le plus besoin d'aide du gouvernement fédéral, les participants ont cité les soins de santé, l'éducation, le tourisme et les loisirs parmi les enjeux importants méritant plus d'attention. Beaucoup établissaient un lien direct entre les investissements destinés à améliorer les soins de santé et l'éducation et l'amélioration de la qualité de vie des résidents de leur collectivité, à commencer par les enfants.

Concernant les infrastructures, quelques participants ont parlé du besoin d'améliorer les routes de la région. La plupart étaient relativement peu au courant d'investissements fédéraux faits dans les infrastructures de Trois-Rivières. Interrogés à propos d'un financement récent du gouvernement fédéral pour le train à grande fréquence dans la région, de rares participants avaient entendu parler de ce projet. Enfin, certains remettaient en question la nécessité d'un service ferroviaire à grande fréquence, alors que d'autres y voyaient un moyen de simplifier les déplacements et une initiative qui valait la peine d'être mise en œuvre.

### **Résidents d'Ottawa**

Des discussions sur les préoccupations locales ont été tenues auprès de participants d'Ottawa, qui ont donné leurs points de vue sur divers secteurs et industries clés de leur région. Plusieurs ont nommé les technologies de l'information, un secteur en croissance dans la région d'Ottawa, parmi les industries importantes au sein de leur collectivité. À cet effet, certains jugeaient important de se concentrer davantage sur la mise au point et l'utilisation de technologies canadiennes (au lieu d'importer des technologies). Interrogés plus longuement sur d'autres secteurs et industries d'Ottawa, les participants ont formulé des réponses variées. Ainsi, certains ont cité le tourisme (plus précisément des mesures pour inciter les gens à voyager au Canada), les soutiens destinés aux petites entreprises et les efforts de relance après la pandémie, de même qu'un financement accru des soins de santé et de longue durée grâce à une hausse des paiements de transfert aux provinces et aux territoires afin de les aider à renforcer leurs systèmes de santé respectifs.

Lors d'une discussion sur les infrastructures, un grand nombre de participants ont nommé le système léger sur rail (SLR) au nombre des projets d'infrastructures les plus importants à Ottawa que le gouvernement du Canada pourrait soutenir. Sur ce point, plusieurs se sont dits préoccupés par des problèmes contractuels en lien avec le projet, le manque de fiabilité du réseau de transport en commun actuel et le besoin de prolonger le réseau de SLR pour que davantage de résidents des banlieues y aient accès. De l'avis d'un grand nombre, le gouvernement du Canada devrait fournir une aide supplémentaire pour résoudre ces questions, en plus du soutien déjà offert au projet sur le plan financier et par le don de terrains fédéraux. Outre le SLR, quelques participants pensaient qu'il fallait améliorer et réparer les infrastructures vieillissantes d'Ottawa et les rénover pour les rendre plus écologiques.

### **Résidents des régions de Halton et de Peel**

Les participants du groupe formé de résidents des régions de Halton et de Peel en Ontario se sont penchés sur des enjeux propres à leurs collectivités locales. Questionnés à propos des plus importantes questions et préoccupations auxquelles faisaient face ces régions, beaucoup de participants ont parlé des enjeux actuels liés aux infrastructures. Plus précisément, ils croyaient que les routes principales étaient très sollicitées présentement, et avaient l'impression que cela était attribuable, du moins en partie, à l'accroissement rapide de la population dans les régions au cours des dernières années. Plusieurs ont mentionné le volume de circulation élevé et les travaux de construction en cours sur de nombreuses routes, qui, selon eux, faisaient en sorte que les travailleurs peinaient à faire la navette quotidienne dans les délais. Lors d'une discussion sur les autres formes de soutien que le gouvernement du Canada pourrait offrir relativement à cet enjeu, beaucoup estimaient que la priorité devait être accordée à l'agrandissement des autoroutes de série 400, y voyant un moyen de réduire les pressions exercées sur ces routes principales. En plus des infrastructures, plusieurs participants ont soulevé des préoccupations concernant les services de santé mentale dans leurs collectivités, les percevant comme nettement insuffisants. Selon eux, ce problème touchait particulièrement les enfants et les jeunes, aux prises en ce moment avec de nombreux problèmes de santé mentale, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19.

Questionnés sur les secteurs les plus importants dans leur collectivité locale, un certain nombre de participants ont cité l'industrie automobile (y compris l'usine de montage de Ford à Oakville) et le secteur de la livraison de produits (dont les grandes entreprises du domaine comme Amazon et Sysco). Interrogés au sujet des secteurs qui, à leur avis, avaient le plus besoin d'aide ou de soutien du gouvernement du Canada, les participants ont nommé plus volontiers ceux touchés par la pandémie de COVID-19. Par exemple, plusieurs d'entre eux croyaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer activement de soutenir et de revitaliser les petites entreprises et les restaurants, compte tenu des répercussions disproportionnées que les exigences de santé publique mises en œuvre durant la pandémie avaient eues sur ces derniers.

### **Résidents du Manitoba rural**

Parmi les participants du Manitoba rural, bon nombre estimaient que l'agriculture était le secteur le plus important de leur région. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada avait fait pour soutenir ce domaine, peu d'entre eux se souvenaient de récentes annonces ou initiatives à cet égard. Dans cette optique, beaucoup proposaient au gouvernement fédéral de mettre davantage l'accent sur la création d'incitatifs financiers destinés à convaincre plus de gens, en particulier de jeunes Canadiens, à faire carrière dans le secteur agricole. Par ailleurs, plusieurs pensaient que le gouvernement fédéral pouvait aussi soutenir les agriculteurs, par exemple en accordant des prêts à faible taux d'intérêt à ceux qui comptent lancer une nouvelle entreprise agricole ou améliorer leur exploitation agricole actuelle. À part l'agriculture, de nombreux participants considéraient le tourisme comme une industrie

importante dans leur région. Plusieurs jugeaient par ailleurs que la pandémie de COVID-19 avait eu des répercussions financières sur beaucoup d'entreprises de ce secteur et forcé certaines d'entre elles à fermer pour de bon. Discutant du Manitoba de façon plus générale, les participants ont cité des enjeux persistants, tels que la hausse des prix du carburant, le chômage accru et l'impression que la qualité des soins de santé en milieu rural diminue, à cause notamment d'un manque de services de traitement des problèmes de santé mentale et de dépendance à l'échelle provinciale.

Au sujet des services Internet à large bande, un grand nombre de participants estimaient que la qualité de l'Internet haute vitesse demeurait un problème au sein de leurs collectivités. Plusieurs avaient l'impression que la fiabilité des services à large bande offerts dans de nombreuses régions rurales laissait souvent à désirer ou que l'accès à ces services était parfois inexistant. De plus, les participants ont formulé diverses préoccupations à propos d'un phénomène grandissant de fusions impliquant des fournisseurs Internet de la région, ayant entraîné selon eux une hausse substantielle des prix pour les consommateurs. Très peu de participants avaient entendu parler du plan d'investissement fédéral de 41 millions de dollars visant à offrir des services Internet plus rapides à 93 collectivités rurales du Manitoba.

### **Résidents de Calgary**

Les participants du groupe de Calgary ont abordé divers enjeux qui touchaient particulièrement leur collectivité, y compris l'abordabilité des logements, la dépendance aux opioïdes et les besoins en infrastructures. À propos du logement, beaucoup étaient préoccupés par ce qui leur semblait être un manque croissant de logements abordables dans la ville. Un certain nombre de participants étaient d'avis que les investissements massifs d'étrangers avaient contribué à l'augmentation des prix des logements et fait en sorte que l'accès à la propriété était hors de prix pour maints résidents de la collectivité. Plusieurs pensaient que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour régler cette question et accorder plus d'attention au problème de logements abordables, de façon plus générale.

Au sujet des enjeux liés aux opioïdes, la plupart pensaient que ce problème était particulièrement répandu à Calgary et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour améliorer la situation actuelle. Les participants ont proposé diverses mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour aider à résoudre le problème. Ainsi, ils recommandaient de fournir des ressources additionnelles en santé mentale ou d'offrir des programmes de sensibilisation et d'information plus complets sur les dangers potentiels de ces substances et d'une dépendance à celles-ci, de manière plus générale. Invités à dire à qui ou à quoi ils attribuaient la plus grande part de responsabilité dans la crise des opioïdes, certains ont cité la surprescription par les médecins. D'autres estimaient pour leur part que le problème s'était aggravé parce qu'il était de plus en plus facile d'obtenir des substances illégales (les revendeurs et les usagers de drogues étant en mesure de communiquer rapidement par messagerie texte et médias sociaux).

Lors d'une discussion sur les industries et secteurs importants de l'économie locale, les participants ont formulé des réponses assez variées. À la question visant à savoir à quelles industries le gouvernement fédéral devrait accorder le plus d'attention, les participants ont cité des domaines tels que les arts et le divertissement, la santé et les transports (plus précisément, les problèmes de chaîne d'approvisionnement). Interrogés au sujet des besoins de Calgary sur le plan des infrastructures, certains participants ont nommé l'élargissement des services de transport en commun et des investissements supplémentaires de la part de la province et du gouvernement fédéral dans les projets de logements abordables.

### **Résidents du nord de la Colombie-Britannique**

Le groupe formé de participants du nord de la Colombie-Britannique a abordé différents enjeux qui touchaient leur région. Pour lancer cette discussion, nous avons demandé aux participants quelles étaient à l'heure actuelle les plus importantes questions et préoccupations locales au sein de leurs collectivités. Ils ont formulé plusieurs réponses, y compris le manque de personnel et de services dans le secteur de la santé, la nécessité de réparer et de rajeunir d'importantes infrastructures, dont les routes, ainsi qu'un développement économique accru axé notamment sur l'extraction des ressources et l'exploitation d'autres ressources naturelles comme le bois d'œuvre.

En ce qui concerne le logement, bon nombre de participants estimaient que le logement abordable était un enjeu qui touchait leurs propres collectivités et le reste du Canada. De l'avis de plusieurs, les options de logement qui s'offraient aux acheteurs potentiels et aux locataires étaient de plus en plus limitées et celles qui restaient étaient hors de prix pour la plupart des gens. Nous avons ensuite demandé aux participants ce que le gouvernement fédéral avait fait dans le dossier du logement. Aucun d'entre eux ne se souvenait de récentes annonces ou initiatives à cet égard.

À propos du problème de l'itinérance, beaucoup le jugeaient de plus en plus préoccupant au sein de leurs collectivités locales, en particulier à Prince George, où il était plus répandu qu'au sein d'autres municipalités de la région. Même si aux yeux de la plupart des participants, le problème de l'itinérance dans la région était attribuable à une multitude de causes, certains pensaient que des facteurs tels que la santé mentale et la toxicomanie expliquaient l'augmentation perçue du nombre de personnes en situation d'itinérance. Tous convenaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer sur ce plan et ils étaient nombreux à revendiquer du financement supplémentaire en matière de logements abordables et de services de traitement en santé mentale ainsi qu'en vue de la mise sur pied de centres de réadaptation des toxicomanes dans la région.

Beaucoup croyaient aussi que la dépendance aux opioïdes représentait un important problème dans leurs collectivités locales et dans le nord de la Colombie-Britannique, de façon plus générale. Plusieurs participants attribuaient la dépendance à des traumatismes intergénérationnels et subis durant l'enfance, mais d'autres estimaient que l'accès aux opioïdes était beaucoup trop facile et que les médecins en prescrivaient trop actuellement. De plus, certains jugeaient que la criminalisation des drogues et la stigmatisation envers ceux qui en consomment n'avaient fait qu'empirer ce problème chez plusieurs personnes, en les dissuadant de suivre un traitement par crainte d'être poursuivies pour consommation de substances illicites.

Interrogés sur les industries et les secteurs les plus importants dans leurs collectivités locales, beaucoup de participants considéraient que le secteur de l'extraction minière et des ressources naturelles, plus précisément le charbon, le pétrole et le gaz, ainsi que l'industrie forestière étaient essentiels pour la région. Discutant des secteurs qui avaient le plus besoin de soutien du gouvernement du Canada, les participants ont nommé plusieurs domaines clés, comme le secteur forestier, l'agriculture et le tourisme. Enfin, en ce qui a trait aux infrastructures, plusieurs participants pensaient qu'il était possible d'en faire plus pour entretenir et élargir le réseau routier nordique ou pour réparer les édifices gouvernementaux vieillissants et les réseaux d'évacuation des collectivités (dont Prince George), les jugeant en mauvais état.

### **Résidents du Yukon**

Les participants du groupe composé de résidents du Yukon ont pris part à une discussion portant sur les questions propres à leurs collectivités locales et à leur région, de façon plus générale. Ils ont d'abord été invités à se prononcer sur la situation actuelle du logement dans leurs communautés. Beaucoup ont fait état d'une pénurie criante de logements, estimant que l'offre actuelle de logements était nettement insuffisante pour répondre aux besoins des résidents du territoire. Quant aux logements disponibles, les participants avaient l'impression que leur prix avait augmenté de façon marquée dans les dernières années, et que ce problème touchait autant les acheteurs potentiels que les locataires. Ils pensaient également que les logements existants de la région étaient pour la plupart en mauvais état et qu'il y avait peu d'options sécuritaires et abordables, en particulier pour ceux qui avaient de jeunes enfants. Appelés à relever les changements dans la situation du logement au cours des dernières années, certains participants croyaient qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre de gens qui s'installaient dans le territoire. Cela avait fait augmenter encore plus les prix des logements et engendré une demande plus forte sur le peu de logements disponibles. Invités à dire qui était responsable du logement dans le territoire, la plupart jugeaient que la principale responsabilité incombait au gouvernement du Yukon, moyennant une certaine collaboration des administrations municipales. Relativement à la responsabilité du gouvernement fédéral en la matière, bon nombre estimaient qu'il pourrait aussi jouer un rôle important. Se loger était un droit humain fondamental selon plusieurs et d'après eux, le gouvernement fédéral devrait tout mettre en œuvre pour faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un logement sécuritaire et abordable.

Lors d'une discussion sur les secteurs les plus importants dans leur région, les participants considéraient les domaines tels que l'extraction minière et de ressources ainsi que le tourisme et l'hébergement comme d'importants moteurs commerciaux dans leurs collectivités. Quelques-uns pensaient que la fonction publique (municipale, provinciale et fédérale) était un important employeur à l'échelle du territoire. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux les plus importants au Yukon, les participants ont formulé plusieurs réponses, dont l'abordabilité des logements, les améliorations à apporter aux infrastructures et la nécessité d'intégrer des sources d'énergies renouvelables, en particulier pour alimenter en électricité et chauffer les logements individuels.

Questionnés à savoir s'ils pensaient que les pénuries de main-d'œuvre étaient actuellement un enjeu dans leur région, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Selon eux, beaucoup d'entreprises et de secteurs de la région peinaient de plus en plus à recruter des gens talentueux pour

travailler dans le territoire. Encore une fois, ils envisageaient le manque de logements abordables à la disposition des personnes prêtes à s'installer dans le territoire comme un facteur contribuant à ce problème, qui avait, d'après plusieurs, découragé les travailleurs potentiels.

Quant à l'industrie de la pêche au sein du territoire, très peu de participants avaient entendu quelque chose récemment au sujet des saumons du fleuve Yukon. Les rares participants qui en avaient entendu parler se souvenaient que les quantités de saumons avaient diminué considérablement, mais peu pouvaient fournir d'autres détails à ce sujet. Après avoir été informés que les niveaux actuels de saumons dans le fleuve ne représentaient qu'environ 20 % du stock habituel, certains y voyaient une préoccupation importante, notamment pour les collectivités autochtones qui dépendaient de ces poissons pour se nourrir. Concernant les causes possibles du problème, beaucoup rejetaient la faute sur les changements climatiques. Même s'ils étaient peu nombreux à penser que ce problème les toucherait personnellement, certains se disaient préoccupés pour les résidents de ces collectivités, dont les Autochtones et les aînés, la pêche occupant une place importante dans leurs vies, et ce, tant à des fins récréatives que comme moyens de subsistance.

Invités à nommer des mesures récentes du gouvernement fédéral qui avaient eu un impact positif dans leurs collectivités, quelques participants avaient l'impression que le gouvernement du Canada avait largement financé le secteur minier du territoire. D'autres ont également fait l'éloge de la distribution des vaccins de COVID-19 aux collectivités du Yukon pendant la pandémie, estimant que la gestion de ce processus avait été efficace et équitable.

Au sujet des changements climatiques, plusieurs participants étaient d'avis que le monde connaissait actuellement une urgence climatique. Il s'agissait selon eux d'une source considérable d'inquiétude pour l'avenir, compte tenu de la reprise actuelle des activités commerciales et industrielles après l'inactivité relative de nombreux secteurs au cours de la pandémie de COVID-19. À la question visant à savoir si le Yukon avait été touché par les changements climatiques, beaucoup de participants estimaient que oui. Un certain nombre de participants ont nommé les inondations plus fréquentes dues à la fonte des neiges et le risque accru de feux de forêt en été parmi leurs principaux motifs de préoccupation liés à l'impact des changements climatiques à court et à long terme. Aucun participant ne se souvenait de mesures prises récemment sur ce plan par le gouvernement fédéral, mais plusieurs souhaitaient que ce dernier collabore davantage avec le gouvernement territorial à l'élaboration de stratégies à long terme qui abordent les préoccupations d'ordre climatique.

---

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

---

## Résultats détaillés

## Chronologie des annonces en mars

Afin de situer ces groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours du mois, nous présentons ci-après un bref rappel des annonces, des initiatives et des faits qui ont eu lieu à la fin du mois de février et durant le mois de mars 2022.

- À la fin du mois de février
  - On dénombre 3 288 006 cas de COVID-19 au Canada et 36 099 décès connexes.
  - Le bilan quotidien passe à 5 663 cas à l'échelle nationale, en baisse de 5 % par rapport à la semaine précédente.
  - Le nombre de cas actifs de COVID-19 au Canada est de 124 995.
  - Plus de 81 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays.
  
- Du 1<sup>er</sup> au 7 mars
  - Le 1<sup>er</sup> mars : Le gouvernement du Canada annonce un soutien humanitaire additionnel de 100 millions de dollars pour répondre aux besoins immédiats créés par le conflit en Ukraine. Ce soutien est axé sur les services de santé d'urgence (notamment en traumatologie), la protection des populations déplacées et les nécessités vitales comme les abris, l'eau, les installations sanitaires et la nourriture.
  - Le 1<sup>er</sup> mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 10 millions de dollars, dans le cadre de l'initiative Logement abordable durable (LAD) du Fonds municipal vert, pour soutenir la rénovation de deux immeubles de Vancouver, en Colombie-Britannique, qui compteront 157 unités d'habitation principalement destinées à des aînés et à des personnes handicapées à revenu faible ou moyen.
  - Le 2 mars : Le gouvernement du Canada annonce le lancement du programme Défi « L'Arctique et le Nord » du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Doté d'un investissement de 20 millions de dollars, ce programme financera des projets de recherche au cours des sept prochaines années, en privilégiant les projets dirigés par les habitants du Nord et orientés vers le renforcement des capacités locales.
  - Le 2 mars : En réponse à l'invasion de l'Ukraine, la ministre des Affaires étrangères annonce de nouvelles sanctions en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie*. Ces mesures imposent des restrictions à dix dirigeants de deux grandes sociétés du secteur de l'énergie, Rosneft et Gazprom.
  - [Groupe de discussion de la population générale d'Ottawa \(3 mars\)](#).
  - Le 3 mars : Le gouvernement du Canada annonce un financement supplémentaire de 2 millions de dollars, lequel s'ajoute aux trois millions annoncés en décembre 2021, pour l'aide humanitaire aux Philippines.
  - Le 3 mars : Le gouvernement du Canada émet le décret de retrait du tarif de la nation la plus favorisée (2022-1), privant la Russie et le Bélarus du droit au traitement tarifaire de la nation la plus favorisée (NPF) en vertu du *Tarif des douanes*.



- Le 7 mars : Le gouvernement du Canada annonce une contribution non remboursable de 9,5 millions de dollars au Réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et des Centres d'aide aux entreprises (CAE).
- Le 7 mars : Le gouvernement du Canada annonce que le financement de 26 projets a été approuvé dans le cadre du programme pilote de préparation des femmes à l'emploi.
- Du 8 au 14 mars
  - Le 8 mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 3,6 millions de dollars dans des projets menés au Yukon en soutien à l'économie et à la création d'emplois sur le territoire.
  - Le 8 mars : Le gouvernement du Canada annonce une aide internationale de 67,5 millions de dollars qui financera huit projets conçus pour encourager le leadership des femmes dans tous les aspects de l'adaptation aux changements climatiques, de l'atténuation de leurs effets et de la gestion durable des ressources naturelles.
  - Le 8 mars : Le gouvernement du Canada annonce un partenariat avec le ministère des Services aux citoyens de la Colombie-Britannique afin d'investir jusqu'à 830 millions de dollars dans des projets qui amélioreront l'accès à Internet haute vitesse des communautés autochtones et des collectivités rurales ou éloignées de la province.
  - **Groupes de discussion de la population générale de Terre-Neuve (8 mars) et des aînés (de 55 ans ou plus) du Saguenay–Lac-Saint-Jean, au Québec (9 mars).**
  - Le 9 mars : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 3,1 millions de dollars à un programme parascolaire de perfectionnement pour les jeunes autochtones de Seabird Island, afin de sensibiliser ces jeunes et réduire leur implication dans des activités à risque et des crimes violents.
  - Le 9 mars : Le gouvernement du Canada annonce le financement de 11 projets dans le cadre du Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour aider les nouveaux arrivants qualifiés à acquérir de l'expérience de travail au Canada dans leur profession ou leur domaine d'études.
  - **Groupe de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis (10 mars).**
- Du 15 au 22 mars
  - Le 15 mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 3,2 millions de dollars dans le cadre de l'initiative Logement abordable durable de la Fédération canadienne des municipalités, qui permettra de construire 37 unités d'habitation dans la ville de Rossland, en Colombie-Britannique, contribuant ainsi à corriger le problème d'accès au logement de la main-d'œuvre locale.
  - Le 15 mars : Le gouvernement du Canada annonce le versement de près de 4 millions de dollars à 21 organismes francophones du Nouveau-Brunswick.

- Groupes de discussion de la population générale du Yukon (15 mars) et des résidents du Manitoba (16 mars).
- Le 16 mars : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 62,5 millions de dollars dans le cadre de sa réponse continue aux besoins humanitaires des Yéménites.
- Le 16 mars : Le ministre de la Sécurité publique annonce une aide fédérale de 250 millions de dollars, versée par l'entremise du Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, afin d'aider les municipalités et les communautés autochtones à prévenir la violence liée aux armes à feu et aux gangs.
- Groupe de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, au Québec (17 mars).
- Le 17 mars : Santé Canada autorise l'utilisation du vaccin contre la COVID-19 Spikevax (50 mcg) de Moderna chez les enfants âgés de 6 à 11 ans.
- Le 17 mars : Le gouvernement du Canada annonce qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022, les voyageurs entièrement vaccinés n'auront plus à fournir un résultat de test de dépistage de la COVID-19 préalable à l'entrée au Canada par voie terrestre, aérienne ou maritime.
- Le 18 mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement pouvant atteindre 113 575 \$ dans le développement d'une technologie de biosécurité qui permettra aux producteurs agricoles de réduire le risque d'éclosion de maladies.
- Le 21 mars : Le gouvernement du Canada annonce une aide de plus de 83 millions de dollars destinée à soutenir la lutte contre la COVID-19 et d'importants programmes de santé et de développement au Ghana et au Sénégal.
- Groupe de discussion des jeunes adultes (18 à 30 ans) de Calgary (22 mars).
- Le 22 mars : Le gouvernement du Canada annonce la conclusion d'une entente intitulée *Obtenir des résultats dès maintenant pour les Canadiens : une entente de soutien et de confiance*, qui recentre la priorité sur les objectifs suivants : bâtir un meilleur système de soins de santé, rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, s'attaquer à la crise climatique et créer des emplois bien rémunérés, créer de meilleures conditions pour les travailleurs, continuer d'avancer sur la voie de la réconciliation, offrir un régime fiscal plus juste et renforcer notre démocratie.
- Du 23 au 31 mars
  - Le 23 mars : Le gouvernement du Canada salue un investissement de plus de 5 milliards de dollars effectué dans le cadre d'une initiative commune entre LG Energy Solution et Stellantis N.V. visant la fabrication de batteries pour véhicules électriques au Canada.
  - Groupes de discussion de la population générale du nord de la Colombie-Britannique (23 mars) et des résidents des régions de Halton et de Peel (Ontario) vivant dans la précarité financière (24 mars).
  - Le 24 mars : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 22 355 503 dollars qui permettra d'offrir des services Internet haute vitesse à plus de 1 000 foyers ruraux du Labrador.

- Le 25 mars : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 6 millions de dollars qui permettra d'offrir des services Internet haute vitesse fiables à 1 191 foyers ruraux de l'Ontario.
- Le 28 mars : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 3,1 millions de dollars par l'entremise de l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) en appui aux collectivités des Territoires du Nord-Ouest.
- Le 28 mars : Le gouvernement du Canada annonce le lancement du Fonds spécial d'aide aux stagiaires (Ukraine) qui offrira aux chercheurs stagiaires venus d'Ukraine des suppléments aux subventions existantes.
- Le 28 mars : Le gouvernement du Canada annonce la conclusion d'une entente de cinq ans avec le gouvernement de l'Ontario qui permettra de réduire les frais de garde d'enfants à court terme, d'offrir des services de garde à 10 \$ par jour pour les familles ontariennes et de créer 86 000 nouvelles places en services d'apprentissage et de garde agréés dans la province.
- **Groupes de discussion des utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan (29 mars) et des Canadiens racisés de la grande région de Montréal (GRM) (30 mars).**
- Le 30 mars : Le gouvernement du Canada donne le coup d'envoi au sommet *Ensemble pour l'apprentissage : Favoriser la participation des jeunes déplacés pour transformer l'éducation* et annonce une aide au développement de 67,2 millions de dollars pour soutenir l'éducation des jeunes déplacés de force partout dans le monde.
- Le 31 mars : Le gouvernement du Canada annonce une aide supplémentaire de 50 millions de dollars dans le cadre de sa réponse continue à l'égard des besoins humanitaires des populations en Afghanistan et dans les pays voisins.
- Le 31 mars : Le ministre de la Santé annonce qu'il consacra plus de 31,1 millions de dollars sur six ans à la Plateforme de formation en recherche en santé (PFRS) afin d'aider les stagiaires et les chercheurs en début de carrière à acquérir des compétences qui augmenteront leur employabilité.
- Le 31 mars : Le bilan des cas de COVID-19 au Canada s'établit à 3 477 732, et le nombre de décès attribuables au virus, à 37 626. Plus de 17,8 millions de doses de rappel de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays.
  - Le nombre quotidien de cas a augmenté de 28 % à l'échelle du pays durant la dernière période de sept jours du mois de mars (du 25 au 31 mars).

## Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Dans tous les groupes, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a été le premier sujet cité par les participants, qui ont été nombreux à dire qu'ils suivaient la situation de près. Questionnés sur ce qu'ils avaient entendu au sujet de cet événement et de la réponse du gouvernement du Canada et d'autres alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les participants ont mentionné ce qui suit :

- Les images et les récits troublants liés à la crise humanitaire. Plusieurs ont parlé de reportages qui faisaient état de pertes ukrainiennes et russes se comptant par milliers, du bombardement par les forces russes d'une maternité et d'un hôpital pour enfants à Marioupol, de la menace de recourir à des armes nucléaires tactiques brandie par des chefs militaires russes, ainsi que des attaques contre des civils ukrainiens, y compris des gens qui essayaient de fuir le pays;
- Les efforts mis en œuvre par le gouvernement fédéral pour gérer un éventuel afflux d'Ukrainiens au Canada et créer un processus permettant de leur accorder rapidement un statut temporaire. Plusieurs participants ont fait référence, sans la nommer, à l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) annoncée le 17 mars 2022;
- Les sanctions imposées à la Russie en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*. Bon nombre de participants avaient entendu dire que le gouvernement du Canada, de concert avec ses alliés de l'OTAN, avait pris des sanctions contre une série de personnalités et d'entités russes en réponse à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Certains ont également fait allusion à la décision du gouvernement du Canada d'interdire l'importation de pétrole brut russe;
- L'aide financière offerte au gouvernement ukrainien. Plusieurs se rappelaient avoir entendu parler d'importantes mesures d'aide financière annoncées par le gouvernement fédéral au cours du mois;
- L'aide militaire, comprenant armes, munitions, artillerie et autres équipements destinés à appuyer l'effort de défense ukrainien et à repousser les forces russes. Certains avaient aussi entendu parler du déploiement de 460 membres supplémentaires des Forces armées canadiennes (FAC) en Lettonie pour renforcer la présence du Canada dans la région;
- L'inscription du Canada à la « liste des pays hostiles à la Russie »;
- Le voyage du premier ministre en Europe pour rencontrer les dirigeants de l'OTAN et s'entendre sur une réponse coordonnée à l'incursion russe. Ce voyage s'est déroulé du 6 au 11 mars 2022, avec des arrêts au Royaume-Uni, en Lettonie, en Allemagne et en Pologne.

De façon plus générale, certains participants ont fait remarquer qu'il leur semblait y avoir deux poids deux mesures en ce qui concerne l'attention portée à cette crise par les dirigeants publics et les médias, en comparaison d'autres conflits, par exemple la guerre en Syrie. Quelques-uns ont aussi confié qu'ils avaient provisoirement cessé de suivre les nouvelles du conflit ukrainien, parce que l'ampleur de la destruction et les coûts humains de la crise les bouleversaient. Un nombre restreint de

groupes ont poussé plus loin la discussion sur le conflit ukrainien, comme nous le verrons dans une section ultérieure.

Outre la crise humanitaire en Ukraine, beaucoup de participants ont mentionné la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement du Canada et la modification attendue des mesures de santé publique en vigueur. Plusieurs se rappelaient une annonce fédérale concernant l'assouplissement prochain d'une partie des exigences relatives aux voyages internationaux, notamment le retrait (à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022) des exigences de dépistage préalable à l'entrée pour les voyageurs entièrement vaccinés. Certains se rappelaient également que les ministères et organismes fédéraux avaient reçu l'autorisation de rouvrir les lieux de travail, ce qui marquerait le retour au bureau d'un grand nombre de fonctionnaires après presque deux ans de télétravail. D'autres ont dit avoir vu des publicités du gouvernement fédéral au sujet de la campagne de vaccination en cours contre la COVID-19 à la télévision, à la radio et dans les médias sociaux. Cela comprenait des publicités qui portaient sur les vaccins destinés aux enfants (âgés de 5 à 11 ans) ou qui encourageaient les Canadiens à obtenir leur dose de rappel. Quelques participants ont aussi évoqué la mise en œuvre récente (puis le retrait) de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement du Canada dans le contexte des manifestations du convoi de camionneurs tenues à Ottawa et ailleurs au pays tout au long du mois de février 2022.

De nombreux participants se sont également remémoré toutes sortes d'autres mesures et annonces du gouvernement fédéral sans lien avec la pandémie, dont celles-ci :

- La décision de la Banque du Canada de hausser son taux directeur d'un quart de point de pourcentage en réponse aux inquiétudes soulevées par la forte inflation des derniers mois;
- Un malaise général face aux coûts croissants des biens et des services essentiels tels que l'épicerie, le logement et l'essence. De nombreux participants ont signalé avoir vu des prix à la pompe exceptionnellement élevés, hausses qu'ils attribuaient pour une part au conflit entre l'Ukraine et la Russie;
- Le lancement du Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN) le 3 mars 2022, une initiative conçue pour aider les PME à numériser leurs opérations et à renforcer leurs capacités en matière de commerce en ligne;
- La publication du budget fédéral de 2022, fixée au 7 avril 2022;
- L'annonce, le 22 mars 2022, d'un pacte conclu entre le Parti libéral du Canada et le Nouveau Parti démocratique, intitulé *Obtenir des résultats dès maintenant pour les Canadiens : une entente de soutien et de confiance*, qui durera jusqu'à l'ajournement du Parlement en juin 2025.

### **Priorités du gouvernement du Canada et bilan du travail accompli (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Deux groupes ont poursuivi les discussions au sujet du gouvernement du Canada, en s'attardant plus particulièrement aux domaines d'action qui leur paraissaient prioritaires. Lorsque nous leur avons

demandé d'identifier les enjeux sur lesquels le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts, les participants ont formulé ces réponses :

- Développer et renforcer le système de soins de santé, et notamment s'assurer que les provinces et les territoires sont capables de répondre aux besoins de la population sur le plan de la santé physique et mentale;
- Améliorer la qualité de l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire. Cet enjeu faisait figure de grande priorité nationale aux yeux de plusieurs participants;
- Faire en sorte que des options de logement abordables existent partout au Canada, aussi bien pour les acheteurs que pour les locataires;
- Juguler l'inflation et tâcher de réduire les dépenses fédérales. Certains participants s'alarmaient du montant exceptionnellement élevé des dépenses fédérales durant la pandémie de COVID-19;
- Privilégier davantage les initiatives et les programmes fédéraux axés sur la protection de l'environnement et l'atténuation des effets des changements climatiques à court et à long terme;
- Poursuivre les efforts de réconciliation avec les Autochtones au Canada. Cet enjeu paraissait particulièrement important à la lumière des récentes découvertes de tombes non identifiées sur les terrains d'anciens pensionnats un peu partout au pays.

Invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour traiter ces enjeux prioritaires, peu de participants avaient souvenir de quoi que ce soit. De l'avis de beaucoup, la pandémie monopolisait l'énergie et les ressources fédérales depuis deux ans, ce qui fait que d'autres grands dossiers étaient restés en veilleuse. Quelques participants estimaient tout de même qu'il y avait eu des progrès sur le plan des priorités environnementales, citant en guise d'exemples l'engagement du gouvernement fédéral à réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et le lancement d'autres initiatives axées sur l'environnement, comme le programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) (qu'ils n'ont toutefois pas cité nommément). Un petit nombre de participants se rappelaient également les efforts fédéraux pour renforcer les capacités du système de santé face à la COVID-19 au moyen de paiements de transfert accrus aux provinces et aux territoires.

Pour ce qui est d'évaluer le travail accompli dans les domaines prioritaires relevés, quelques participants pensaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route, mais la plupart étaient incertains ou trouvaient difficile de se prononcer en raison des complications de la COVID-19. De l'avis général, la gestion de la pandémie resterait une priorité fédérale importante pour l'avenir prévisible, aux côtés d'enjeux comme les changements climatiques et l'environnement, l'inflation, l'emploi et la poursuite des efforts pour concevoir une réponse coordonnée à la crise humanitaire en Ukraine avec les alliés de l'OTAN.

### **Sources de nouvelles et préférences en la matière (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan)**

Un groupe composé de participants adeptes des médias sociaux a répondu à une série de questions sur les sources auxquelles ils font appel pour suivre l'actualité quotidienne. Même si plusieurs ont dit souvent consulter les plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter, la plupart continuaient aussi de s'informer auprès des médias traditionnels – la télévision (CBC, CTV, Global News), la radio et les journaux (en format imprimé et mobile). À la question de savoir si les plateformes de médias sociaux sont une source de nouvelles fiable, la plupart des participants ont répondu que non. Précisant leur propos, certains ont expliqué que les grands titres y sont souvent rédigés de manière à capter l'attention ou à provoquer. Plusieurs pensaient également que leurs informations sont souvent présentées dans une optique ou un cadre narratif qui coïncide avec les opinions de l'auteur, ce qui fausse la manière dont ces nouvelles peuvent être reçues. Étant donné ce qui précède, et tout en reconnaissant l'avantage d'avoir accès à une multiplicité de points de vue dans les médias sociaux, les participants préconisaient de vérifier l'information trouvée sur ces plateformes en consultant des sources dignes de confiance, par exemple des sites Web officiels exploités par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

### **Projet Coastal GasLink (résidents du nord de la Colombie-Britannique)**

Les participants du nord de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la construction du gazoduc Coastal GasLink devant relier Dawson Creek à Kitimat, en C.-B. Même si peu suivaient l'affaire de près, certains se sont rappelé avoir récemment entendu parler des problèmes associés au projet, entre autres de critiques dans les médias concernant ses risques environnementaux, des revendications des Autochtones visant les terres traversées par le pipeline et d'une récente attaque armée menée par des protestataires contre des employés et des gardes de sécurité travaillant sur un chantier près de Houston, en C.-B. Plusieurs participants ont exprimé leur frustration face à ces événements, déplorant que trop d'acteurs externes se mêlent d'un enjeu essentiellement local. D'après certains, il manquait souvent aux détracteurs du projet une compréhension nuancée de ses avantages et de ses inconvénients potentiels. Lorsque nous leur avons posé la question, la plupart des participants ont dit avoir vaguement entendu parler de militants qui exhortaient les institutions financières canadiennes, dont la Banque Royale du Canada, à cesser d'investir dans ce projet.

Pour faciliter la discussion, nous avons précisé au groupe que le gazoduc Coastal GasLink acheminerait du gaz naturel depuis la région de Dawson Creek jusqu'à une usine de Kitimat où il serait converti à l'état liquide – sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL) – pour ensuite être exporté vers les marchés mondiaux. À la question de savoir si le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans ce projet, tous les participants croyaient que oui, car la gestion des ressources énergétiques du Canada et la capacité de les exporter étaient des questions d'importance nationale. Plusieurs ont exprimé l'opinion que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts pour combattre ce qui constituait selon eux de la désinformation sur ce projet. Beaucoup s'accordaient à dire que celui-ci avait été présenté de façon excessivement négative par ses opposants ainsi que dans les médias en général. Quelques-uns

pensaient que le gouvernement du Canada gagnerait à collaborer plus étroitement avec son homologue de la Colombie-Britannique et que l'élaboration d'une stratégie fédérale-provinciale cohérente dans ce dossier aiderait à apaiser les tensions entourant la construction du gazoduc.

En ce qui concerne l'issue souhaitée pour le projet Coastal GasLink, la plupart des participants voulaient qu'il aille de l'avant et certains croyaient fermement qu'il aurait des retombées positives tant pour les collectivités locales que pour l'ensemble du pays. Les partisans du pipeline ont fait valoir qu'il avait fait l'objet d'un examen rigoureux, franchi toutes les étapes du processus d'approbation officielle et reçu l'aval de nombreux dirigeants autochtones locaux et de leurs communautés. Quelques-uns pensaient que les peuples autochtones en tireraient sans doute un avantage financier, vu l'annonce récente (en date du 10 mars 2022) de la vente d'une participation de dix pour cent à CGL First Nations Limited Partnership et à FN CGL Pipeline Limited Partnership, deux groupes représentant les 16 Premières Nations situées le long du corridor du projet. Ces participants croyaient également que la construction du gazoduc serait un puissant moteur de création d'emplois locaux. Enfin, quelques-uns étaient d'avis que le projet contribuerait à l'indépendance énergétique du Canada, un point jugé important dans le contexte de la hausse du prix de l'essence provoquée par la crise ukrainienne. Les participants plus sceptiques ou opposés à l'initiative estimaient de leur côté qu'il fallait mettre dans la balance les risques environnementaux et les retombées économiques prévues, et obtenir l'assurance que la construction et l'exploitation du pipeline ne causeraient pas de dommages à long terme au milieu côtier et à l'écosystème marin. Un petit nombre de participants auraient souhaité que le gouvernement du Canada encourage une transition accélérée vers les sources d'énergie renouvelable et consacre plus de fonds à ces types de projets, au lieu de mettre l'accent sur l'exploitation de combustibles fossiles.

### **Agrandissement du port de Prince Rupert (résidents du nord de la Colombie-Britannique)**

Le groupe de résidents du nord de la Colombie-Britannique a aussi brièvement discuté d'un projet récent de l'Administration portuaire de Prince Rupert (APPR) visant à doubler sa capacité en construisant un deuxième terminal à conteneurs, une initiative qui augmenterait considérablement le volume de ses échanges commerciaux avec les marchés de l'Asie-Pacifique. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit à ce sujet, un peu moins de la moitié des participants ont répondu par l'affirmative. Pour plus de clarté, nous leur avons expliqué que l'APPR avait récemment conclu un accord avec DP World (une multinationale de logistique spécialisée dans la logistique du fret et l'exploitation des terminaux portuaires) pour mener une série d'études sur le site envisagé de l'agrandissement. Ces études porteraient sur les moyens d'atténuer les impacts environnementaux et communautaires de l'initiative, d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement canadiennes et d'assurer la pleine intégration du projet dans l'écosystème multimodal du port.

Invités à réagir au projet, les participants ont tous convenu que cela paraissait une solide initiative, même si quelques-uns estimaient ne pas être assez renseignés pour donner un avis utile. Beaucoup croyaient que les travaux d'agrandissement seraient une bonne chose dans la mesure où cela permettrait de décongestionner d'autres ports achalandés, comme celui de Vancouver, tout en



stimulant l'emploi et la croissance économique de Prince Rupert et des collectivités environnantes. Quelques personnes ont fait remarquer que des projets semblables devraient voir le jour à des endroits comme Port Alberni et Nanaimo, afin d'accroître plus encore la capacité commerciale du Canada. Malgré l'accueil largement favorable à ce projet, quelques réserves ont été exprimées relativement à sa construction et à son exploitation. Plusieurs participants ont noté que le mauvais état des routes menant à Prince Rupert risquait de créer des difficultés pour le transport des marchandises et des fournitures entre le port et d'autres endroits du pays. Dans cet ordre d'idée, certains ont signalé que le projet distinct d'extension des infrastructures ferroviaires de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) entre Prince Rupert et Prince George était un élément essentiel pour assurer la réussite de l'agrandissement du port. Un petit nombre de participants estimaient que les aspects environnementaux devaient également entrer en ligne de compte, même si d'après la plupart, les impacts associés au projet seraient sans doute minimes. De nombreux participants pensaient que le gouvernement fédéral devrait soutenir la réalisation de ce projet, et certains souhaitaient que ce soutien s'accompagne d'exigences explicites relatives aux protocoles de sécurité et aux moyens d'atténuer toute incidence négative sur l'environnement et les collectivités locales.

Ukraine (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Sept groupes ont eu des discussions approfondies sur le conflit en Ukraine, déclenché par l'invasion russe du territoire ukrainien le 24 février 2022. La conversation a surtout porté sur les nouvelles récentes entendues par les participants à ce sujet, leurs perceptions de la réponse du gouvernement du Canada à la crise et les efforts que ce dernier déployait pour venir en aide aux citoyens ukrainiens déplacés par le conflit.

**Réponse du gouvernement du Canada (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Les participants de six groupes ont discuté de la réponse du gouvernement du Canada à la crise. Questionnés sur ce qu'ils avaient lu, vu ou entendu à propos des mesures fédérales récentes liées à la situation en Ukraine, ils ont mentionné ce qui suit :

- La collaboration avec les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) afin de mettre au point une réponse globale à l'invasion russe. Beaucoup avaient entendu parler des multiples sanctions imposées à des personnalités et des entités russes par le gouvernement du Canada et ses alliés, dont les États-Unis et le Royaume-Uni. Nombre de participants se rappelaient aussi un voyage récent fait par le premier ministre canadien pour rencontrer en tête à tête les dirigeants de plusieurs pays d'Europe et discuter de l'évolution de la situation. Dans une perspective plus générale, certains ont fait allusion aux efforts diplomatiques du gouvernement fédéral et se sont dits fiers du leadership des représentants fédéraux qui avaient condamné publiquement l'invasion et appelé les pays de l'OTAN à y répondre avec fermeté;
- La prestation d'une aide financière et militaire pour épauler l'Ukraine et ses forces armées dans leurs efforts pour repousser les troupes russes. Un grand nombre de participants avaient entendu parler des différents plans d'aide financière du gouvernement fédéral ainsi que de l'envoi de matériel militaire, d'artillerie, d'armes et de fournitures médicales pour soutenir la défense ukrainienne;
- Les mesures humanitaires pour prêter assistance et offrir un lieu sûr aux réfugiés ukrainiens déplacés par la guerre. Plusieurs participants se rappelaient que le gouvernement du Canada offrait un moyen accéléré d'obtenir la résidence temporaire aux personnes qui fuient le conflit, afin de les aider à venir au Canada et si possible à retrouver des membres de leur famille.

**Perspectives et prévisions (résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)**

Cinq groupes ont poursuivi ces discussions, donnant leurs opinions sur la crise, l'impact qu'elle avait sur eux personnellement et son évolution possible au cours des semaines et des mois à venir. Lorsqu'il a été question de la réponse du gouvernement ukrainien, entre autres de l'allocution virtuelle du président devant le Parlement canadien le 15 mars 2022, nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de requêtes précises adressées par l'Ukraine au gouvernement du Canada ces derniers jours. Ils en ont mentionné plusieurs :

- La création d'une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus du pays – Certains participants se rappelaient les demandes pressantes adressées à l'OTAN par le président et d'autres responsables ukrainiens visant à « fermer le ciel » au-dessus de leur pays et à ne plus laisser les avions russes pénétrer leur espace aérien. Malgré leur volonté d'aider par tous les

moyens possibles, de nombreux participants recommandaient la prudence avant de s'engager dans cette voie, car l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne risquait selon eux de provoquer un face-à-face entre les forces de l'OTAN et l'armée russe. Plusieurs craignaient que ce geste déclenche une action militaire russe de plus grande envergure et que le conflit s'intensifie au point d'entraîner les forces de l'OTAN dans un combat direct;

- Davantage de soutien financier et militaire – Beaucoup se souvenaient que l'Ukraine avait sollicité de nouvelles aides financières, des secours humanitaires ainsi que le soutien direct des Forces armées canadiennes (FAC). Quelques participants, qui avaient cru comprendre que les dirigeants ukrainiens avaient demandé aux FAC de déployer plus de personnel dans la région, ont réitéré leurs craintes d'un affrontement direct avec les forces russes;
- Des sanctions et des restrictions plus sévères contre des personnalités et des entités russes – Certains participants avaient entendu des appels à des sanctions économiques globales contre des personnalités et des sociétés russes, afin de limiter leur capacité de faire des affaires à l'extérieur du pays. Quelques-uns se rappelaient aussi que le président ukrainien avait demandé au gouvernement du Canada de suspendre la coopération avec les athlètes russes, notamment en cessant de leur accorder des visas ou des permis de travail.

Même si ces demandes mettaient le gouvernement du Canada dans une situation délicate, tous les participants ou presque les trouvaient compréhensibles au vu des ravages déjà subis par les Ukrainiens à cause de l'invasion russe. La plupart ont réaffirmé leur désir que le Canada fasse tout son possible pour aider, mais hésitaient face à la perspective que les FAC ou l'OTAN s'impliquent directement dans la défense de l'Ukraine. Ils ont dit craindre que cela conduise à une escalade et mette en danger la vie des Canadiens.

Peu de participants se sont dits personnellement touchés par la guerre en Ukraine, hormis quelques-uns qui ont signalé des effets négatifs sur leur santé mentale. De l'avis général, les gens les plus touchés étaient ceux qui avaient des liens personnels avec l'Ukraine et ressentaient les effets du conflit à un niveau beaucoup plus viscéral. Quelques participants ont mentionné le bond des prix de l'essence au Canada en tant que conséquence indirecte, mais la plupart jugeaient cela insignifiant en comparaison de la tragédie humaine vécue en Ukraine.

En ce qui concerne les conséquences de la crise à long terme, plusieurs étaient d'avis qu'il faudrait des dizaines d'années à l'Ukraine pour se rebâtir et se relever économiquement et socialement de la destruction causée. Certains croyaient que le conflit provoquerait des traumatismes générationnels au sein des populations et que de nombreux Ukrainiens auraient besoin d'un soutien continu en santé mentale. Beaucoup s'attendaient par ailleurs à ce que la crise humanitaire se prolonge pendant que d'autres pays, y compris le Canada, cherchent des moyens de prêter assistance aux personnes fuyant les combats. Plusieurs participants ont fait remarquer, non sans inquiétude, que si rien n'était fait pour arrêter la progression des troupes russes en Ukraine, les pays voisins pourraient être la prochaine cible. Selon quelques-uns, ce conflit constituait pour des alliances comme l'OTAN un test majeur de leur capacité à maintenir la stabilité en Europe et la cohésion de leurs pays membres. En lien avec le conflit, quelques autres étaient également préoccupés par le risque de pénuries d'aliments et de fournitures essentielles, surtout dans les États qui dépendent des exportations ukrainiennes ou russes.

En ce qui concerne le Canada, plusieurs participants s'attendaient à ce que les appels à augmenter les dépenses militaires fédérales se fassent plus insistants, en particulier si les FAC devaient intervenir directement dans le conflit. Certains supposaient également que l'on s'efforcerait d'accroître les capacités de production de biens et de services du Canada, en mettant l'accent sur l'autosuffisance et la réduction de la dépendance à l'égard des importations. Quelques-uns ont soulevé la question de la santé mentale des jeunes, notant que le déclenchement du conflit dans la foulée de la pandémie de COVID-19 avait de quoi troubler de jeunes personnes entrant dans l'âge adulte durant cette période.

Lorsque nous leur avons demandé quelle pourrait être la tournure du conflit, la plupart des participants ont dit que c'était difficile à prévoir, car il y avait une multitude de facteurs interreliés à envisager. Cela dit, peu d'entre eux le croyaient près de finir, et beaucoup sont revenus sur leurs craintes que la situation dégénère en un conflit plus vaste et que la Russie déploie des armes nucléaires.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait en faire plus en réponse à la crise, plusieurs ont mentionné qu'il devrait s'entendre avec ses alliés pour continuer d'exercer des pressions diplomatiques sur la Russie en vue de mettre fin au conflit. L'idée de faire front commun contre l'offensive russe recueillait de forts appuis. Même si quelques participants n'étaient pas forcément contre une présence accrue des FAC dans la région, pareille ligne d'action exigerait la plus grande prudence, selon eux, ainsi que des consignes claires sur le rôle précis des militaires canadiens. Plutôt que d'accroître sa présence sur le territoire, plusieurs participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait se donner pour priorité d'accueillir le plus grand nombre possible d'Ukrainiens en exil, et que le Canada pouvait jouer un rôle de chef de file sur ce plan.

### **Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Les participants de quatre groupes ont répondu à une série de questions sur l'état de préparation du gouvernement du Canada à l'arrivée possible d'un grand nombre d'Ukrainiens ayant fui leur pays. Nous leur avons d'abord demandé s'ils croyaient que leur collectivité – et le Canada en général – s'était suffisamment préparée à gérer cet afflux. Ils ont été pratiquement aussi nombreux à répondre par l'affirmative que par la négative. En ce qui concerne les différences régionales, alors que la grande majorité du groupe de Montréal et la plupart des participants du nord de la Colombie-Britannique pensaient que leur collectivité était prête à recevoir les réfugiés ukrainiens, une bonne partie des participants de Calgary et des régions de Halton et de Peel, en Ontario, en étaient moins sûrs, jugeant que la pandémie de COVID-19 avait déjà beaucoup amoindri les ressources locales. Lorsque nous leur avons demandé si leur collectivité était un endroit accueillant, presque tous ont répondu que oui.

Chez les participants moins sûrs des capacités d'accueil de leur ville, la pierre d'achoppement semblait être la question du logement. Étant donné qu'il était difficile de se trouver un toit dans de nombreuses régions du pays, un soudain afflux de personnes en quête d'un endroit sécuritaire et abordable où vivre risquait selon eux d'exacerber le problème. En plus du logement, beaucoup s'inquiétaient de la pression supplémentaire que les nouveaux venus feraient peser sur d'autres services et fournitures

essentiels déjà sous-financés ou aux prises avec des pénuries, en particulier les services de santé. Quelques-uns se demandaient également s'il y aurait suffisamment de possibilités d'emploi pour ces personnes, dont beaucoup se heurteraient sans doute à la barrière des langues.

En comparaison, nombre des participants qui croyaient leur collectivité bien préparée à prendre en charge les réfugiés ukrainiens ont fait valoir que cet afflux représentait une chance vitale pour le Canada d'intégrer à son économie un contingent de travailleurs talentueux capables de contribuer immédiatement à différents secteurs d'activité et industries. Par ailleurs, le fait que le Canada (en particulier l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba) compte la deuxième plus grande diaspora ukrainienne au monde signifiait que de nombreux Canadiens seraient prêts à accueillir ces particuliers et ces familles chez eux et pourraient leur procurer un solide réseau de soutien et un sentiment d'appartenance à la communauté dès leur arrivée.

Que leur collectivité soit prête ou non à accueillir cet afflux, beaucoup de participants ont insisté sur l'importance cruciale de venir en aide à ces personnes et leur offrir un lieu de refuge. Ils croyaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'accueillir le plus d'Ukrainiens possible, pour des raisons humanitaires. Quelques-uns ont également émis l'opinion que la situation était provisoire et que la plupart des personnes déplacées par le conflit voudraient sans doute retourner dans leur pays une fois la sécurité rétablie.

Les participants ont fait plusieurs suggestions, résumées ci-après, lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement du Canada pourrait mieux se préparer à accueillir les Ukrainiens déplacés par le conflit :

- Une planification détaillée à long terme pour gérer la hausse temporaire de l'immigration, en mettant l'accent sur les moyens de loger les arrivants. Beaucoup étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces et les territoires à l'élaboration d'un plan systématique pour trouver des logements abordables qui répondent aux besoins des réfugiés ukrainiens, tout en évitant d'ajouter aux pressions qui s'exercent déjà sur les marchés locaux du logement. Il leur semblait que le gouvernement fédéral pourrait lancer l'initiative en créant une base de données des Canadiens prêts à mettre un appartement ou une chambre d'amis dans leur maison à la disposition des nouveaux venus;
- La création de programmes pour aider ces personnes à se bâtir une vie dans leur nouvelle communauté. Le fait de leur offrir des cours d'anglais et de français, des services de garde, des occasions d'emploi et un réseau de soutien dans la communauté favoriserait énormément leur nouveau départ au Canada;
- Le renforcement des systèmes de santé provinciaux et territoriaux pour pouvoir répondre à une demande de services plus forte dans les collectivités accueillant un grand nombre d'Ukrainiens. Les participants s'attendaient à ce que parmi ces gens qui fuient leur pays, beaucoup aient des problèmes de santé urgents et que cela risque d'accroître le fardeau pesant sur les systèmes de soins, déjà durement éprouvés par la pandémie;
- La prestation de services de santé mentale aux personnes qui en ont besoin à leur arrivée au Canada. De nombreux participants pensaient qu'étant donné la dévastation dont les

Ukrainiens avaient été témoins, un soutien en santé mentale serait nécessaire à long terme pour les aider à se remettre de l'immense traumatisme subi.

À la question de savoir à quoi ressemblerait la réussite du projet d'accueil des Ukrainiens, certains participants ont dit que ce serait leur retour sains et saufs dans leur pays au terme du conflit. D'autres, qui envisageaient la situation sous un angle différent, croyaient plutôt que le meilleur signe de succès serait l'intégration harmonieuse et l'installation durable de ces personnes au Canada. De l'avis de plusieurs, elles pouvaient grandement contribuer à l'économie canadienne et à la prospérité à long terme du pays.

Assez peu de participants se rappelaient une annonce récente du gouvernement du Canada à propos de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). Le groupe du nord de la Colombie-Britannique semblait un peu plus renseigné que ceux de l'Alberta et de l'Ontario. Aucun participant de Montréal n'avait le souvenir d'avoir entendu quoi que ce soit à ce sujet. Afin de faciliter la discussion, nous avons fourni aux groupes l'explication suivante :

*Le gouvernement du Canada a créé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), qui permettra aux Ukrainiens et aux membres de leur famille de venir au Canada le plus rapidement possible et de travailler ou d'étudier pendant leur séjour au pays.*

*En ce qui concerne les ressortissants ukrainiens qui sont à l'extérieur du Canada, ils obtiennent avec l'AVUCU un visa de visiteur qui leur permet de venir temporairement au Canada et d'y rester jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer en Ukraine en toute sécurité. Ce visa de visiteur donne également la possibilité de demander, au même moment, un permis de travail ou bien d'obtenir le statut d'étudiant si la personne est âgée de moins de 18 ans et souhaite étudier au Canada. Ils peuvent rester au Canada jusqu'à 3 ans à la fois ou jusqu'à l'expiration de leur passeport. Lorsque leur statut est sur le point d'expirer, ils doivent demander une prolongation de séjour.*

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient favorables à ce plan ou non, la plupart des participants ont répondu qu'à en juger par sa description, il s'agissait d'une initiative valable. Beaucoup pensaient que le délai de trois ans devrait suffire à déterminer si ces personnes sont en mesure de regagner leur pays ou s'il faut leur donner une voie d'accès officielle à la résidence permanente et à la citoyenneté afin qu'elles puissent rester au Canada plus longtemps. Ils étaient fermement convaincus que c'était la bonne chose à faire et que les collectivités locales profiteraient énormément des compétences, du savoir-faire et de la culture apportés par les Ukrainiens. Quelques participants se sont irrités du manque de détail de la description de l'initiative. Ils estimaient qu'il fallait en faire beaucoup plus pour coordonner la recherche de logements, les possibilités d'emploi et l'accès aux services de santé des arrivants. Quelques-uns se sont aussi inquiétés du critère obligeant les personnes qui fuient le conflit à présenter un passeport valide, vu les difficultés considérables qu'auraient de nombreux Ukrainiens à se procurer des documents officiels auprès de leur gouvernement.

La plupart des participants des groupes du nord de la Colombie-Britannique, de Calgary, de Montréal et des régions de Peel et de Halton, en Ontario, ont indiqué qu'ils feraient volontiers du bénévolat auprès des Ukrainiens qui arrivent dans leur collectivité. Certains ont mentionné qu'ils seraient prêts à offrir une chambre ou un appartement inoccupé de leur maison, tandis que d'autres étaient ouverts à

l'idée de donner des cours de langue, de faciliter la logistique, de trouver des aliments, des vêtements et d'autres fournitures, ou de servir de point de contact social pour aider ces personnes à s'acclimater à leur nouvel environnement. Chez les participants, peu nombreux, qui écartaient l'option du bénévolat, la raison était généralement le manque de temps, de disponibilité et de ressources, plutôt qu'un manque de solidarité à l'égard des arrivants.

## Perspectives à propos de la COVID-19 (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Les participants de six groupes ont abordé un éventail de questions touchant à la COVID-19. Ils ont évalué la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie, donné leur opinion sur les mesures de santé publique en vigueur et d'autres initiatives connexes, et discuté de la vaccination des enfants et de la campagne en marche pour encourager les Canadiens à se procurer leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19.

### **Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)**

Les participants devaient commencer par nous dire ce que le gouvernement avait fait de bien dans sa gestion de la pandémie. Ils se sont rappelé une foule de mesures et d'initiatives fédérales réussies :

- Les communications suivies et transparentes du gouvernement fédéral et des responsables de la santé publique tout au long de la pandémie. Les participants ont été nombreux à saluer l'excellent travail du gouvernement du Canada pour ce qui est d'informer la population, ainsi que le solide leadership dont il avait fait preuve dans le climat d'incertitude des premiers mois;
- Les aides financières, telles que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et d'autres programmes d'aide destinés aux petites entreprises et aux travailleurs touchés de façon disproportionnée par la crise sanitaire au cours des deux dernières années. Plusieurs participants ont également souligné la distribution efficace des prestations (comme la PCU), qui avait permis à de nombreux Canadiens de tenir le coup financièrement au début de la pandémie. Un petit nombre de participants vivant dans une réserve au Manitoba ont évoqué le soutien financier ininterrompu et extrêmement précieux que le gouvernement du Canada avait fourni à leur communauté;

- La mise en œuvre de mesures de santé publique et de règles de voyages efficaces et sécuritaires à différents stades de la pandémie. Plusieurs participants trouvaient que le gouvernement fédéral avait agi promptement pour suspendre les déplacements non essentiels et instaurer le dépistage obligatoire et d'autres exigences liées aux voyages, aussi bien au début de la pandémie qu'après la découverte des nouveaux variants préoccupants Delta et Omicron. Quelques participants qui avaient beaucoup voyagé durant cette période en tant que travailleurs essentiels ont dit s'être sentis en sécurité lors de leurs allers-retours au Canada;
- La distribution efficace des vaccins contre la COVID-19 dans l'ensemble du pays. Le gouvernement du Canada a été félicité pour sa coordination équitable et efficace de la livraison de vaccins aux provinces et aux territoires. Certains participants ont aussi mentionné le taux de vaccination relativement élevé de la population canadienne par rapport à celui d'autres pays, les États-Unis par exemple;
- L'achat de trousse de dépistage antigénique rapide de la COVID-19 et leur distribution aux provinces et aux territoires. De l'avis général, cette initiative avait été spécialement utile durant la récente vague du très contagieux variant Omicron, qui avait provoqué un nombre d'infections record chez les Canadiens;
- Les paiements de transfert fédéraux en matière de santé et le financement d'urgence accordé aux provinces et aux territoires canadiens au cours de la pandémie, qui avaient permis aux services de santé de ces administrations de gérer plus efficacement la COVID-19.

En ce qui concerne les domaines où la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants ont également soulevé de nombreux points, résumés ci-après :

- La gestion de la PCU et d'autres soutiens financiers, jugée inefficace. Plusieurs reprochaient au gouvernement fédéral d'avoir mal surveillé la distribution des soutiens financiers durant la pandémie, de sorte que des gens en avaient profité sans y avoir droit, selon eux. Certains pensaient aussi que les prestations comme la PCU avaient contribué à une pénurie de main-d'œuvre dans maintes collectivités canadiennes et que bon nombre des bénéficiaires de la PCU et d'autres aides ne voulaient plus revenir au travail;
- L'insuffisance des mesures d'aide expressément destinées aux propriétaires de petites entreprises, aux travailleurs autonomes et au personnel des secteurs les plus éprouvés par la pandémie (p. ex., la restauration, l'hôtellerie, etc.). Tout en reconnaissant que le gouvernement du Canada avait fourni un certain soutien à cet égard, les participants estimaient que dans bien des cas, c'était insuffisant pour permettre à ces personnes et à ces entreprises de traverser la pandémie;
- Le manque de cohésion des stratégies de gestion de la pandémie à l'échelle du pays. Même si la plupart des participants savaient que les soins de santé relèvent principalement des provinces et des territoires, certains estimaient que le gouvernement fédéral aurait dû exercer un leadership plus affirmé en communiquant à ces administrations les meilleures stratégies de lutte contre la COVID-19;
- La vaccination obligatoire et les autres exigences de santé publique liées à la pandémie. Certains participants voyaient dans ces mesures de l'« ingérence » de la part du gouvernement fédéral et considéraient qu'elles empiétaient injustement sur les droits des citoyens qui avaient



décidé de ne pas se faire vacciner contre la COVID-19. En conséquence, ils avaient perdu confiance dans le gouvernement fédéral.

La question de savoir si la gestion actuelle de la pandémie était meilleure, moins bonne ou sensiblement la même qu'au début de la crise a donné lieu à des opinions variées. Dans l'ensemble, les participants ont souvent trouvé que le travail du gouvernement fédéral s'était détérioré avec le temps. Toutefois, un nombre non négligeable ne partageaient pas cette opinion et croyaient plutôt qu'il s'était amélioré ou maintenu au même niveau. Les avis ont fortement varié en fonction de la région. Alors que les groupes de Terre-Neuve et de Trois-Rivières ont parlé de progrès ou de constance dans la gestion fédérale, la majorité des participants du Saguenay–Lac-Saint-Jean ont signalé une détérioration. Le groupe du Manitoba rural s'est montré encore plus critique, tous les participants ou presque affirmant que le gouvernement fédéral avait mal géré la pandémie depuis le début.

Chez les participants d'après qui le gouvernement fédéral gérait mieux la situation maintenant qu'au cours des premiers mois, la plupart pensaient que les responsables de la santé publique avaient approfondi leurs connaissances sur le virus et leur compréhension des mesures les plus efficaces pour contenir la transmission de la COVID-19. D'autres ont parlé en termes élogieux de ce qu'ils considéraient comme une excellente capacité d'adaptation de la part du gouvernement fédéral, lequel avait su modifier son approche au gré des circonstances changeantes de la pandémie. Chez ceux qui estimaient que la prestation du gouvernement du Canada était restée assez uniforme, le sentiment général était que même si les mesures utilisées avaient parfois changé, le niveau d'effort et la rigueur scientifique des responsables de la santé publique n'avaient jamais faibli.

Parmi les participants, plus nombreux, qui avaient constaté une baisse de performance de la part du gouvernement du Canada au fil de la pandémie, plusieurs pensaient qu'il avait fait fausse route en continuant de mettre en œuvre des mesures de santé publique et des exigences qui, selon eux, n'étaient plus efficaces pour freiner la propagation de la COVID-19. Certains participants ont notamment exprimé leur déception face au maintien des exigences fédérales relatives à la vaccination, en particulier celles qui limitaient la possibilité pour les Canadiens non vaccinés de prendre l'avion ou le train. Quelques autres trouvaient également que les employés mis à pied parce qu'ils ne se conformaient pas aux exigences de vaccination fédérales avaient subi un traitement injuste de la part du gouvernement du Canada et que leur carrière n'aurait pas dû être pénalisée par une décision de santé qui leur semblait d'ordre personnel.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice qui consistait à résumer en un mot ou une phrase leur opinion des restrictions liées à la COVID-19 en vigueur dans leur région. Toutes sortes de réponses ont été données, mais un grand nombre de participants ont exprimé leur soulagement face au retrait actuel ou prochain des exigences de santé publique dans leur région. D'autres, cependant, craignaient que leur élimination trop rapide entraîne une flambée de cas positifs et d'éventuelles hospitalisations. En ce qui concerne les différences régionales, les groupes de Terre-Neuve, de Trois-Rivières et du Saguenay–Lac-Saint-Jean comptaient à peu près autant d'opinions favorables que défavorables à l'égard des restrictions, alors que le groupe du Manitoba était presque unanimement contre les exigences de santé publique liées à la COVID-19.

Parmi les participants qui étaient plutôt mal disposés envers les restrictions ou qui trouvaient qu'elles avaient fait leur temps, plusieurs ont choisi des mots positifs – « heureux », « soulagé », « mieux » – pour décrire le bonheur de les voir supprimées dans leur région. Beaucoup estimaient que la décision avait tardé et que les restrictions actuelles n'étaient plus efficaces pour maîtriser la propagation de la COVID-19, surtout compte tenu du taux de transmissibilité élevé des nouveaux variants comme Omicron. Plusieurs participants ont dit qu'ils avaient tout particulièrement hâte de voir disparaître l'obligation provinciale ou territoriale de porter le masque dans les lieux publics fermés, car cela contribuerait à redonner plus de normalité à leurs interactions quotidiennes.

De leur côté, les participants plutôt favorables aux restrictions ont utilisé des termes comme « satisfait », « bien », « juste » et « à l'aise » pour exprimer leur opinion. La plupart pensaient que les mesures de santé publique en place dans leur région (le port du masque obligatoire et les systèmes de preuve vaccinale, par exemple) avaient trouvé un bon équilibre entre la défense des libertés individuelles et la promotion de la sécurité publique, sans causer trop d'inconvénients au quotidien. Plusieurs, par conséquent, auraient aimé que le retrait des restrictions se déroule progressivement et non tout d'un coup.

Les participants, moins nombreux, qui étaient indécis ou ambivalents à l'égard des restrictions en vigueur dans leur région ont eu recours à des mots comme « fatigué », « correct » et « discutable ». Certains considéraient qu'elles avaient peu d'impact sur eux, alors que d'autres étaient partagés : tout en les trouvant souvent exaspérantes, ils croyaient leur maintien nécessaire à l'heure actuelle. Quelques participants ont signalé le caractère parfois contradictoire des restrictions, en citant en guise d'exemple la fermeture des gyms et des centres de mise en forme alors que les restaurants et les centres commerciaux pouvaient poursuivre leurs activités, ou encore la décision de certaines provinces (notamment Terre-Neuve) de lever l'obligation de porter le masque dans les espaces clos en général, mais pas dans les institutions publiques comme les écoles primaires et secondaires.

Les participants du Manitoba rural et de Trois-Rivières ont répondu à une question supplémentaire sur l'impact global des mesures sanitaires (lavage des mains, port du masque et distanciation sociale, par exemple) durant la pandémie. La plupart des participants du Manitoba leur prêtaient une efficacité minimale, et plusieurs pensaient qu'elles avaient même fait plus de mal que de bien dans certains cas. Plusieurs participants se sont dits préoccupés par la discorde et l'anxiété causées par la pandémie et qui affectaient beaucoup de gens. Il leur semblait que la santé mentale des jeunes Canadiens avait été durement éprouvée durant cette période et que les mesures comme le port du masque n'avaient fait qu'aggraver la situation. Quoique généralement plus convaincus de l'utilité de ces mesures de santé publique, certains participants du groupe de Trois-Rivières se sont également rappelé avoir vécu de l'anxiété à la suite de leur adoption. Quelques-uns ont plus précisément fait allusion aux pratiques de désinfection et de lavage des mains qu'ils avaient suivies de façon rigoureuse et qui avaient eu pour effet, d'après eux, de renforcer d'anciennes phobies des virus et des bactéries.

Aux deux groupes du Québec ainsi qu'au groupe de Terre-Neuve, nous avons demandé s'ils croyaient que la propagation de la COVID-19 allait s'aggraver à court terme. Selon le consensus, le pire était passé. Un examen des écarts régionaux révèle qu'un peu plus de la moitié des participants de Terre-Neuve et tous les participants du Québec s'attendaient à ce que la situation sanitaire s'améliore à

l'avenir. De leur point de vue, la protection supplémentaire conférée par le vaccin contre la COVID-19 avait permis d'amoindrir les effets du virus et, compte tenu du taux de vaccination relativement élevé de la population canadienne, beaucoup estimaient qu'il était désormais sécuritaire pour les collectivités de reprendre une vie plus normale. Plusieurs ont ajouté que même en l'absence de restrictions, de nombreux Canadiens continueraient de porter le masque, de se laver les mains régulièrement et de s'isoler s'ils tombaient malades, ce qui contribuerait à freiner une éventuelle propagation du virus. Un petit nombre de participants n'excluaient pas la possibilité d'une détérioration de la pandémie au cours des prochains mois. Selon eux, la levée des restrictions (p. ex. l'obligation de porter le masque, les systèmes de preuve vaccinale) dans plusieurs provinces et territoires risquait d'entraîner une hausse marquée des cas et d'accentuer la pression sur le système de santé à court terme. Invités à dire si la COVID-19 poserait toujours problème dans un an, certains participants ne savaient pas s'il s'agirait toujours d'une pandémie techniquement parlant, mais presque tous s'attendaient à ce que le virus demeure un enjeu pendant plusieurs années, tout en passant peu à peu à l'arrière-plan. D'après plusieurs, des rappels annuels du vaccin contre la COVID-19 seraient peut-être nécessaires pour bien se prémunir contre le virus et d'éventuels nouveaux variants. Lorsque nous leur avons demandé à quoi ressemblerait la vie quotidienne dans un an, en supposant que la COVID-19 soit toujours un enjeu à ce moment-là, la plupart des participants ont répondu que la vie se déroulerait sans doute assez normalement et que les responsables de la santé publique traiteraient le virus comme d'autres affections courantes ou comme la grippe. Beaucoup croyaient possible que les restrictions soient rétablies de façon ponctuelle. La plupart espéraient que cela ne se produirait pas et souhaitaient cohabiter le mieux possible avec le virus. Quelques personnes voyaient les choses autrement : selon elles, il serait très difficile de revenir à la normale « d'avant », étant donné la menace toujours présente du virus. Par conséquent, elles estimaient que le port du masque, l'éloignement physique et d'autres pratiques de ce genre devraient être maintenus encore un certain temps.

Le groupe de Terre-Neuve a répondu à une question supplémentaire au sujet des exigences vaccinales. Invités à se prononcer sur le caractère utile ou nuisible de ces mesures durant la pandémie, tous les participants ont affirmé qu'elles avaient surtout causé du tort : selon eux, en plus d'être inefficaces, elles avaient semé la discorde et injustement ciblé les gens qui avaient fait le choix de ne pas recevoir le vaccin. Certains pensaient qu'il aurait fallu davantage reconnaître l'immunité naturelle présumément acquise par les gens qui s'étaient remis de la COVID-19, alors que d'autres estimaient que les responsables de la santé publique auraient dû mettre l'accent sur la promotion d'un mode de vie sain en général, au lieu de présenter la vaccination comme le principal moyen de protéger les Canadiens.

### **Perspectives et comportements liés à la COVID-19 (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)**

Les deux groupes ci-dessus ont répondu à quelques questions sur leurs attitudes et leurs comportements à l'égard de la COVID-19. Lorsque nous leur avons demandé dans quelle mesure la propagation de la COVID-19 les inquiétait à l'heure actuelle, la plupart des participants ont dit que la pandémie n'était plus au premier plan de leurs préoccupations. Beaucoup tâchaient d'aller de l'avant, comme ils pouvaient. À ce sujet, plusieurs ont signalé qu'ils avaient fait l'expérience du virus au cours

des derniers mois, soit parce qu'ils l'avaient eux-mêmes contracté, soit parce que des amis ou des membres de leur famille avaient été infectés. En règle générale, cette expérience avait eu pour effet de les rassurer quant au caractère gérable du virus dans la plupart des cas. Certains ont évoqué leur fatigue vis-à-vis de la COVID-19, expliquant qu'après deux ans de pandémie, ils n'avaient plus l'énergie de s'inquiéter comme ils le faisaient auparavant. Un petit nombre de participants se sont dits au moins un peu préoccupés par la trajectoire de la COVID-19, car le virus pouvait encore muter, et quelques autres redoutaient surtout les contrecoups de la pandémie, en particulier les problèmes de santé financière et mentale qui touchaient selon eux un grand nombre de Canadiens en ce moment. À noter qu'aucun participant du groupe de la Saskatchewan et presque aucun du groupe de Montréal n'ont exprimé d'inquiétude au sujet de la COVID-19.

Même si aux yeux de la plupart des participants, la vie commençait à revenir à la normale – maintenant qu'un peu partout au pays, le port du masque et la présentation d'une preuve de vaccination n'étaient plus exigés –, un grand nombre ont fait remarquer qu'ils resteraient fidèles à certains des nouveaux comportements adoptés durant la pandémie. Comme ils l'ont expliqué, ils étaient devenus très conscients de la proximité des gens, des gestes courants comme les poignées de mains et les accolades, et de la taille de leur propre bulle sociale. Certains ont noté qu'ils assistaient moins volontiers à de grands événements tels que des concerts ou des matchs sportifs, aussi bien en raison de la propagation possible du virus en ces lieux que par crainte d'être taxés d'insouciance pour s'y être rendus.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient mal à l'aise en présence d'une personne ayant choisi de ne pas se faire vacciner, les participants du groupe de la Saskatchewan ont tous répondu que non, tandis que ceux du groupe de Montréal étaient à peu près également divisés sur la question. Ceux qui n'avaient pas d'objection à côtoyer des personnes non vaccinées considéraient que cette décision était personnelle; de plus, sachant que le virus peut être transmis aussi bien par des personnes vaccinées que non vaccinées, ils estimaient que cela aurait peu d'incidence sur le niveau de sécurité des gens qui ont reçu leur cycle complet de doses. Quelques participants de la Saskatchewan ont indiqué qu'ayant personnellement choisi de ne pas recevoir le vaccin contre la COVID-19, ils n'avaient aucun problème à fréquenter des gens qui avaient pris une décision semblable. De leur côté, les participants qui ont fait part d'un certain inconfort trouvaient que les personnes non vaccinées posaient un risque accru pour la santé d'autrui et ils préféraient donc se tenir à l'écart. Quelques personnes ont également exprimé de la frustration face à la mentalité très différente des non-vaccinés et jugeaient qu'ils n'avaient pas fait leur part pour favoriser la sécurité collective des Canadiens durant la pandémie.

### **Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)**

Le groupe de Trois-Rivières, composé de participants ayant des enfants de moins de 12 ans, a brièvement abordé le sujet des vaccins pédiatriques contre la COVID-19, dont l'utilisation chez les enfants âgés de 5 à 11 ans a reçu l'approbation de Santé Canada à la fin de 2021. La plupart des parents ont indiqué que leurs enfants s'étaient fait vacciner, de leur propre choix, après avoir discuté de la question en famille. Plusieurs parents ont raconté qu'ils avaient pris le temps d'expliquer les

vaccins aux enfants, en s’aidant parfois de ressources externes – comme des vidéos de spécialistes en santé publique diffusées sur YouTube – pour présenter les arguments en faveur de la vaccination. Le petit nombre de participants qui avaient préféré ne pas faire vacciner leurs enfants en avaient également discuté avec eux, mais estimaient qu’il n’y avait pas d’urgence à recevoir le vaccin contre la COVID-19, d’où la décision prise en famille de s’en abstenir pour le moment.

### **Dose de rappel contre la COVID-19 (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières)**

La question de savoir si les participants avaient reçu leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée « dose de rappel », a suscité des réponses variables selon la région. Alors que tous les participants du groupe d’aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean avaient reçu leur troisième dose, seuls la moitié de ceux de Trois-Rivières étaient dans ce cas. Aucun participant du Manitoba rural ne se l’était procurée et à peine quelques-uns ont dit avoir reçu les deux premières doses.

Lorsque nous leur avons demandé s’ils avaient des questions au sujet de la dose de rappel, aucun des participants du Manitoba n’a voulu contribuer à la discussion. Beaucoup étaient farouchement opposés à la troisième dose et plus généralement au vaccin contre la COVID-19. Dans les deux groupes du Québec, la plupart des participants se sentaient à l’aise avec le sujet, mais certains se posaient des questions sur l’efficacité du rappel à long terme, la fréquence à laquelle de nouvelles doses seraient requises à l’avenir (annuelle, semestrielle, etc.), et l’éventuelle mise à jour du vaccin pour tenir compte des nouveaux variants qui pourraient apparaître. Quelques-uns s’inquiétaient également que leur niveau de protection ne soit pas adéquat, car ils avaient reçu des marques de vaccin différentes (p. ex., Moderna et Pfizer) entre les premières doses et la dose de rappel. Quelques autres voulaient savoir si le vaccin de fabrication canadienne Medicargo serait bientôt offert à plus de gens et s’il ferait aussi partie des choix proposés pour la dose de rappel à l’avenir.

## Budget de 2022 (résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Six groupes ont discuté du prochain budget de 2022, lequel doit être dévoilé par le gouvernement fédéral le 7 avril 2022.

Pour commencer, les participants ont été invités à indiquer les domaines ou les initiatives sur lesquels ils s’attendaient à ce que le budget soit principalement axé. Un large éventail de réponses a été fourni, y compris les éléments qui suivent :

- Inflation : Un certain nombre de participants ont estimé que l'inflation avait pris de nombreuses personnes, y compris les responsables de la Banque du Canada, un peu par surprise et que le gouvernement fédéral poursuivrait probablement une stratégie active pour freiner le taux d'inflation dans l'avenir;
- Soutien financier : Plusieurs participants s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral continue de mettre l'accent sur le versement d'une aide financière aux Canadiens et aux Canadiennes, en particulier à ceux qui se remettent encore financièrement de la pandémie de COVID-19. Quelques participants ont également mentionné que le budget pourrait porter sur la mise à l'essai d'initiatives financières plus larges, comme des projets pilotes visant à instaurer un revenu universel de base (RUB);
- Réduction des dépenses fédérales : Certains participants ont fait remarquer que le gouvernement fédéral pourrait plutôt se concentrer sur les efforts de réduction des dépenses et travailler à la création d'un budget plus équilibré. Certains pensaient qu'il s'agissait d'une priorité particulièrement importante étant donné les dépenses considérables du gouvernement fédéral en réponse à la pandémie de COVID-19;
- Logement abordable : Beaucoup s'attendaient à ce que le logement soit un élément majeur du budget de 2022. Il s'agissait d'une question particulièrement importante pour beaucoup, étant donné la hausse rapide des prix des logements dans de nombreuses collectivités canadiennes, ainsi que ce qu'un grand nombre considérait comme une pénurie de logements abordables et de logements locatifs à l'échelle nationale;
- Soins de santé : Un certain nombre de participants s'attendaient à ce que les soins de santé soient un élément important du budget, particulièrement en raison de la pression exercée sur les systèmes de santé provinciaux et territoriaux par la pandémie de COVID-19. On pensait que le gouvernement fédéral augmenterait probablement les paiements de transfert aux provinces et aux territoires pour les aider à régler l'arriéré de procédures et de rendez-vous reportés dans de nombreuses régions. En outre, beaucoup s'attendaient à ce que l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale soit une priorité importante annoncée par le gouvernement du Canada;
- Réconciliation : Certains croyaient que le gouvernement fédéral continuerait à faire de la réconciliation avec les peuples autochtones une priorité absolue, estimant qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire sur ce front;
- Changements climatiques et environnement : De nombreux participants s'attendaient à ce que les initiatives axées sur le climat soient une composante majeure du prochain budget, particulièrement en raison de la récente promesse du gouvernement du Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. De plus, certains pensaient qu'une aide fédérale supplémentaire pourrait être accordée aux personnes déplacées ou autrement touchées par des catastrophes naturelles, comme les inondations extrêmes qu'a connues le sud-ouest de la Colombie-Britannique en novembre 2021;
- Augmentation des dépenses militaires : Un certain nombre de participants ont estimé que le gouvernement fédéral pourrait donner la priorité à l'augmentation des dépenses militaires et de défense, en réponse à la crise actuelle entre l'Ukraine et la Russie. Dans le même ordre d'idées, certains étaient d'avis que le gouvernement du Canada devrait accorder une priorité

particulière à l'augmentation de la présence des Forces armées canadiennes (FAC) dans l'Arctique canadien.

Nous avons ensuite demandé aux participants quelles étaient, selon eux, les priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer dans le prochain budget. Une fois de plus, un certain nombre de réponses ont été fournies, notamment :

- Logement abordable : Le logement a été fréquemment mentionné comme l'une des grandes priorités sur lesquelles les participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait se concentrer. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait d'une question nécessitant une attention immédiate, et étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait redoubler d'efforts pour ralentir la hausse rapide des prix des logements dans de nombreuses régions du pays, et investir massivement dans la construction de logements abordables pour les futurs propriétaires et les locataires;
- Questions environnementales et changements climatiques : Beaucoup espéraient que les changements climatiques et l'environnement continueraient d'être des priorités de premier plan pour le gouvernement fédéral. Les participants pensaient que l'on pouvait faire davantage pour réduire la dépendance énergétique du Canada à l'égard du pétrole et du gaz et pour assurer la transition vers des solutions de recharge plus durables. Un petit nombre d'entre eux ont également proposé de nouvelles mesures incitatives pour ceux qui cherchent à acheter des véhicules zéro émission (VZE) et à s'éloigner des automobiles à essence dans un avenir rapproché;
- Développement des ressources : D'autres ont indiqué que le gouvernement fédéral devrait mettre davantage l'accent sur le développement des ressources naturelles du Canada, en se concentrant à la fois sur l'utilisation intérieure et l'exportation de ces ressources vers les marchés internationaux. Compte tenu de l'arrêt récent de l'importation de pétrole et de gaz russes, on a estimé qu'il s'agissait d'une importante priorité à l'heure actuelle;
- Inflation : Un certain nombre de participants espéraient que le gouvernement fédéral se concentre sur la réduction du taux d'inflation, que certains estimaient être exceptionnellement élevé à l'heure actuelle. Quelques-uns ont suggéré que cela pourrait être réalisé en partie par des efforts pour réduire les dépenses fédérales et assurer le maintien d'un budget équilibré dans la mesure du possible;
- Aide financière : Les participants étaient d'avis que des efforts accrus devaient être déployés pour fournir une aide financière à ceux qui sont actuellement aux prises avec le coût de la vie élevé dans de nombreuses régions du pays. En plus de créer de nouveaux mécanismes de soutien destinés à venir en aide aux personnes à faible revenu, il a également été suggéré que les ministères et organismes fédéraux en fassent davantage pour promouvoir et faire connaître les nombreuses mesures déjà en place, estimant que de nombreux Canadiens ne sont actuellement pas au courant des programmes dont ils pourraient éventuellement bénéficier;
- Éducation : Un certain nombre de participants étaient d'avis que l'éducation à tous les niveaux (primaire, secondaire et postsecondaire) nécessitait un soutien et une attention accrue de la part du gouvernement fédéral. Les problèmes relevés par les participants comprennent la surpopulation dans les écoles, le manque d'enseignants qualifiés et des infrastructures qui ont grand besoin d'être réparées. De plus, les participants ont souligné qu'il fallait en faire plus

dans le domaine de l'éducation de la petite enfance et des services de garde, qui sont devenus de plus en plus inabordables ces dernières années;

- Soins de santé : À la suite de la pression accrue exercée par la pandémie de COVID-19, beaucoup pensaient que le gouvernement fédéral devrait mettre davantage l'accent sur le renforcement des systèmes de soins de santé provinciaux et territoriaux. Les mesures suggérées comprenaient l'augmentation des paiements de transfert en matière de santé aux provinces et aux territoires, des initiatives et des mesures incitatives fédérales visant à encourager un plus grand nombre de personnes à faire carrière dans le domaine des soins de santé, et un accent particulier sur l'augmentation de la capacité des systèmes de soins de santé à accueillir de grands afflux de patients en période d'urgence comme la pandémie;
- Santé mentale et toxicomanie : De nombreuses personnes ont également affirmé que la santé mentale était un problème de plus en plus préoccupant dans tout le Canada, en particulier chez les jeunes qui, selon l'avis de certains, ont été touchés de façon disproportionnée par la pandémie et les mesures de santé publique connexes. Les participants ont indiqué que cette question était directement liée aux problèmes croissants liés aux opioïdes dans plusieurs collectivités du Canada, et qu'en se concentrant sur la santé mentale, le gouvernement fédéral s'attaquerait également à une cause fondamentale de la dépendance. Plusieurs personnes du groupe du Yukon se sont particulièrement exprimées sur cette priorité, estimant que leurs collectivités et les jeunes générations avaient été fortement touchées par les problèmes de santé mentale et de dépendance au cours des dernières années;
- Infrastructures : Certains étaient d'avis qu'il fallait faire davantage pour améliorer les infrastructures du Canada, notamment en réparant les autoroutes et les bâtiments publics vieillissants dans de nombreuses collectivités canadiennes. En outre, quelques participants ont suggéré que le gouvernement fédéral devrait mettre l'accent sur l'augmentation de la capacité du Canada en matière de cybersécurité, en offrant une protection supplémentaire aux particuliers, aux entreprises et aux institutions canadiennes contre d'éventuelles cyberattaques;
- Augmentation des dépenses de défense : À la suite de l'éclatement du conflit entre l'Ukraine et la Russie et du soutien continu du Canada à l'effort de défense ukrainien, on a estimé que le gouvernement du Canada devrait augmenter considérablement son budget de défense, au moins dans un avenir proche;
- Réconciliation : Beaucoup ont estimé que la réconciliation demeurait une question d'une importance cruciale et pensaient que davantage de travail devait être accompli sur ce front. Plusieurs ont mentionné que l'approvisionnement en eau potable dans chaque communauté autochtone constituait une priorité nécessitant une attention immédiate de la part du gouvernement fédéral. En outre, les participants ont indiqué qu'il fallait redoubler d'efforts pour offrir aux peuples autochtones des programmes culturels, en mettant notamment l'accent sur les arts autochtones et les langues traditionnelles. Quelques-uns ont également mentionné que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur la fourniture d'un service Internet à haut débit à toutes les communautés autochtones, estimant que ce service fait actuellement défaut dans un certain nombre de réserves.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pouvaient se souvenir de programmes ou d'initiatives qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada lors du dépôt de budgets précédents, très peu de participants ont été en mesure de le faire. Sans pouvoir préciser d'initiative en particulier, certains



participants avaient l'impression que les budgets précédents portaient sur des priorités fédérales clés comme la garde d'enfants, l'éducation, le logement, les soins de santé, les questions autochtones et les initiatives axées sur l'environnement.

## Pétrole carboneutre (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Quatre groupes ont discuté de la production de pétrole carboneutre, ainsi que d'autres questions liées au développement des ressources au Canada. Pour commencer, les participants ont été invités à dire s'ils croyaient que le monde connaissait actuellement une urgence climatique. La plupart d'entre eux pensaient que c'était le cas, affirmant que les preuves des changements climatiques étaient claires au regard de ce qu'ils considéraient comme une augmentation constante des températures annuelles et des catastrophes naturelles, des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, ainsi qu'une augmentation de la fonte des glaces dans des régions du monde comme l'Arctique et l'Antarctique, ce qui suscite des inquiétudes quant à une éventuelle élévation du niveau de la mer dans les décennies à venir. Beaucoup ont raconté avoir personnellement observé ce réchauffement progressif au cours de leur vie, plusieurs évoquant plus particulièrement leur impression que les températures actuelles étaient sensiblement plus élevées qu'auparavant et qu'il y avait beaucoup moins de neige et de glace en hiver par rapport aux décennies passées. À l'échelle régionale, tous les participants des groupes d'Ottawa et du Saguenay–Lac-Saint-Jean au Québec étaient d'avis que le monde faisait face à une urgence climatique, de même qu'un peu plus de la moitié des participants des villes frontalières entre l'Ontario et les États-Unis. Bien que la plupart des participants du groupe de Terre-Neuve aient déclaré être préoccupés par le climat, peu d'entre eux estimaient que ce qui se passe actuellement constitue une « urgence ».

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu les termes « pétrole carboneutre », certains ont indiqué qu'ils étaient conscients de ce que cela pouvait signifier, mais un grand nombre ne connaissait pas ces termes. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, plusieurs pensaient qu'ils faisaient référence à la pratique qui consiste à réduire ou à compenser les émissions produites pendant l'extraction, le transport et le raffinage du pétrole. D'autres ont indiqué que l'industrie pétrolière y parvenait généralement en utilisant des processus d'extraction plus durables, en réduisant les émissions dans d'autres domaines ou en réinvestissant les bénéfices générés par le pétrole et différentes sources d'énergie non renouvelables dans des technologies plus « vertes » et plus durables. Pour faciliter la discussion, les participants ont été informés que les termes « pétrole carboneutre » font principalement référence aux projets d'extraction pétrolière qui annulent complètement les émissions de gaz à effet de serre produites lors du processus d'extraction, en réduisant les émissions ou en ayant recours à des méthodes de capture du dioxyde de carbone dans l'atmosphère pour compenser toute émission restante.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'il était réaliste pour l'industrie pétrolière de s'orienter vers des projets de production de pétrole carboneutre dans l'avenir, ceux-ci se sont montrés généralement pessimistes quant à la volonté de l'industrie pétrolière d'assumer les coûts supplémentaires et la diminution des profits qu'un tel changement pourrait entraîner, même si la plupart d'entre eux pensaient que cela était possible d'un point de vue technologique. Dans le même ordre d'idées, plusieurs participants pensaient que l'industrie pétrolière ne serait disposée à effectuer une transition à grande échelle vers la carboneutralité que si le gouvernement fédéral l'incitait à le faire ou si elle pouvait répercuter l'augmentation des coûts d'extraction sur le consommateur. Si une majorité estimait que la population canadienne était généralement favorable à des pratiques d'exploitation des ressources plus durables et plus respectueuses de l'environnement, peu de participants pensaient que les consommateurs seraient prêts à accepter les coûts nettement plus élevés qui pourraient en résulter, en raison notamment du taux d'inflation perçu comme élevé et de l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuelle. Certains, en revanche, pensaient qu'il était peut-être dans l'intérêt de l'industrie pétrolière d'adapter ses processus d'extraction et de production pour devenir plus durables, estimant que c'était généralement la voie vers laquelle se dirigeaient la plupart des industries, en particulier le secteur de l'automobile où les voitures à essence sont désormais confrontées à la concurrence croissante des véhicules à zéro émission (VZE). Un petit nombre de participants ont mentionné qu'au lieu de se concentrer et d'investir dans le développement d'une technologie d'extraction de pétrole carboneutre, il faudrait mettre davantage l'accent sur la transition vers l'abandon du pétrole et des sources d'énergie non renouvelables, estimant qu'il n'existe aucun moyen d'extraire et d'utiliser ces ressources en toute sécurité sans donner lieu à certains dommages environnementaux.

À la question de savoir si, selon eux, la capacité de l'industrie pétrolière à atteindre la carboneutralité contribuerait de manière significative à réaliser les objectifs d'émissions du gouvernement du Canada dans l'avenir, de nombreux participants ont exprimé une grande incertitude. Si la plupart d'entre eux pensaient que cela serait certainement utile, ils étaient généralement d'avis que les pratiques d'extraction de pétrole carboneutre ne suffiraient pas à elles seules à atténuer le problème croissant des changements climatiques. Plusieurs étaient d'avis que, même si ces entreprises étaient en mesure d'extraire du pétrole sans produire d'émissions excessives, des quantités importantes de gaz à effet de serre seraient tout de même produites par le raffinage, la fabrication et l'utilisation du pétrole par les entreprises et les consommateurs. En outre, certains pensaient qu'il n'y avait aucun moyen d'extraire le pétrole d'une manière qui n'entraînerait pas de dommages à long terme dans l'environnement et les écosystèmes entourant ces installations. Des participants estimaient également que même si le Canada était en mesure d'atteindre ses objectifs en matière d'émissions, les changements climatiques demeuraient un problème mondial et que tous les pays, y compris les grands émetteurs comme la Chine et l'Inde, devaient y mettre du leur pour que des progrès significatifs soient réalisés. Alors qu'un plus petit nombre de participants se sont montrés favorables, estimant que tout pas vers une plus grande durabilité était positif, quelques-uns se sont demandé si le fait de réaliser une extraction de pétrole carboneutre valait les investissements nécessaires pour y parvenir. Plusieurs ont réitéré l'idée qu'il fallait une transition générale pour s'éloigner des énergies non renouvelables et mettre davantage l'accent sur les investissements dans les sources de substitution, comme l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique, en vue de répondre aux besoins de la population canadienne. Quelques-uns ont pour

leur part indiqué que le gouvernement fédéral devrait fournir des incitatifs plus importants aux propriétaires pour qu'ils rénovent leurs maisons en vue de réduire leur consommation d'énergie et de recourir davantage à d'autres sources d'énergie durables.

Abordant la hausse importante des prix de l'essence observée récemment au Canada, laquelle serait due, en partie, au conflit en Ukraine, nous avons demandé aux participants si ces événements avaient changé leur point de vue sur la façon dont le gouvernement du Canada devrait gérer la production pétrolière au pays. Alors qu'un certain nombre de participants, en particulier dans le groupe de Terre-Neuve, estimaient que le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur le développement d'une plus grande partie des ressources pétrolières du Canada pour un usage national et l'exportation vers les marchés internationaux, d'autres sont demeurés sceptiques quant à savoir si cela représentait la meilleure voie à suivre.

Ceux qui souhaitaient que le gouvernement du Canada mette davantage l'accent sur la production de pétrole ont suggéré que le gouvernement fédéral investisse dans la construction d'infrastructures liées au raffinage du pétrole ainsi qu'à son extraction, ce qui permettrait de traiter davantage de pétrole au sein même du Canada et de réduire potentiellement les coûts du carburant, tout en créant un nombre important d'emplois pour la population canadienne. Quelques participants pensaient que les gouvernements fédéral ou provinciaux et territoriaux devraient envisager de stabiliser les prix de l'essence en mettant en place une législation interdisant à l'industrie pétrolière de vendre de l'essence au-dessus d'un certain prix. Par ailleurs, un petit nombre de participants ont suggéré que le gouvernement fédéral prenne davantage le contrôle des réserves pétrolières nationales, en créant une société d'État spécifiquement axée sur la gestion et l'exploitation des sources d'énergie non renouvelables nationales, s'éloignant ainsi de la structure actuelle du marché qui, selon eux, est principalement composée de sociétés privées.

Parmi les nombreux participants qui se sont montrés hésitants à l'égard d'une extraction et d'une exploitation plus soutenues des réserves pétrolières canadiennes, il a été mentionné de manière générale que, même si le Canada doit pouvoir tirer profit de ses propres ressources non renouvelables, il faudrait qu'il se concentre davantage sur le développement de sources d'énergie différentes et plus durables. Certains ont également estimé qu'il fallait mieux comprendre le véritable coût environnemental et économique lié à l'extraction du pétrole dans des régions comme celles des sables bitumineux de l'Alberta et de la Saskatchewan, soulignant que ce processus était beaucoup plus coûteux et compliqué que la plupart des gens ne le pensaient. Pour relever ces défis énergétiques à l'avenir, certains participants ont suggéré que le gouvernement du Canada se concentre sur la création d'une stratégie globale à long terme concernant la meilleure façon d'exploiter le pétrole et le gaz nationaux, tout en réinvestissant les revenus des exportations dans des technologies et une production d'énergie plus durables.

## Manifestations du convoi de camionneurs et *Loi sur les mesures d'urgence* (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Manitoba rural, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan)

Quatre groupes ont discuté des manifestations du « convoi » qui ont eu lieu à Ottawa et dans d'autres régions du pays en février 2022. Pour amorcer ces conversations, nous avons demandé aux participants de nous faire part de leurs premières réflexions en repensant à ces événements. Dans tous les groupes, le nombre de personnes qui ont parlé négativement des manifestations était à peu près le même que celui des personnes qui ont affiché leur soutien, tandis que plusieurs autres ont exprimé leur incertitude quant à leur sentiment général sur les manifestations. Sur le plan régional, tous les participants du groupe d'Ottawa et la plupart de ceux du groupe de la Saskatchewan étaient opposés aux manifestations, tandis que les participants des villes frontalières entre l'Ontario et les États-Unis avaient des opinions plus partagées. Presque tous les participants du groupe des régions rurales du Manitoba ont exprimé leur soutien aux manifestations et à leur objectif de mettre fin aux obligations en matière de vaccins et aux autres exigences de santé publique liées à la pandémie.

Parmi les personnes les plus opposées aux manifestations, beaucoup estimaient qu'en poursuivant leur objectif de mettre fin aux mesures de santé publique et d'établir de plus grandes libertés personnelles pour la population canadienne, les manifestants avaient injustement empiété sur les droits de vivre en paix des personnes résidant près des installations visées par les manifestations. Cela a été perçu comme étant particulièrement le cas pour les personnes résidant au centre-ville d'Ottawa, qui ont été plus gravement incommodées par le bruit et les autres perturbations, y compris les coups de klaxon incessants qui se sont fait entendre pendant des semaines. Plusieurs participants se sont dits épuisés sur le plan émotionnel après ces manifestations et ont trouvé quelque peu inquiétant que ces scènes se déroulent dans la capitale nationale et ailleurs au pays. Un certain nombre de participants ont indiqué que ces manifestations étaient le fruit d'une réaction massive et excessive, estimant que les directives en matière de santé publique mises en œuvre par le gouvernement fédéral à l'époque étaient raisonnables. Quelques-uns ont également déclaré être très troublés par la haine et le racisme exprimés lors de ces manifestations, au moyen notamment de symboles nazis et du drapeau des États confédérés dans certains cas.

Pour les participants plus favorables à ces manifestations, plusieurs ont dit se sentir encouragés et réconfortés par ce mouvement essentiellement populaire de personnes provenant de toutes les régions du Canada qui se sont rassemblées pour protester contre ce qu'ils considéraient comme des

exigences injustes et inutiles en matière de santé publique. Certains étaient fermement convaincus de leur droit à l'autonomie corporelle et du fait que personne ne devrait être contraint ou risquer de perdre son emploi pour ce qu'ils croyaient être une décision médicale personnelle. Quelques personnes résidant dans les villes frontalières entre l'Ontario et les États-Unis ont ajouté que même si les manifestations ont causé un certain désagrément dans leur capacité à se déplacer au sein de leur collectivité, elles soutenaient les manifestants et estimaient que le but des manifestations était justifié. Les personnes en faveur des mouvements de protestation pensaient de manière générale que les rassemblements avaient été essentiellement pacifiques et que les manifestants avaient été traités injustement par les forces de l'ordre et les fonctionnaires. En outre, plusieurs ont estimé que la couverture de ces manifestations dans les médias avait été presque entièrement biaisée, dépeignant les manifestations sous un angle négatif de manière disproportionnée.

Plus indécis quant à leur opinion à l'égard de ces manifestations, un certain nombre de participants ont estimé que toute la situation avait donné lieu à de profondes divisions et que les émotions vives des deux camps les avaient mis mal à l'aise. Beaucoup d'entre eux étaient d'avis que si chaque personne avait le droit de manifester librement et pacifiquement, ces événements allaient souvent trop loin en perturbant la vie quotidienne des personnes résidant à proximité et en ayant des répercussions négatives sur celles-ci. Certains pensaient que si les manifestations portaient de bonnes intentions, elles avaient rapidement dégénéré en chaos et en désorganisation, ce qui avait eu pour effet de diminuer la crédibilité du mouvement dans son ensemble. Compte tenu de la couverture médiatique mondiale, quelques-uns se sont inquiétés de l'incidence négative des manifestations sur la réputation internationale du Canada.

À la question supplémentaire de savoir s'ils avaient suivi activement les manifestations, plusieurs membres du groupe composé de grands utilisateurs de médias sociaux en Saskatchewan ont répondu par l'affirmative. En général, la plupart se souvenaient d'avoir suivi les manifestations sur des plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter et TikTok, certains se fiant aussi à des médias plus traditionnels comme la télévision ou leur journal local.

En discutant de ce qu'ils croyaient être un effet global des manifestations, les participants ont une fois de plus eu des avis partagés. Beaucoup pensaient que ces manifestations et la vague d'émotion qu'elles avaient suscitée au sein de la population canadienne avaient laissé le pays considérablement divisé. De manière générale, on a estimé qu'il était difficile de trouver un terrain d'entente en ce moment et que les Canadiens et les Canadiennes avaient du mal à comprendre les différents points de vue, notamment en ce qui concerne la pandémie. Certains ont également exprimé leur surprise face à la taille et à la portée considérables des manifestations et au soutien qu'elles avaient reçu à l'échelle nationale. Les participants étaient plus ou moins partagés sur la question de savoir s'ils pensaient que des changements de politique se produiraient à la suite de ces manifestations. Si plusieurs pensaient que ces événements auraient peu ou pas d'impact tangible durable, d'autres ont souligné l'élimination rapide du port du masque obligatoire et des preuves de vaccination dans des provinces comme l'Alberta et la Saskatchewan (entre autres), estimant que les manifestations avaient joué un rôle important pour encourager les gouvernements provinciaux et territoriaux à prendre de telles mesures. Quelques-uns ont également indiqué que les manifestations avaient donné à un plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes la confiance nécessaire pour s'exprimer contre les mesures existantes

en cas de pandémie et ont espéré que cela se poursuivrait dans l'avenir. Certains participants ont dit espérer que la révocation anticipée du port du masque obligatoire et des preuves de vaccination dans de nombreuses provinces et territoires, de même que l'assouplissement de certaines restrictions à l'échelon fédéral diminueraient la tension entourant cette question dans l'avenir. Un petit nombre de participants craignaient que ces manifestations ne jettent une lumière négative sur ceux qui se mobilisent pour d'autres causes, estimant que le droit de manifester librement et pacifiquement devait être protégé.

En ce qui concerne la décision du gouvernement fédéral d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence* le 14 février 2022 en réponse aux manifestations, les opinions des participants étaient diversifiées. Alors que les membres des groupes d'Ottawa et des villes frontalières entre l'Ontario et les États-Unis étaient plus ou moins partagés quant à savoir si le recours à la *Loi* était une mesure appropriée, tous les participants des régions rurales du Manitoba étaient contre cette décision, tandis que presque tous les membres du groupe de la Saskatchewan étaient en faveur de cette mesure.

Plusieurs de ceux qui estimaient que la *Loi* n'aurait pas dû être invoquée étaient aussi opposés aux manifestations et estimaient que la *Loi* n'aurait pas été nécessaire si davantage de mesures avaient été prises à tous les paliers de gouvernement pour réprimer les manifestations dès les premiers jours. D'autres étaient d'avis que la *Loi* n'était pas nécessaire, notamment parce qu'ils comprenaient que les manifestations aux postes frontaliers près de Windsor, en Ontario, et de Coutts, en Alberta, avaient été évacuées par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) sans recours aux mesures d'urgence fédérales. Parmi ceux qui étaient plus favorables aux manifestations, on estimait que le recours à la *Loi* constituait un abus de pouvoir important de la part du gouvernement fédéral. Les participants en faveur du recours à la *Loi* croyaient pour leur part qu'au moment où elle a été invoquée, elle représentait la meilleure option dont disposait le gouvernement du Canada pour mettre fin de façon efficace aux perturbations causées par les manifestations. Certains ont estimé que la *Loi sur les mesures d'urgence* avait atteint ses objectifs et que sa révocation rapide, le 23 février 2022, avait confirmé que le gouvernement fédéral n'avait pas l'intention d'y avoir recours plus longtemps que nécessaire. Un petit nombre d'entre eux ont estimé que la *Loi* aurait dû être invoquée plus tôt, une fois qu'il est devenu évident que les manifestants dans des endroits comme Ottawa n'avaient pas l'intention de partir.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral aurait dû agir autrement pour gérer la situation, un certain nombre de réponses ont été fournies. Beaucoup des personnes opposées aux manifestations ont estimé que de plus grands efforts auraient pu être déployés pour limiter l'ampleur et la portée des manifestations dans les premiers jours, plutôt que de laisser celles-ci s'enraciner à plus long terme. Parmi ceux qui soutenaient le mouvement et ses objectifs déclarés de mettre fin aux mesures sanitaires obligatoires, certains estimaient que le gouvernement fédéral aurait dû faire plus d'efforts pour établir un dialogue avec les manifestants et écouter leurs préoccupations. Les participants pensaient que le manque apparent d'engagement du gouvernement fédéral envers les manifestants n'avait servi qu'à intensifier ces événements. Quelques-uns étaient également d'avis que le gouvernement fédéral aurait dû faire davantage dans les semaines précédant les manifestations pour dissiper la désinformation sur les médias sociaux. Les participants pensaient qu'un nombre important de personnes ayant manifesté avaient été stimulées par des messages et du contenu sur des plateformes comme Facebook, dont la fiabilité peut être mise en doute.

### **Perspectives locales (résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)**

Les participants d'Ottawa ainsi que ceux des villes situées à proximité de la frontière entre l'Ontario et les États-Unis ont poursuivi les discussions sur les manifestations du convoi, en se concentrant principalement sur leurs expériences personnelles et leurs points de vue à leur égard.

Peu de participants se sont sentis personnellement touchés par les manifestations, à l'exception de quelques retards et de difficultés générales à se déplacer dans leur collectivité en raison de l'afflux de personnes et de la circulation, mais beaucoup ont exprimé leur malaise d'avoir été témoins de leur déroulement, ceux d'Ottawa étant particulièrement préoccupés par l'impact négatif que ces manifestations ont eu, selon eux, sur les personnes résidant près de la Colline du Parlement. À la question de savoir s'ils avaient changé d'avis sur ces événements au fil du temps, la plupart des participants ont répondu qu'ils étaient plutôt ouverts aux manifestations au départ, estimant que tout le monde avait le droit de protester pacifiquement. Certains ont également indiqué leur soutien aux objectifs initiaux de la manifestation consistant à mettre fin aux mesures sanitaires fédérales liées à la pandémie. Cependant, au fil du temps, et à mesure que l'ampleur et les perturbations de ces manifestations se sont accrues, beaucoup se sont opposés à celles-ci, estimant qu'elles représentaient une contrainte injuste pour les collectivités dans lesquelles elles se déroulaient. De nombreux membres du groupe d'Ottawa ont estimé que leur point de vue à l'égard des manifestations était devenu plus négatif après avoir entendu, de la bouche de personnes vivant au centre-ville, que les perturbations et, parfois, la nature agressive des manifestants étaient bien réelles. La plupart des participants à ces groupes ont déclaré s'être sentis soulagés lorsque les manifestants ont fini par être délogés.

En discutant de la façon dont les manifestations ont affecté leur collectivité dans son ensemble, de nombreux membres du groupe d'Ottawa ont réitéré l'opinion selon laquelle toute la situation avait suscité une profonde division, et que ces manifestations avaient créé ce qu'ils ressentaient comme un clivage important entre les personnes qui étaient « pour » et celles qui étaient « contre » le mouvement. Plusieurs ont dit avoir fait eux-mêmes l'expérience de cette division dans leurs interactions avec leurs amis, leur famille, leurs collègues et d'autres connaissances. Certains ont également indiqué que les manifestations avaient entraîné une diminution de la confiance dans les entités publiques, comme le Service de police d'Ottawa (SPO) ainsi que l'administration municipale d'Ottawa, de nombreuses personnes se disant contrariées par ce qu'elles considéraient comme une inaction relative de la part des responsables municipaux.

Presque tous les participants des deux groupes ont estimé que les manifestations des convois avaient un caractère très différent de celles dont ils avaient déjà été témoins. Plusieurs ont indiqué que la durée des manifestations, qui se sont étendues sur plusieurs semaines, était un facteur de différenciation majeur en plusieurs endroits de la manifestation, laquelle a compliqué la tâche des forces de l'ordre devant déloger ces personnes et ces véhicules. Un certain nombre de participants étaient également d'avis que, de manière générale, ces manifestations avaient été traitées différemment par le SPO et d'autres responsables de l'application de la loi, estimant que l'approche adoptée était plus « passive » que lors d'autres manifestations, comme celles qui touchent les

questions autochtones, par exemple. Interrogés sur la question de savoir si le comportement des manifestants avait changé au fil du temps, la plupart ont estimé qu'il avait été relativement constant tout au long de l'événement, et beaucoup ont réitéré leurs commentaires sur les perturbations causées par ces individus. Certains ont estimé qu'il y avait en général deux groupes de manifestants : ceux qui étaient extrêmement dévoués à la cause et prévoyaient rester à long terme et un groupe plus important qui allait et venait et se trouvait là pour l'atmosphère « festive ».

En discutant de la progression des protestations, un certain nombre de participants étaient d'avis que ces rassemblements avaient été largement coordonnés et financés par des influences extérieures, y compris celles d'autres pays. Par ailleurs, les leaders de ces manifestations ont utilisé les « chambres d'écho » des médias sociaux pour attiser la frustration ressentie par de nombreuses personnes à l'égard des obligations imposées par la COVID-19, utilisant cette énergie pour solliciter du soutien et des dons pour appuyer leur cause. Quelques-uns étaient d'un tout autre avis et ont exprimé qu'ils avaient été encouragés par les manifestations et que ces mouvements étaient principalement dus à une insatisfaction croissante à l'égard des mesures de santé publique liées à la pandémie, aux niveaux fédéral et provincial.

Pour ce qui est de la répression des manifestations, la plupart ont estimé que la présence accrue de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* avaient été essentielles, envoyant ainsi le message que le gouvernement fédéral prenait l'affaire très au sérieux. Lorsque nous avons demandé aux participants de décrire comment l'entrée en vigueur de la *Loi* avait fait évoluer les choses, ceux-ci ont estimé que l'arrestation des principaux leaders et la saisie de véhicules et d'autres équipements par les forces de l'ordre avaient servi à démontrer les conséquences potentielles auxquelles s'exposaient ceux qui refusaient de quitter les lieux pacifiquement. En outre, les participants ont estimé que la *Loi* avait été utile pour contraindre légalement les opérateurs de dépanneuses à entreprendre le retrait des camions, ainsi que pour fournir aux responsables de l'application de la loi une autorité supplémentaire dans leurs efforts visant à disperser les manifestations. Quelques-uns pensaient que l'utilisation de la *Loi sur les mesures d'urgence* avait également donné aux manifestants eux-mêmes une « porte de sortie », fournissant à ceux qui souhaitaient éventuellement partir un motif de le faire, en particulier à la lumière de l'inquiétude croissante concernant les conséquences juridiques et financières pour ceux qui choisissaient de rester. À Ottawa, plusieurs ont estimé que le cordon établi dans le centre-ville et le fait d'interdire aux manifestants l'accès aux grandes artères avaient contribué à limiter l'ampleur des manifestations. Si peu de gens pensaient que les manifestants reviendraient, beaucoup étaient d'avis que l'agitation et la frustration générales qu'ils avaient suscitées dans de nombreuses régions du pays se poursuivraient pendant un certain temps, en particulier si un nombre croissant de Canadiens et de Canadiennes continuaient à se sentir ignorés par les responsables publics.

Au sujet des manifestations à Ottawa en particulier, nous avons demandé aux participants quel était, selon eux, le palier de gouvernement responsable qui aurait dû en assumer la gestion. Si certains ont fait remarquer que l'administration municipale d'Ottawa et le SPO auraient dû faire plus pour réprimer les manifestations, beaucoup ont réitéré leurs appels à une réponse plus forte du gouvernement fédéral dès les premiers jours des événements. Nombreux sont ceux qui étaient d'avis qu'en fin de compte, la gestion relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral, notamment en raison de



l'envergure de ces manifestations massives sur la Colline du Parlement et de l'objectif déclaré du mouvement de mettre fin aux exigences fédérales en matière de santé publique. Bien que plusieurs aient reconnu que les manifestations à l'extérieur du Parlement relevaient techniquement de la compétence des municipalités, beaucoup ont estimé qu'il était évident dès le début que le SPO était débordé et incapable de faire cesser les manifestations par ses seuls moyens. Un certain nombre de participants ont souligné qu'il aurait dû y avoir un effort coordonné et intergouvernemental aux niveaux municipal, provincial et fédéral à l'égard des manifestations, estimant que les questions de compétence n'avaient servi qu'à retarder davantage la réponse.

En ce qui concerne la Ville d'Ottawa et le SPO en particulier, beaucoup ont souligné la désorganisation générale des interventions municipales face aux manifestations, et ce, dès le départ. Alors que certains pensaient que le SPO était limité par des ressources et un personnel restreints, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les dirigeants municipaux et les responsables de l'application de la loi auraient pu en faire plus pour demander de l'aide et faire preuve de plus de franchise quant aux difficultés qu'ils rencontraient pour tenter de maintenir les manifestations sous contrôle. Très peu pensaient que le SPO aurait été capable de résoudre le problème par lui-même sans le soutien de la GRC et les pouvoirs supplémentaires conférés par la *Loi sur les mesures d'urgence*. Lorsque nous avons demandé aux participants si le SPO avait fait quelque chose de bien, la plupart d'entre eux ont reconnu la résolution relativement pacifique des manifestations, estimant qu'il y avait eu très peu de préjudices subis par les manifestants et les agents des forces de l'ordre dans le processus.

Plusieurs ont exprimé leur déception quant à la réponse du gouvernement de l'Ontario et de la Police provinciale de l'Ontario (PPO), qu'ils ont qualifiée de tardive et d'une efficacité limitée. Un certain nombre de participants ont déclaré que le gouvernement provincial n'avait pas fait grand-chose pour mettre fin aux manifestations, n'intervenant qu'après le blocage du commerce transfrontalier à de nombreux endroits où des manifestations avaient été organisées le long de la frontière canado-américaine. Certains avaient l'impression que le gouvernement de l'Ontario avait tenté de faire porter la responsabilité de ces manifestations par la Ville d'Ottawa et le gouvernement fédéral, en essayant de rester en dehors de la question le mieux possible.

De manière générale, les participants se sont aussi dits insatisfaits de la réponse du gouvernement du Canada, estimant que les fonctionnaires fédéraux avaient été relativement inefficaces sur ce front, mettant plusieurs semaines à prendre la décision d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence*. Il a été généralement estimé que le gouvernement fédéral aurait dû prendre des mesures immédiates en vue d'aborder et de réprimer les manifestations, notamment en raison du fait que celles-ci visaient (initialement) le gouvernement fédéral, et de leur étroite proximité avec le Parlement. Certains ont également estimé que le gouvernement du Canada aurait pu communiquer de manière plus claire et plus transparente avec la population canadienne sur la façon dont il entendait réagir aux manifestations, estimant qu'il y a eu peu de communications à cet égard. À la question de savoir ce que, selon eux, le gouvernement du Canada avait fait de bien, de nombreux participants ont applaudi le refus des fonctionnaires fédéraux de rencontrer les leaders des manifestations ou de négocier avec eux, estimant que cela n'aurait servi qu'à légitimer le mouvement. Quelques-uns ont également salué ce qu'ils considéraient comme une retenue considérable de la part du gouvernement fédéral, qui n'a

pas pris de mesures immédiates ou énergiques à l'encontre des manifestants et a finalement supervisé une résolution pacifique des événements.

Interrogés sur ce que la Ville d'Ottawa pourrait faire pour être mieux préparée à gérer des manifestations similaires dans l'avenir, plusieurs ont estimé qu'il fallait une plus grande cohésion entre tous les paliers de gouvernement. Il a été fortement suggéré que, pour gérer plus efficacement des manifestations comme celle-ci à l'avenir, il fallait mettre en place un plan intergouvernemental détaillant comment chaque palier de gouvernement devait agir.

## Armes à feu (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Trois groupes ont discuté de la question des armes à feu au Canada, en se concentrant plus particulièrement sur l'intention du gouvernement du Canada d'interdire les armes d'assaut de type militaire et de racheter toutes celles-ci que possèdent déjà les Canadiens et les Canadiennes.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral en ce qui concerne la possession d'armes à feu au Canada ou le plan précis visant à interdire les armes d'assaut, très peu se sont rappelés avoir entendu quoi que ce soit. Parmi ceux qui connaissaient la situation, aucun ne se souvenait de détails précis, ayant seulement vu des titres ou de brèves nouvelles sur le sujet. Dans chaque groupe, tous les participants ont exprimé leur soutien à cette interdiction, beaucoup d'entre eux croyant fermement que la possession de telles armes par des particuliers ne servait à rien et que leur achat aurait dû dès le départ faire l'objet d'une interdiction. Bien qu'un petit nombre de participants du groupe de la Saskatchewan estimaient que l'on pourrait faire davantage pour mieux clarifier ce que l'on entend par le « style arme d'assaut », et qu'ils craignaient que les « fusils de sport » ne soient injustement visés par cette législation, ils ont néanmoins estimé que cette initiative valait la peine d'être poursuivie. Interrogés sur la question de savoir si, selon eux, les armes à feu acquises avant la mise en œuvre de l'interdiction devraient toujours être soumises à cette législation, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bien qu'il ait été reconnu que cela pouvait être quelque peu injuste pour ceux qui ont investi des sommes considérables dans leurs armes à feu, ce qui ne serait probablement pas reflété dans le montant du rachat qui leur est offert, cela n'a pas été considéré comme un motif suffisant pour faire une exception pour ces fusils.

En ce qui concerne les mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait prendre à l'égard de la possession d'armes à feu au Canada, bon nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour réduire le nombre d'armes à feu que possèdent actuellement les Canadiens et les Canadiennes et renforcer les règles et règlements auxquels les propriétaires d'armes à feu doivent se conformer. Un certain nombre de participants ont spécifiquement mentionné les armes de poing comme une catégorie d'armes à feu qui, selon eux, ne devrait plus être autorisée pour un

usage civil au Canada, estimant qu'il n'y a aucune raison valable pouvant justifier la possession de telles armes. Certains ont également proposé de mettre en place un registre des armes à feu plus rigoureux et étaient d'avis que toutes les armes à feu appartenant à des civils devraient être enregistrées auprès du gouvernement fédéral. Les participants ont estimé que l'on pourrait en faire davantage pour procéder à un dépistage auprès des éventuels propriétaires d'armes à feu en ce qui concerne les questions de santé mentale et d'autres problèmes qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité à posséder une arme à feu de façon responsable.

## Soins de santé (utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal)

Dans les deux groupes, les participants ont discuté des priorités du gouvernement fédéral en matière de soins de santé et des défis qui se posent dans le secteur. Invités à identifier les défis liés aux soins de santé dans leurs régions respectives, les participants ont mentionné ce qui suit :

- La pénurie de professionnels de la santé dans tous les domaines et les délais d'attente plus longs pour recevoir certains soins;
- Le manque de sensibilisation à l'égard des services de soins de santé et des soutiens disponibles, y compris les services et les consultations en ligne;
- L'attention limitée sur les soutiens en santé mentale, notamment pour les enfants et les jeunes adultes;
- Le manque de services et de soutiens pour les enfants, en particulier ceux qui ont des besoins particuliers;
- La pénurie générale de médecins spécialistes, surtout dans les régions rurales et les communautés éloignées;
- La difficulté à accéder aux tests de dépistage de la COVID-19, notamment durant la récente vague du variant Omicron.

De façon plus générale, quelques participants croyaient que les Canadiens dépendaient de plus en plus du système de santé en raison de la pandémie et étaient devenus moins proactifs lorsqu'il s'agit de leur santé et des modes de vie sains. Interrogés à savoir s'ils avaient entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé, très peu de participants se rappelaient quoi que ce soit.

Pour faciliter la discussion, les participants ont été informés de cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé récemment annoncés par le gouvernement du Canada :

- Remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;
- Augmenter l'accès aux soins de santé familiale;
- Améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;

- S’attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;
- Moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

Tous les participants ont reconnu l’importance des priorités susmentionnées, en particulier remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d’attente, augmenter l’accès aux soins de santé familiale et s’attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances. De plus, quelques-uns ont fait valoir que la modernisation de la gestion des données sur la santé en particulier serait utile pour améliorer l’organisation des systèmes de santé des provinces et territoires.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les priorités les plus importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se pencher dans un futur immédiat, les participants ont de nouveau mentionné remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d’attente, augmenter l’accès aux soins de santé familiale et services, et s’attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances comme étant les plus importantes parmi les cinq priorités, celles pour lesquelles il fallait agir de toute urgence. Plus précisément, certains étaient d’avis que les questions de santé mentale et la consommation de substances avaient été trop longtemps négligées et que la pandémie de COVID-19 avait aggravé ces problèmes. Même si certains croyaient que la modernisation de la gestion des données sur la santé et les soins virtuels ne comptaient pas parmi les priorités les plus urgentes à ce moment-ci, ils ont toutefois reconnu qu’il ne faudrait pas minimiser leur importance à long terme.

Nous avons ensuite demandé aux participants de réfléchir aux différents types de politiques ou d’investissements qu’ils s’attendraient à voir de la part du gouvernement fédéral en réponse à chacune des cinq priorités. Ceux-ci ont fait plusieurs suggestions :

- Remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d’attente – Certains étaient d’avis qu’il faudrait affecter des fonds supplémentaires pour la formation et l’éducation d’éventuels travailleurs de la santé. D’autres ont suggéré d’instaurer des limites bien définies quant au nombre de patients dont un travailleur de la santé peut s’occuper puisque selon eux, le fait d’avoir trop de patients à sa charge en même temps est une cause d’épuisement professionnel. Certains participants du groupe des Canadiens racisés de la grande région de Montréal (GRM) ont également recommandé d’offrir des incitatifs aux travailleurs de la santé étrangers pour pratiquer leur profession au Canada. Ils étaient également d’avis que le gouvernement fédéral pourrait accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour ces travailleurs. Aux dires de certains, il serait prudent de la part du gouvernement fédéral de commencer à se préparer en vue des prochaines pandémies, notamment en déployant des efforts supplémentaires pour accroître le nombre de travailleurs de la santé disponibles dans les urgences pour alléger la pression sur le système de santé.
- Augmenter l’accès aux soins de santé familiale – Plusieurs participants s’entendaient pour dire qu’un financement additionnel pour l’embauche de travailleurs du domaine de la santé familiale et la construction d’établissements de soins de santé supplémentaires offrant des services adaptés aux familles seraient les mesures les plus directes que pourrait prendre le

gouvernement du Canada pour s'attaquer à cette priorité. De plus, les participants étaient d'avis que les responsables de la santé publique devraient travailler pour offrir un soutien accru aux nouveaux parents, en particulier ceux qui éprouvent des difficultés, que ce soit la dépression post-partum, des situations familiales ou médicales à haut risque, et les familles monoparentales. En ce qui concerne les médecins de famille, quelques participants étaient d'avis que ceux-ci devraient avoir l'obligation d'accueillir automatiquement les enfants de leurs clients existants comme patients lorsqu'ils atteignent l'âge adulte.

- Améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile – Un certain nombre de participants ont recommandé que le gouvernement fédéral mette en place un mécanisme d'inspection réglementaire des établissements de soins de longue durée; aux dires de certains, le manque de surveillance est un problème à l'heure actuelle. Quelques-uns ont proposé d'accroître le financement dans ces domaines de soins pour attirer un plus grand nombre de travailleurs. De plus, les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour permettre aux aînés de demeurer à la maison aussi longtemps que possible, et qu'un plus grand nombre de politiques devraient être élaborées dans cette optique. Certains ont ajouté qu'une plus grande prévalence des soins à domicile aurait des répercussions positives sur la capacité hospitalière et la qualité des soins, de même que sur la santé mentale des personnes qui requièrent des soins et leurs proches. Quelques participants étaient d'avis qu'il faudrait offrir un meilleur soutien financier à ceux qui n'ont pas les moyens de payer pour des soins privés de longue durée ou à domicile.
- S'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances – Même si la plupart des participants croyaient qu'un financement supplémentaire devrait être affecté à cette priorité, certains ont indiqué qu'il faudrait porter une attention particulière aux troubles de santé mentale qui touchent les jeunes Canadiens et qu'en réglant ces problèmes tôt dans leur vie, on éviterait ainsi des difficultés à l'âge adulte. En ce qui a trait à la consommation de substances illicites, les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait mettre l'accent sur la réadaptation plutôt que sur la criminalisation de cette activité, et s'attaquer aux causes profondes comme la précarité du logement et la facilité d'accès à ces substances. Plusieurs étaient d'avis qu'il faudrait un meilleur accès aux professionnels en santé mentale pour les Canadiens, et de meilleurs incitatifs pour recruter plus de travailleurs pour s'attaquer à l'augmentation apparente des troubles de santé mentale au Canada. À cet égard, les participants ont suggéré de mettre plus d'efforts pour offrir des soutiens en santé mentale axés sur la communauté et établir des réseaux de soutien locaux pour les personnes aux prises avec ces problèmes.
- Moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels – Au début de la discussion sur cette priorité, certains participants ont exprimé le souhait d'en savoir davantage sur ce qu'implique la gestion des données sur la santé. De façon générale, bien que les soins virtuels aient été considérés comme une innovation importante et un aspect à privilégier, de nombreux participants croyaient que les ressources et le personnel requis pour numériser les dossiers médicaux existants ne valaient pas la peine de sacrifier d'autres priorités. Quelques-

uns ont également exprimé des inquiétudes quant aux répercussions sur la vie privée de la numérisation des dossiers médicaux, et se sont interrogés à savoir qui aurait accès à ces dossiers. Pour ce qui est des soins virtuels, plusieurs ont indiqué qu'il serait avantageux de s'y attarder, en particulier pour les communautés rurales ou éloignées où il est plus difficile de consulter un médecin sur une base régulière.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement fédéral devrait être en mesure d'établir des priorités pour les sommes qu'il verse aux provinces et aux territoires, la plupart des participants étaient d'avis que les provinces et les territoires devraient pouvoir utiliser cet argent comme bon leur semble. Plusieurs avaient l'impression que chaque province et territoire avait des besoins uniques et que les responsables de la santé publique à cet échelon avaient une compréhension plus approfondie et plus nuancée des besoins médicaux de leurs populations respectives. Quelques participants du groupe de la grande région de Montréal avaient une opinion différente, selon laquelle le gouvernement fédéral devrait pouvoir s'assurer que les sommes versées sont affectées d'une manière équitable et efficace, et que les normes en matière de soins devraient être élevées dans toutes les provinces et tous les territoires. D'autres croyaient qu'il devrait y avoir une combinaison de surveillance fédérale et d'autonomie provinciale/territoriale, que le gouvernement du Canada devrait établir les priorités globales tout en laissant un niveau élevé de flexibilité aux responsables provinciaux et territoriaux de la santé publique afin qu'ils puissent déterminer les secteurs à privilégier.

Interrogés à savoir ce qu'ils diraient si le gouvernement fédéral précisait que les sommes versées aux provinces doivent être consacrées aux cinq priorités susmentionnées, la plupart des participants de la grande région de Montréal se sont opposés à cette idée, tout en précisant que leur niveau d'appui dépendrait sans doute des coûts associés à chaque initiative. Quelques participants de la Saskatchewan ont exprimé leur appui; même ceux qui s'opposaient généralement à un contrôle fédéral croyaient que les priorités étaient suffisamment larges pour que cette exigence soit raisonnable.

Presque tous les participants s'entendaient sur la nécessité pour le gouvernement fédéral d'augmenter le financement pour l'éducation, l'embauche et la formation de nouveaux travailleurs de la santé, y compris ceux formés spécialement pour traiter les troubles de santé mentale ou les dépendances. Pour ce qui est du rôle du gouvernement fédéral, plusieurs ont réitéré que les gouvernements provinciaux et territoriaux devraient pouvoir déterminer le niveau de financement accordé à chacune des priorités, bien que certains étaient d'avis que des efforts devraient être déployés à l'échelle nationale pour embaucher et former un plus grand nombre de travailleurs de la santé, en particulier ceux provenant de l'étranger.

## Services de garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Dans le groupe des parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes, les participants ont discuté des services de garde dans leur province et de façon plus générale. Tout d'abord, nous leur avons demandé quel était selon eux le plus grand défi en matière de garde d'enfants en Ontario. Les participants ont identifié deux principaux enjeux :

- L'abordabilité – Plusieurs étaient d'avis que les frais de garde en Ontario sont de plus en plus élevés et que la situation complique la vie de plusieurs parents (et des mères en particulier) qui souhaitent retourner au travail;
- L'accessibilité – Les parents ont également mentionné le manque apparent de places en garderie dans l'ensemble de la province et dans certains cas, des listes d'attente qui s'échelonnent sur plusieurs années.

Même si aucun des participants de ce groupe n'avait d'enfants en garderie, en discutant de leurs expériences passées avec l'accès aux services, ils ont fourni des réponses différentes. Bien que certains aient pu facilement trouver des places, plusieurs autres s'étaient heurtés à de longues listes d'attente et certains avaient même choisi de déménager dans un secteur où les services de garde étaient plus accessibles.

Par la suite, les participants devaient répondre à une série de questions sur les efforts du gouvernement fédéral pour conclure des ententes de services de garde abordables avec les provinces et les territoires. Plusieurs avaient entendu parler de ces ententes et certains se rappelaient que le gouvernement s'était fixé comme objectif de réduire les frais de services de garde à 10 \$ par jour par enfant. Quelques participants seulement ont affirmé être au courant des récentes négociations entre leur province et le gouvernement du Canada dans ce dossier. Lorsque nous les avons informés que l'Ontario était la seule province à ne pas avoir conclu d'entente au moment des séances de discussion, plusieurs ont exprimé leur incompréhension. Un certain nombre de participants croyaient que cela pouvait s'agir d'une tactique de négociation de la part du gouvernement provincial, dans un effort pour obtenir une plus grande part du financement fédéral pour cette initiative. Plusieurs ont exprimé leur frustration face à cette situation; ils avaient l'impression que les services de garde abordables étaient d'une importance cruciale pour la santé financière de nombreuses familles. Les participants s'entendaient pour dire que si les autres provinces et territoires avaient pu conclure des ententes similaires, il n'y avait aucune raison pour que l'Ontario ne trouve pas le moyen d'assurer le bon fonctionnement d'un tel programme.

Durant la discussion sur les autres priorités en matière de garde d'enfants dont le gouvernement du Canada devrait s'occuper, quelques participants ont mentionné des enjeux plus appropriés pour les enfants d'âge scolaire, y compris un financement accru pour les sports organisés et autres

programmes destinés aux jeunes, des solutions pour lutter contre l'insécurité alimentaire pour les familles à faibles revenus, et une plus grande attention sur la diversité et l'inclusion du personnel dans les écoles du primaire et du secondaire.

## Logements abordables (résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)

Les participants des régions de Halton et Peel en Ontario (identifiés comme étant en situation financière précaire, selon leurs réponses à une série de questions au moment du recrutement) ont discuté du marché de l'habitation dans leur région et d'éventuelles initiatives fédérales visant à rendre les logements plus abordables. Le groupe était composé de propriétaires et de locataires.

Parmi les locataires, plusieurs ont indiqué qu'il était difficile de trouver des logements abordables dans leur région. Bon nombre d'entre eux avaient remarqué une pénurie de logements locatifs abordables et les loyers de plus en plus élevés pour les unités disponibles. De façon spontanée, certains participants ont fait des recommandations pour régler ces problèmes, notamment :

- Déployer des efforts supplémentaires pour construire des groupes d'habitations à plus forte densité, offrir un plus grand nombre de logements abordables dans les marchés locatifs en croissance;
- Mieux encadrer les pratiques de location, et surveiller notamment les comportements potentiellement discriminatoires de certains propriétaires et les logements locatifs illicites, de même que les loyers exorbitants exigés dans plusieurs régions.

Par la suite, nous avons fourni aux participants de l'information sur les mesures et les initiatives proposées par le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables, notamment :

- **Fonds d'innovation pour le logement abordable** : Financement d'idées uniques et de techniques de construction novatrices susceptibles de révolutionner le secteur du logement abordable.
- **Initiative des terrains fédéraux** : Utilisation de terrains et d'immeubles fédéraux excédentaires pour aménager des lieux d'habitation abordables, durables, accessibles et socialement inclusifs.
- **Incitatif à l'achat d'une première propriété** : Programme qui permet d'emprunter 5 ou 10 % du prix d'achat d'une habitation pour la mise de fonds. Les bénéficiaires du programme remboursent le même pourcentage de la valeur de la maison au moment de sa vente ou dans un délai de 25 ans.
- **Fonds d'accélération de la construction de logements** : Fonds mis à la disposition des municipalités pour augmenter l'offre de logements dans les plus grandes villes du Canada



grâce à des mesures comme le zonage d'inclusion, la densification accrue, la réduction des délais d'approbation des projets de construction et la mise en valeur rapide de terrains vacants ou sous-utilisés.

- **Fonds national de co-investissement pour le logement – volet construction de logements :** Prêts à faible coût remboursables et prêts-subventions à des fins d'immobilisations pour bâtir des logements abordables, des refuges, des logements de transition et des logements offrant du soutien.
- **Financement de la construction de logements locatifs :** Prêts à faible coût pour encourager la construction d'immeubles d'appartements durables partout au Canada.

Lorsque nous leur avons demandé laquelle de ces initiatives serait la plus efficace pour régler le problème de l'abordabilité des logements dans leurs régions (et dans l'ensemble du Canada), les participants avaient des avis partagés, bien que plusieurs voyaient l'Incitatif pour l'achat d'une première propriété comme étant particulièrement prometteur. Plusieurs croyaient que ce programme faciliterait la vie des Canadiens qui souhaitent acquérir une propriété, surtout ceux qui ne peuvent pas économiser suffisamment pour la mise de fonds. Certains ont aussi indiqué que même si les prix des logements continuent d'augmenter à un rythme effarant, une aide du fédéral couvrant 5 à 10 % du prix d'achat aiderait grandement les acheteurs éventuels à acquérir leur première maison.

En complément à la première question, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de créer un volet distinct pour l'Incitatif à l'achat d'une première propriété spécifiquement pour les jeunes Canadiens célibataires. La plupart ont bien réagi et avaient l'impression que cela aiderait grandement les personnes vivant seules, en particulier les familles monoparentales qui éprouvent déjà de grandes difficultés financières. D'autres étaient d'avis que les célibataires avaient généralement besoin de soutien additionnel pour acquérir une propriété et que toute aide à cet égard serait la bienvenue. Par ailleurs, certains s'entendaient pour dire qu'une éducation et des outils supplémentaires seraient utiles aux jeunes Canadiens qui n'ont généralement pas les connaissances nécessaires pour bien comprendre les obligations financières et les coûts imprévus qui viennent avec l'accès à la propriété.

Les participants étaient généralement en faveur d'un financement accru pour la construction de logements locatifs. Plusieurs étaient d'avis que ces prêts à faible coût permettraient de réduire les coûts de développement et de construction, incitant du même coup les promoteurs à construire un plus grand nombre de logements à prix abordables plutôt que des appartements ou des maisons de prestige. Bien que favorables à cette initiative, certains étaient d'avis qu'il devrait y avoir des processus en place pour s'assurer qu'une fois les logements locatifs sur le marché, les propriétaires n'exigent pas des loyers plus élevés qu'ils le devraient. Quelques participants ont également proposé qu'on exige désormais des promoteurs qu'ils consacrent un certain pourcentage des nouveaux espaces d'habitation pour les logements locatifs abordables.

Le Fonds d'innovation pour le logement abordable et le Fonds national de co-investissement pour le logement – volet construction de logements ont reçu un appui modéré de la part des participants.

Dans le premier cas, certains croyaient qu'un tel programme stimulerait la pensée créative et générerait de nouveaux modèles de développement qui contribueraient à résoudre les problèmes en matière de logements abordables. Dans le deuxième cas, les participants étaient généralement d'avis qu'il était crucial pour le gouvernement fédéral de mettre sur pied des programmes spécialement conçus pour les groupes marginalisés. Selon eux, il s'agit d'une initiative importante et viable.

Quelques participants seulement ont identifié l'Initiative des terrains fédéraux comme étant particulièrement prometteuse, alors que d'autres aimeraient obtenir des précisions sur ce que sont les « terrains excédentaires », inquiets à l'idée que des zones protégées (pour des raisons environnementales ou autres) soient utilisées pour le développement.

Certains ont critiqué le Fonds d'accélération de la construction de logements, sous prétexte que ce programme pourrait avoir des répercussions inattendues en favorisant le développement incontrôlé. Les participants étaient d'avis que développement rapide ne rimaient pas nécessairement avec logement abordable et par conséquent, ils considéraient que cette initiative ne permettrait peut-être pas de rendre les logements plus abordables.

## Enjeux spécifiques aux aînés (aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Le groupe composé d'aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean au Québec a brièvement discuté des enjeux concernant les aînés au Canada.

À la question sur l'enjeu le plus important pour eux personnellement et sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus, plusieurs participants ont mentionné le coût de la vie pour les aînés qui, selon eux, a monté en flèche dans les dernières années. De plus, certains étaient d'avis que d'autres priorités comme la réduction de la dette fédérale et l'élimination des exigences de voyage liées à la COVID-19 exigeaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux les plus importants pour les aînés en général au Canada, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment :

- Un financement insuffisant – Plusieurs s'entendaient pour dire que bon nombre d'établissements de soins de longue durée et autres centres pour aînés n'avaient pas les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de leur clientèle. Même si les participants ont reconnu que la surveillance de ces établissements était principalement du ressort provincial et territorial, ils ont fait valoir que le gouvernement fédéral pourrait apporter son aide en augmentant les sommes destinées aux établissements de soins de longue durée qu'il verse aux provinces et aux territoires;
- Le manque d'options pour le maintien à domicile – Certains participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour permettre aux aînés de rester chez eux le plus longtemps possible. Ils estimaient que dans plusieurs cas, les soins à domicile amélioraient la santé des

ainés tout en diminuant la pression exercée sur les autres établissements de santé et de soins de longue durée. Les participants ont suggéré que le gouvernement du Canada augmente le financement et les incitatifs pour offrir des soins à domicile au plus grand nombre possible d'ainés;

- L'augmentation du coût de la vie – Un certain nombre de participants ont réitéré leurs inquiétudes à l'égard de ce qu'ils considèrent comme une augmentation rapide du coût de la vie pour les aînés au Canada. Les préoccupations visaient particulièrement les Canadiens plus âgés qui, pour la plupart, gagnent un revenu ou reçoivent des pensions fixes qui ne suffiraient pas à couvrir une hausse importante des frais de subsistance;
- Les pensions fédérales – Pour ce qui est de la hausse du coût de la vie, certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait songer à augmenter les soutiens financiers comme la Sécurité de la vieillesse (SV).

Interrogés à savoir s'ils avaient entendu parler des mesures prises récemment par le gouvernement du Canada pour soutenir les aînés, peu de participants s'en souvenaient. Parmi ceux qui avaient entendu parler de quelque chose, certains ont mentionné qu'à compter de juillet 2022, toutes les personnes âgées de 75 ans et plus verraient automatiquement leur pension de la SV augmenter de 10 %. Plusieurs participants ont réagi favorablement à cette nouvelle. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en ce qui concerne les aînés, tous ont répondu par la négative. Plusieurs étaient d'avis que les aînés étaient confrontés à un trop grand nombre de problèmes pour affirmer que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, notamment la hausse du coût de la vie. D'après ces participants, peu de mesures avaient été prises pour aider les aînés à affronter l'évolution rapide de la conjoncture économique des dernières années. Quelques autres croyaient que le gouvernement fédéral était souvent trop lent à agir dans le cas des aînés, qu'il prenait trop de temps à mettre en œuvre les nouvelles initiatives les concernant et que certains aînés avaient de la difficulté à accéder aux programmes d'aide déjà en place.

Durant la discussion sur les sources de nouvelles, tous les participants ont affirmé qu'ils comptaient sur la radio et la télévision et certains d'entre eux ont mentionné les chaînes comme le Téléjournal, Radio-Canada Télé et Le Canal Nouvelles. Seulement quelques-uns ont indiqué qu'ils consultaient régulièrement les médias sociaux comme Facebook pour s'informer. Alors que plusieurs suivaient l'actualité assez fréquemment, très peu ont affirmé rechercher activement de l'information sur le gouvernement du Canada. Ceux qui le faisaient ont indiqué qu'ils recherchaient uniquement les nouvelles qui les intéressaient, comme les mesures de santé publique liées à la COVID-19 et la réglementation en constante évolution concernant les voyages à l'étranger. Quelques participants s'entendaient pour dire que certains sites web du gouvernement fédéral étaient des sources utiles et fiables pour vérifier les nouvelles qu'ils avaient vues ailleurs.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada faisait des efforts pour joindre les aînés, quelques participants seulement ont répondu par l'affirmative. Plusieurs croyaient que l'attention portée aux enjeux spécifiques aux aînés par le gouvernement fédéral était irrégulière. Plusieurs étaient d'avis que ces enjeux étaient rarement prioritaires et qu'ils étaient souvent relégués au second plan. Durant la discussion sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour mieux joindre les aînés, certains étaient d'avis que des efforts supplémentaires devraient être faits pour promouvoir les

programmes et les soutiens offerts aux aînés canadiens. De plus, certains ont indiqué que le gouvernement du Canada devrait trouver des moyens pour travailler de concert avec ses homologues provinciaux et territoriaux afin d'élaborer une stratégie cohérente pour résoudre les problèmes qui touchent les aînés et répondre aux besoins médicaux et financiers particuliers à ceux-ci.

Aucun participant ne se rappelait d'avoir entendu parler des changements apportés au supplément de revenu garanti (SRG), une prestation mensuelle versée aux pensionnés de la SV à faibles revenus. Même si plusieurs souhaitaient qu'on augmente les prestations de SRG pour aider les aînés à assumer les coûts croissants, quelques participants s'inquiétaient de la hausse des dépenses qui pourrait s'ensuivre pour le gouvernement fédéral. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que le gouvernement fédéral devrait prioriser la hausse du SRG pour fournir un soutien financier aux aînés, la plupart étaient d'accord et croyaient que cette mesure permettrait d'améliorer la vie d'une multitude d'aînés partout au Canada.

## Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes de Calgary)

Le groupe composé de jeunes adultes a discuté de divers enjeux qui touchent les jeunes Canadiens. Pour commencer, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir les jeunes. Plusieurs ont répondu spontanément par l'affirmative et ont mentionné plusieurs mesures de soutien mises en place par le fédéral (sans pouvoir toujours les nommer), dont celles-ci :

- Les subventions fédérales aux entreprises pour l'embauche d'étudiants durant la période estivale (p. ex., programme Emplois d'été Canada);
- Les subventions visant à soutenir l'éducation et les étudiants (p. ex., le programme canadien de prêts et bourses pour étudiants);
- La décision du gouvernement du Canada de suspendre l'accumulation des intérêts sur les prêts étudiants jusqu'en 2023;
- L'Incitatif à l'achat d'une première propriété qui offre un soutien à ceux qui souhaitent accéder au marché de l'habitation et acheter une première maison.

Interrogés au sujet du soutien financier offert par le gouvernement fédéral aux jeunes Canadiens, particulièrement durant la pandémie de COVID-19, plusieurs participants ont mentionné la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Quelques autres ont parlé de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), sans toutefois la nommer, mais faisant référence à l'aide financière destinée aux étudiants. Quelques jeunes adultes ont exprimé leur appréciation envers la PCUE alors que d'autres ont indiqué qu'ils avaient été en quelque sorte désavantagés après l'avoir reçue. Ces derniers s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral aurait pu en faire davantage pour préciser les critères d'admissibilité et les incidences fiscales potentielles, alors que certains se sont retrouvés avec une dette importante vis-à-vis le gouvernement du Canada, sous forme d'impôts ou de remboursements.

Interrogés à savoir quelle était habituellement la première source de nouvelles qu'ils entendaient, la plupart des participants ont mentionné les médias sociaux comme Facebook, Instagram, TikTok et Snapchat. Quelques-uns ont expliqué que lorsqu'un article attirait leur attention sur ces plateformes, ils se tournaient ensuite vers une source de nouvelles plus fiable pour en vérifier la légitimité. Pour ce qui est de l'information concernant la pandémie de COVID-19, certains ont mentionné qu'ils évitaient carrément d'écouter ces nouvelles, se sentant parfois dépassés par la quantité d'informations qui étaient diffusées au sujet du virus. Parmi ceux qui suivaient les nouvelles sur la pandémie, certains ont dit qu'ils préféraient consulter les sources de nouvelles plus traditionnelles (notamment Radio-Canada) ou les responsables de la santé publique sur les sites web provinciaux ou fédéraux. Quelques participants ont indiqué qu'ils recevaient des nouvelles de leurs contacts personnels du domaine de la santé.

En ce qui concerne les nouvelles concernant le gouvernement du Canada en général (sans rapport avec la COVID-19), il y avait autant de participants qui recherchaient régulièrement cette information que ceux qui ne le faisaient pas. Parmi ceux qui ne recherchaient pas d'information sur le gouvernement fédéral, on s'entendait généralement pour dire que tout développement d'importance cruciale du côté du gouvernement du Canada finirait par se rendre jusqu'à eux et que cette information ferait l'objet de discussions avec les gens qu'ils connaissent et dans les médias en général.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient vu des publicités du gouvernement du Canada récemment, quelques participants se sont souvenus d'avoir vu ou entendu des communications de celui-ci sur des sujets comme les déclarations de revenus et la réglementation des armes à feu, de même que des sondages dans les médias sociaux. Peu de participants croyaient que le gouvernement du Canada faisait des efforts pour atteindre les étudiants ou privilégier les jeunes dans ses décisions. Dans le groupe, on avait généralement l'impression que les jeunes se sentaient ignorés par le gouvernement fédéral et qu'ils étaient loin sur sa liste de priorités comparativement aux autres Canadiens. Les participants ont discuté des défis auxquels sont confrontés les jeunes, y compris le coût élevé de la vie, l'inflation croissante et les reculs provoqués par la pandémie. Ils s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour régler ces problèmes.

Interrogés sur les enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus, les participants ont fourni les réponses suivantes :

- Les besoins fondamentaux – Plusieurs étaient d'avis que tous les Canadiens devraient avoir droit aux nécessités de subsistance, comme de l'eau, de la nourriture et un logement salubre et abordable. Quelques-uns ont mentionné que le gouvernement fédéral devrait revoir les programmes de revenu de base universel pour répondre aux besoins fondamentaux des Canadiens;
- Les logements abordables – Les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait faire des efforts supplémentaires pour rendre les logements beaucoup plus abordables pour les Canadiens, en particulier les jeunes qui ne peuvent accéder à la propriété;
- La durabilité de l'environnement – Certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait accorder plus d'attention à la protection des ressources naturelles et de l'environnement au Canada.

De tous les défis que doivent affronter les jeunes, la hausse apparente du coût de la vie a été mentionnée au premier rang par tous les participants. Plus particulièrement, le coût des études postsecondaires (et la dette importante qui s'ensuit pour les étudiants) a été considéré d'une importance cruciale. Certains étaient aussi d'avis que des efforts supplémentaires devraient être faits pour offrir aux jeunes Canadiens une meilleure éducation financière et un soutien financier plus tangible pour les aider à affronter les difficultés qui les guettent au début de leur vie d'adulte.

## Réconciliation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants en Colombie-Britannique devaient répondre à une série de questions au sujet de la réconciliation avec les peuples autochtones. La première fois que nous leur avons demandé ce qui leur venait en tête en entendant le mot « réconciliation », plusieurs ont mentionné les tragédies associées aux pensionnats. Quelques-uns ont suggéré de revoir la législation existante, notamment la *Loi sur les Indiens*. De façon plus générale, plusieurs croyaient que le seul moyen d'en arriver à une réconciliation était un processus de collaboration constante et de consultation entre le gouvernement du Canada et chaque groupe et communautés autochtones.

En discutant des récentes mesures fédérales en vue d'une réconciliation, la plupart des participants ont indiqué que peu de progrès avaient été réalisés. D'autres étaient toutefois encouragés par les récentes nominations, dont celle du nouveau ministre des Relations Couronne-Autochtones (qui, ils l'espéraient, aurait un impact immédiat) et de la première gouverneure générale inuk du Canada en 2021. Certains étaient d'avis que la récente entente conclue entre le gouvernement du Canada et les groupes autochtones pour indemniser les enfants autochtones victimes des services à l'enfance et à la famille dans les dernières décennies constituait un pas dans la bonne direction. Alors que quelques-uns se souvenaient des initiatives comme la création de la première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation le 30 septembre 2021, les participants s'entendaient pour dire que les élus fédéraux, y compris le premier ministre, auraient dû en faire davantage pour participer activement à cette journée.

Durant la discussion à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie vers la réconciliation, la plupart des participants ont exprimé leur accord. Ceci étant dit, plusieurs avaient l'impression qu'il y avait encore beaucoup à faire et que le gouvernement fédéral devrait maintenir ses efforts à cet égard. Lorsque nous leur avons demandé à quel genre d'actions ils s'attendaient de la part d'un gouvernement qui veut sérieusement faire avancer la réconciliation, les participants ont mentionné plusieurs mesures et initiatives, notamment :

- Offrir du soutien aux gouvernements provinciaux et municipaux pour s'attaquer aux enjeux locaux spécifiques aux Autochtones;
- Garder le cap sur les objectifs précédemment annoncés par le gouvernement fédéral, en particulier ceux qui visent à fournir de l'eau potable à toutes les communautés autochtones;

- Réduire au minimum l'engagement dans les affaires judiciaires, comme porter en appel les décisions des tribunaux;
- Céder un contrôle partiel et accorder plus de pouvoirs aux communautés dans les réserves;
- Revoir la *Loi sur les Indiens* et le système actuel des bandes. Les participants s'entendaient pour dire que cette mesure en particulier pourrait donner aux communautés et aux peuples autochtones une plus grande autonomie et la capacité de devenir plus autosuffisants et moins dépendants du soutien du fédéral.

## La rage (parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis)

Les participants de ce groupe devaient répondre à une courte série de questions sur la rage et sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour protéger la santé des humains et empêcher la propagation de maladies transmises par les animaux. Les participants étaient divisés également entre les propriétaires de chiens et les autres. Dans le premier cas, certains avaient adopté leurs animaux récemment alors que d'autres étaient propriétaires depuis plusieurs années. Parmi ces derniers, quelques-uns ont mentionné avoir adopté leur animal de compagnie dans un refuge. Les participants démontraient généralement un degré élevé de confiance envers ces organisations, compte tenu principalement de leurs expériences antérieures et de leurs interactions avec le personnel et les bénévoles.

Tous les participants étaient invités à donner leur opinion quant au statut d'organisme de bienfaisance des refuges canins. La plupart s'entendaient pour dire que ces organisations devraient conserver leur statut de « sans but lucratif », certains allant même jusqu'à dire qu'on devrait généralement interdire les refuges « à but lucratif ».

Au sujet de la rage, nous avons informé les participants qu'il s'agissait d'une maladie virale qui touche le système nerveux central des mammifères, comme les chiens et les chats, ainsi que les humains. Nous leur avons également dit que le virus de la rage est particulièrement présent dans la salive et le cerveau des animaux infectés, le plus souvent chez les chiens, et qu'il est généralement transmis par la morsure d'un animal malade. Au Canada, la rage est présente chez les animaux sauvages comme les mouffettes, les renards, les rats laveurs et les chauves-souris, mais pas chez les chiens.

En discutant de leurs préoccupations quant à l'arrivée de la rage canine au Canada, la plupart des participants n'étaient pas trop inquiets. Certains présumaient que la rage chez les chiens était déjà prévalente au Canada, jusqu'à un certain point. D'autres étaient d'avis que les propriétaires de chiens étaient personnellement responsables de s'assurer que le statut vaccinal de leurs animaux de compagnie était à jour, et la plupart croyaient que ceux-ci respectaient déjà les normes établies. Lorsque nous leur avons demandé quel était le ministère ou l'agence responsable de s'assurer que les chiens qui arrivent au Canada en provenance d'autres pays n'ont pas la rage, plusieurs participants ont

mentionné l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Par la suite, nous leur avons expliqué que c'était l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) qui exécutait les programmes dans les domaines de la santé des animaux et de l'élevage pour empêcher l'entrée de maladies transmises par des animaux au Canada. Les participants ont été informés que les importateurs avaient toutefois la responsabilité de s'assurer que tous les résultats de tests et les documents exigés avaient été soumis avant le transport des animaux au Canada. Après leur avoir expliqué les dangers potentiels associés à la rage, y compris que cette maladie cause plus de 50 000 décès chaque année chez les humains, et qu'elle est endémique dans une centaine de pays, nous avons également informé les participants que les États-Unis interdisaient l'importation de chiens provenant de pays où la rage n'est pas maîtrisée. À la question si le gouvernement du Canada devrait adopter une politique semblable, la plupart des participants ont jugé que cela n'était pas nécessaire et ne considéraient pas la situation comme un enjeu prioritaire, et ce, pour plusieurs raisons :

- Plusieurs croyaient que l'approche actuelle du gouvernement fédéral pour réduire les risques d'entrée de la rage au pays était suffisante, soulignant le contrôle minutieux à la frontière et l'absence apparente de variants canins au Canada à l'heure actuelle;
- Plusieurs n'avaient pas l'impression que le risque à ce jour justifiait une telle politique qui interdirait l'importation de chiens en provenance de pays à haut risque;
- Quelques-uns s'inquiétaient qu'une telle politique interdise injustement le sauvetage d'animaux victimes de négligence et d'abus, en détresse ou qui vivent dans des conditions dangereuses.

Sur la question des mesures qui pourraient être mises en place pour réduire le nombre de chiens pouvant être importés au Canada plutôt qu'une interdiction complète, les participants étaient généralement opposés à toute limite concernant l'importation de chiens au pays. La plupart ont réitéré leur appui pour les personnes et les organisations qui se sont donné pour mission de sauver les chiens de situations dangereuses, une approche qu'ils considèrent comme plus bienveillante. De plus, les participants s'entendaient pour dire que les règles et les règlements actuels sont suffisants et qu'ils sont efficacement appliqués pour assurer la protection des Canadiens et des animaux.

Enjeux locaux (résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière)



Huit groupes ont pris part à des discussions sur les enjeux locaux auxquels sont confrontées leurs municipalités ou régions. Même si chaque discussion était spécifique au lieu de résidence de ces participants, certains points communs sont ressortis chez les groupes. Ainsi, tous les groupes considéraient les logements abordables comme une préoccupation constante dans leurs collectivités et beaucoup d'entre eux ont également soulevé d'autres défis, dont la nécessité d'améliorer et de réparer les infrastructures, d'accroître les services de traitement des problèmes de santé mentale et de dépendance et d'augmenter le soutien financier et autres types d'assistance destinés à aider les personnes et les propriétaires d'entreprise à se remettre de la pandémie de COVID-19.

### Résidents de Terre-Neuve

Les participants de Terre-Neuve ont fait part de leurs points de vue sur des enjeux locaux et régionaux, notamment sur le marché de l'habitation, l'industrie de la pêche et l'aquaculture et le secteur pétrolier et gazier de la province.

Concernant le logement, de l'avis général, il était de plus en plus difficile de trouver un logement abordable dans la province et ce problème touchait davantage les régions plus peuplées que les régions rurales. Interrogés sur les facteurs contribuant à ce problème persistant, les participants ont nommé plusieurs causes possibles, notamment :

- La récente hausse marquée des prix des logements;
- L'offre limitée de logements dans un contexte de forte demande;
- Une tendance générale à migrer des régions rurales aux agglomérations urbaines, qui exerçait selon eux une pression à la hausse sur les prix des maisons neuves et existantes des villes;
- L'augmentation du coût des matériaux de construction;
- L'affluence d'acheteurs immobiliers étrangers – Beaucoup de participants croyaient que les investisseurs étrangers avaient joué un grand rôle dans la réduction du stock de logements à vendre, car plusieurs d'entre eux achetaient des habitations sans avoir l'intention d'y habiter.

De façon plus générale, les participants ont fait remarquer que les marchés locatifs avaient aussi été touchés par ces hausses de prix et ils étaient nombreux à penser que les loyers avaient considérablement augmenté ces dernières années.

Questionnés sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour améliorer la situation du logement à Terre-Neuve, peu de participants ont pu en citer, mais certains avaient entendu parler des soutiens destinés aux acheteurs d'une première habitation tels que l'Incitatif à l'achat d'une première propriété (sans toutefois le nommer). De plus, quelques-uns étaient au courant du montant pour l'achat d'une habitation, un crédit d'impôt de 5 000 \$ du gouvernement fédéral à l'intention des acheteurs d'une première habitation, mais sans le nommer directement.

Outre d'autres allègements fiscaux et la mise en œuvre de politiques pour maintenir de faibles taux d'intérêt, les participants ont formulé peu de suggestions quant aux mesures que le gouvernement devrait prendre pour améliorer la situation du logement dans leur région. La taxe que le gouvernement fédéral proposait d'appliquer sur les logements qui appartiennent à des étrangers et qui restent vacants presque toute l'année n'a pas fait l'unanimité chez les participants. Certains

connaissaient des pays où ce genre de taxe avait été envisagé ou appliqué et ils pensaient qu'une loi similaire pouvait être adoptée au Canada, tandis que d'autres doutaient que le taux d'imposition réel ait un effet dissuasif suffisant pour décourager les acheteurs étrangers ou influencer vraiment sur la hausse des prix des logements.

Les participants ont nommé une foule d'industries et de secteurs qu'ils jugeaient importants pour leurs collectivités locales et la province, en général, notamment :

- Le tourisme;
- La pêche;
- Le pétrole et le gaz;
- La construction;
- La construction navale;
- Les soins de santé;
- L'aviation (plus précisément le contrôle de la circulation aérienne dans les villes de Gander et de St. John's).

Au sujet de St. John's, certains croyaient que la fonction publique était un important moteur de l'emploi dans la collectivité, car de nombreuses personnes travaillaient pour les administrations municipales, la province ou le gouvernement fédéral.

En ce qui a trait aux secteurs ayant le plus besoin de soutien fédéral, les participants estimaient qu'une attention accrue devrait être accordée aux quatre domaines clés suivants :

- Les soins de santé – Plusieurs participants ont fait état d'enjeux tels que longs temps d'attente, les pénuries de médecins et d'autres professionnels de la santé et le besoin d'attirer un plus grand nombre de professionnels de la santé et de les inciter à exercer dans la province;
- Les services de garde – Quelques participants ont souligné la nécessité de mieux régler le secteur des services de garde et d'encourager davantage de gens à travailler comme éducateurs de la petite enfance. Certains connaissaient le plan du gouvernement fédéral visant à offrir aux parents de services de garde à 10 \$ par jour, en moyenne, et ont nommé une entente en la matière conclue récemment entre Terre-Neuve et le gouvernement du Canada;
- Le secteur des petites entreprises – De l'avis des participants, les petites entreprises avaient été particulièrement touchées par la pandémie et éprouvaient toujours des difficultés. Selon certains, les soutiens financiers offerts aux entreprises durant la pandémie n'avaient pas été suffisants pour permettre à chacune d'elle de subsister. Il pourrait être utile à leur avis d'offrir une aide additionnelle sous forme de subventions plutôt que de prêts remboursables ultérieurement;
- La construction – Le coût élevé des matériaux de construction était jugé préoccupant par un certain nombre de participants, car il nuisait à l'industrie de la construction, dans son ensemble, et restreignait le marché des rénovations résidentielles en ce moment.

Invités à discuter de l'industrie de la pêche dans la province, la plupart des participants pensaient que ce secteur avait perdu en importance dans les dernières années, mais qu'il demeurait un gros employeur dans certaines régions de la province, notamment au sein des collectivités côtières.

Plusieurs participants jugeaient que le gouvernement du Canada devrait investir davantage dans ce secteur et le mettre au nombre de ses priorités. Même si très peu de participants étaient personnellement touchés par l'industrie de la pêche ou travaillaient dans ce domaine, c'était le cas pour bon nombre de leurs connaissances. Beaucoup estimaient qu'une combinaison de facteurs avait eu des effets négatifs sur l'industrie de la pêche ces dernières années, dont la surpêche, la réduction des quotas, la hausse des prix du carburant se répercutant sur les coûts d'expédition et de transport et les problèmes d'approvisionnement liés à la pandémie.

Interrogés à propos du rôle que joue le gouvernement fédéral dans l'industrie de la pêche, les participants pensaient qu'il pouvait se concentrer sur les enjeux suivants :

- Maintenir l'ordre dans les eaux canadiennes;
- Empêcher les navires de pêche étrangers de circuler dans les eaux canadiennes;
- Fixer des quotas et resserrer les règles applicables aux permis ainsi que la réglementation en matière de pêche;
- Élaborer un plan à long terme axé sur les pratiques de pêche durables, pour prévenir les dommages irréversibles causés à la végétation sous-marine et à l'habitat naturel du fond marin par des activités telles que le chalutage.

De l'avis général, le gouvernement du Canada en avait fait très peu pour soutenir ce secteur. Quelques participants estimaient que des politiques comme le moratoire sur la pêche à la morue (interdisant la pêche à la morue le long de la côte est du Canada qui a été mis en œuvre en 1992) avaient compromis les moyens de subsistance de milliers de pêcheurs et eu un effet dévastateur sur le secteur. De plus, certains participants reprochaient à des responsables fédéraux leurs récents commentaires selon lesquels le but de Pêches et Océans Canada (MPO) était de laisser le plus de poissons possible dans l'eau et de faire pousser davantage la végétation des océans pour contrer les changements climatiques. D'après eux, ce genre d'affirmations témoignaient d'un manque de sensibilité envers l'importance de la pêche pour l'économie de la province et la sécurité économique de bon nombre de ses résidents. Concernant le MPO en particulier, la plupart connaissaient le ministère et comprenaient généralement son rôle, mais peu se souvenaient d'activités ou d'annonces récentes relatives à la pêche à Terre-Neuve ou ailleurs au Canada.

Lors d'une discussion sur le secteur du pétrole et du gaz, tous les participants le jugeaient essentiel à l'économie de la province. En raison du récent conflit en Ukraine et de la hausse subséquente des coûts du carburant, certains s'attendaient à ce que ce secteur gagne en importance prochainement. À propos de l'avenir du secteur pétrolier, les participants souhaitaient que tous les nouveaux projets d'exploitation, dont celui de Bay du Nord, soient mis en œuvre de façon sécuritaire, en respectant l'environnement. Bien qu'assez peu de participants travaillaient directement ou indirectement dans cette industrie, la plupart pensaient qu'elle était un important moteur de l'emploi au sein de la province, compte tenu du grand nombre de travailleurs du secteur du pétrole extracôtier qui habitaient un peu partout à Terre-Neuve. L'accès aux réserves pétrolières et gazières extracôtières représentait un défi de taille pour le secteur selon certains, en raison notamment des investissements financiers substantiels nécessaires pour exploiter ces réserves. Quelques-uns estimaient que le secteur du pétrole et du gaz vivait présentement une période de transition, car la demande de combustibles

fossiles risquait de fléchir maintenant que les pays et les industries se tournent vers des sources d'énergie « plus vertes » et des technologies plus durables.

Relativement au rôle du gouvernement fédéral dans le secteur du pétrole et du gaz, les participants le considéraient surtout comme un organisme de réglementation chargé d'examiner les projets proposés afin de déterminer les risques qu'ils peuvent poser. D'après certains, le gouvernement du Canada pouvait en faire davantage pour permettre à tous les Canadiens de profiter de l'extraction des ressources pétrolières et gazières, par exemple, en limitant les exportations de pétrole vers les marchés étrangers afin que la population canadienne ait un meilleur accès à une source stable de pétrole, à moindre coût. D'autres croyaient que le gouvernement fédéral devrait appuyer davantage les projets de pipelines au Canada. Quelques-uns pensaient que le gouvernement du Canada était partagé entre sa volonté de soutenir le secteur du pétrole et du gaz et son engagement à faire avancer ses nombreuses priorités environnementales, y compris la promotion de plus de sources d'énergies renouvelables. Plusieurs y voyaient un équilibre difficile à maintenir et se demandaient si le secteur du pétrole et du gaz faisait vraiment partie des grandes priorités du gouvernement fédéral. En ce qui concerne les projets d'exploitation de ressources, une collaboration accrue entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires était nécessaire selon un certain nombre de participants, notamment pour élaborer un plan à long terme pour l'avenir.

La plupart des participants avaient eu vent du projet d'exploitation Bay du Nord dans le cadre duquel Equinor proposait de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière dans la passe Flamande, à environ 500 kilomètres à l'est de St. John's. Quelques participants avaient entendu dire que le projet faisait l'objet d'une évaluation et n'avait pas encore été approuvé au moment de la tenue de ce groupe de discussion, mais la majorité ignorait la position du gouvernement fédéral sur ce projet. En général, le projet serait profitable selon les participants, pour autant que la majeure partie des travaux entourant la construction et l'exploitation de cette installation soit exécutée à Terre-Neuve, afin de créer des emplois pour les résidents de la province. Plusieurs pensaient que la province tirerait des avantages financiers des redevances et des revenus découlant du projet.

Pour ce qui est des possibles désavantages du projet, les participants ont insisté sur deux éléments :

- Les préoccupations environnementales;
- La longue période d'exploitation du projet, qui risquait de ne plus être nécessaire advenant une transition généralisée destinée à éliminer la dépendance à l'égard du pétrole et du gaz dans un avenir rapproché.

Nous avons ensuite informé les participants que le projet faisait actuellement l'objet d'une évaluation environnementale pour déterminer s'il pouvait être approuvé et mis en œuvre. À la question visant à savoir si le projet devait aller de l'avant malgré une évaluation concluant qu'il pose des risques importants pour l'environnement local, les participants ont formulé des avis partagés. Certains souhaitaient fermement que les impacts sur l'environnement soient évalués sérieusement à la lumière de leurs répercussions à long terme, non seulement pour le Canada, mais aussi pour la planète. Si des dangers importants pour l'environnement étaient cernés, ces participants jugeaient que le projet ne devrait pas avoir le feu vert en raison des risques possibles sur d'autres secteurs tels que les pêches,

l'écotourisme et d'autres industries clés dans la région du Canada atlantique. En revanche, d'autres pensaient que d'autres mesures pourraient être prises, comme l'élaboration de plans d'atténuation des risques ou une collaboration entre le gouvernement fédéral et Equinor pour remédier aux problèmes qui surviendraient. Indépendamment de leurs points de vue, la plupart étaient en faveur d'une grande transparence de la part du gouvernement fédéral pendant le processus d'évaluation environnementale et d'approbation.

### Résidents de Trois-Rivières

Nous avons aux participants demandé de parler en détail de divers enjeux qui touchaient leur collectivité, y compris le dossier des maisons de la municipalité dont les fondations contiennent de la pyrrhotite, un matériau de construction défectueux responsable de la fissuration et d'autres dommages structuraux constatés dans de nombreuses habitations locales. Même s'ils n'étaient pas touchés personnellement par le problème de la pyrrhotite, beaucoup de participants connaissaient des personnes qui avaient une maison avec des fondations en pyrrhotite. De plus, plusieurs avaient entendu dire que des propriétaires locaux avaient obtenu récemment un dédommagement pour le problème après une longue bataille juridique avec SNC-Lavalin, la société d'ingénierie chargée de la promotion et de la construction de ces projets domiciliaires.

À propos de la question des pénuries de main-d'œuvre, la plupart des participants les considéraient comme un enjeu important dans leur collectivité, notamment dans le secteur du commerce de détail, qui peinait à trouver suffisamment d'employés. Dans la même veine, certains se souvenaient d'avoir vu des magasins qui, faute de personnel, étaient fermés durant les heures les plus achalandées. Les participants ont invoqué plusieurs raisons pour expliquer ce problème :

- L'aide financière fournie, y compris la Prestation canadienne d'urgence (PCU), que de nombreux jeunes ont demandée et reçue au début de la pandémie. Ce soutien avait eu un effet dissuasif inattendu, en décourageant les bénéficiaires à retourner travailler;
- Les bas salaires en vigueur dans plusieurs secteurs, qui, selon certains, avaient démotivé encore plus les gens à reprendre le travail, car la rémunération offerte pour les postes dans ces secteurs était insuffisante par rapport au temps et à l'énergie à y consacrer.

Une majorité de participants ne connaissaient aucune initiative récente du gouvernement fédéral pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre, si ce n'est celle visant à accueillir davantage de travailleurs étrangers temporaires au Canada de manière à pouvoir des postes lorsqu'il n'y avait pas de travailleurs canadiens pour les occuper. Discutant des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour aider à résoudre les pénuries de main-d'œuvre, les participants ont proposé ce qui suit :

- Revoir les compétences et expériences nécessaires pour certains emplois – Des participants pensaient qu'un assouplissement des exigences permettrait à un plus grand nombre de personnes possédant une partie des compétences requises de trouver un emploi;
- Augmenter le salaire minimum – Quelques-uns y voyaient un moyen pour attirer plus de gens sur le marché du travail (mais admettaient que cette question relevait peut-être plus du gouvernement provincial);

- Resserrer les critères d’admissibilité aux programmes d’aide financière – Plusieurs participants proposaient d’examiner les programmes d’aide financière et d’en modifier les critères d’admissibilité de façon à mieux cibler les personnes qui en ont le plus besoin.

Invités à nommer les industries et les secteurs les plus importants pour leur collectivité, les participants ont cité l’agriculture, l’énergie propre (notamment l’électricité produite à l’aide d’éoliennes), la construction automobile et les soins de santé. Au sujet des secteurs que le gouvernement fédéral devait soutenir davantage, les participants ont mentionné les soins de santé, l’éducation, le tourisme et les loisirs. Ces secteurs étaient considérés comme essentiels, car ils touchaient une grande partie des résidents de la collectivité ainsi que les visiteurs de la région.

Concernant les besoins en infrastructures à Trois-Rivières, il fallait en faire plus d’après quelques participants pour améliorer les routes dans la région. Les participants étaient assez peu nombreux à avoir entendu parler d’investissements fédéraux faits dans les infrastructures de Trois-Rivières. Certains avaient toutefois l’impression que le gouvernement fédéral avait peut-être aidé à financer le Colisée Vidéotron, un aréna ouvert en septembre 2021 pour remplacer le vieillissant Colisée de Trois-Rivières.

Interrogés sur l’investissement du gouvernement fédéral dans le projet de train à grande fréquence qui serait construit le long du corridor Toronto-Québec, les participants ne savaient pas quels étaient les autres principaux bailleurs de fonds de ce projet. De rares participants remettaient en question la nécessité de ce service, tandis que d’autres jugeaient qu’il faciliterait les déplacements entre ces deux grandes villes.

### Résidents d’Ottawa

Des discussions sur les préoccupations locales ont été tenues auprès de participants d’Ottawa, afin de recueillir leurs points de vue sur les industries et secteurs clés de leur région et les mesures prises récemment par le gouvernement qui touchaient leur collectivité.

Invités à préciser les industries importantes dans leur région, un certain nombre de participants ont nommé les technologies de l’information. À cet effet, quelques-uns pensaient que la mise au point et l’utilisation de technologies canadiennes (plutôt que l’importation de technologies) étaient d’importantes priorités sur lesquelles le gouvernement fédéral devait mettre l’accent. À la question visant à savoir quels autres industries et secteurs d’Ottawa avaient le plus besoin d’aide du gouvernement fédéral, les participants ont formulé des réponses variées, dont bon nombre portaient sur des enjeux liés directement à la pandémie de COVID-19, notamment :

- Le tourisme – Il était important d’accorder plus d’attention au tourisme à Ottawa et ailleurs au pays. Le gouvernement fédéral devait selon les participants se concentrer davantage sur la promotion des voyages au Canada, maintenant que les ordres de gouvernement (fédéral, provincial et territorial) avaient commencé à assouplir les mesures sanitaires;
- Les petites entreprises – Tout en reconnaissant que le gouvernement du Canada avait bien soutenu les petites entreprises durant la pandémie, certains s’inquiétaient pour celles qui ne recevaient plus de financement même si elles en avaient toujours cruellement besoin;

- Les soins de longue durée – Les participants ont également abordé les défis liés aux soins de longue durée et estimaient qu'un soutien accru était nécessaire pour réformer le système actuel. Conscients que le domaine des soins de longue durée était de compétence provinciale, certains pensaient que le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour soutenir les provinces sur ce plan;
- Les soins de santé – Selon quelques participants, à l'heure actuelle, le système de santé de leurs collectivités respectives ne disposait pas des ressources nécessaires pour assurer la prestation de soins continus adéquats aux patients.

La discussion a ensuite porté sur les infrastructures. Spontanément, presque tous les participants ont nommé le système léger sur rail (SLR) au nombre des projets d'infrastructures les plus importants à Ottawa que le gouvernement du Canada pourrait soutenir. Certains se sont dits préoccupés par des problèmes contractuels en lien avec le projet, alors que d'autres ont parlé du manque de fiabilité en général du réseau de transport en commun actuel. Les participants ont également abordé le besoin de prolonger le SLR dans l'est et l'ouest de la ville afin d'offrir un meilleur accès aux résidents des banlieues. Beaucoup estimaient qu'une aide supplémentaire du gouvernement du Canada s'imposait pour résoudre ces questions. Sur ce point, quelques participants disaient savoir que le gouvernement du Canada avait contribué au projet en y injectant des fonds et en faisant don de terrains (par l'intermédiaire de la Commission de la capitale nationale [CCN]). Les autres étaient peu nombreux à avoir entendu parler de mesures précises prises par le gouvernement fédéral touchant ce projet.

Outre le SLR, de rares participants ont insisté sur le besoin d'améliorer les infrastructures vieillissantes d'Ottawa. À cet effet, les participants ont cité le recours à l'énergie verte, la rénovation des vieux bâtiments et la modernisation des systèmes de chauffage au nombre des initiatives importantes.

### **Résidents des régions de Halton et de Peel**

Les participants du groupe formé de résidents des régions de Halton et de Peel en Ontario se sont penchés sur des enjeux locaux propres à leurs collectivités. Relativement aux plus importantes questions et préoccupations à l'échelle régionale, les participants ont abordé différents défis en matière d'infrastructures dans leurs régions. Le grand nombre de personnes qui avaient emménagé dans leurs quartiers constituait le principal enjeu selon les participants, car cela avait exercé une forte pression sur les infrastructures de transport actuelles, en particulier sur les routes principales. À cause de cet accroissement de la population, beaucoup craignaient que les infrastructures en place dans leurs collectivités ne puissent pas prendre en charge cette demande accrue. Par ailleurs, plusieurs pensaient que la circulation dense et les travaux de construction qui semblaient s'éterniser sur ces routes principales rendaient l'aller-retour au travail des résidents très difficile. En ce qui concerne le soutien que le gouvernement du Canada pourrait fournir, certains suggéraient d'agrandir les autoroutes de série 400 et estimaient que des ressources fédérales supplémentaires pourraient être consacrées à la réalisation de cet objectif. Quelques-uns ont discuté de la priorité devant être accordée à assurer un accès accru au transport en commun, pour aider ces collectivités à réduire une partie de la congestion actuelle sur les principales routes.

À propos des autres enjeux qui touchaient leurs collectivités, beaucoup étaient préoccupés par l'impression que les résidents n'avaient pas suffisamment accès à des services de santé mentale dans leur région. Aux dires de certains, la pandémie de COVID-19 avait nettement aggravé les problèmes de santé mentale chez de nombreuses personnes (notamment les jeunes Canadiens) au cours des deux dernières années en raison de l'anxiété ressentie, de l'isolement et des exigences de santé publique en vigueur.

Questionnés sur les secteurs les plus importants dans leurs collectivités locales, beaucoup de participants ont cité l'industrie automobile, y compris l'usine de montage de Ford située à Oakville. Le secteur de la livraison de produits, ainsi que les gros employeurs du domaine comme Amazon et Sysco, figurait parmi les autres secteurs mentionnés. Interrogés au sujet des domaines de l'économie locale qui, à leur avis, avaient le plus besoin d'aide ou de soutien du gouvernement du Canada, les participants ont cité plus volontiers les secteurs touchés par la pandémie de COVID-19. Certains estimaient qu'il fallait continuer de soutenir les petites entreprises et les restaurants, car ces secteurs avaient été grandement désavantagés par les exigences de santé publique mises en œuvre durant la pandémie. Lors d'une discussion sur ce que le gouvernement fédéral avait fait pour soutenir les petites entreprises, certains disaient avoir entendu parler des subventions salariales (dont la Subvention salariale d'urgence du Canada), mais beaucoup pensaient qu'il fallait en faire plus à cet égard. Concernant les enjeux avec lesquels leurs collectivités devaient composer, quelques-uns jugeaient que le gouvernement du Canada pouvait prendre d'autres mesures pour aider à rendre les logements abordables et pour revitaliser l'industrie touristique et inciter plus de gens à voyager au Canada.

### Résidents du Manitoba rural

Le groupe de résidents du Manitoba rural a pris part à des discussions sur les préoccupations locales. Un certain nombre de participants ont cité l'agriculture comme secteur clé dans leur région. Peu de participants se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement du Canada pour soutenir ce secteur. Beaucoup croyaient cependant qu'il fallait redoubler d'efforts pour inciter plus de personnes, en particulier de jeunes Canadiens, à faire carrière dans le secteur agricole, car ils étaient trop peu nombreux à envisager un tel parcours professionnel et cela risquait d'être un problème grandissant, susceptible de créer des pénuries de main-d'œuvre et de se répercuter sur la production alimentaire dans l'avenir. Par ailleurs, certains proposaient au gouvernement fédéral de fournir une aide supplémentaire sous forme de prêts à faible taux d'intérêt aux personnes qui comptaient lancer de nouvelles entreprises agricoles ou améliorer leurs exploitations agricoles actuelles.

Quelques-uns considéraient le tourisme comme une industrie importante dans leur région. Les participants ont formulé diverses préoccupations en lien avec le secteur touristique, estimant qu'il avait été particulièrement durement touché par la pandémie de COVID-19 et que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour encourager plus de gens à voyager au Canada.

Invités à tenir compte de l'ensemble du Manitoba, les participants ont cité un éventail d'enjeux locaux, dont les suivants :



- La disponibilité et la qualité des soins de santé en milieu rural – Plusieurs participants ont abordé les difficultés qu’ils ont rencontrées pour avoir accès à un médecin dans leurs collectivités rurales, certains ayant l’impression que le système de santé était surchargé partout au Manitoba. Quelques participants ont dit devoir se rendre dans une grande ville pour recevoir des traitements spécialisés, alors que d’autres pensaient que les médecins dans leur région étaient de moindre qualité que ceux des agglomérations urbaines;
- Le manque de services sociaux, notamment en matière de santé mentale et de dépendances – Les participants étaient nombreux à penser qu’un accès accru à ces types de services était nécessaire, en particulier dans les municipalités rurales aux prises avec des crises liées à la drogue et une plus grande prévalence de problèmes de santé mentale;
- La hausse des prix du carburant – Faire la navette coûtait très cher à certains depuis que les prix du carburant avaient augmenté, surtout à ceux qui devaient parcourir de grandes distances chaque jour dans le cadre de leur travail;
- Dénéigement des routes en hiver – Quelques-uns trouvaient que les efforts pour déneiger les routes et les autoroutes en hiver au Manitoba étaient insuffisants. Cela rendait les conditions routières plus dangereuses et forçait l’annulation de services essentiels, notamment des écoles, car les étudiants et les enseignants n’étaient pas en mesure de se rendre en classe;
- Taux de chômage – De l’avis de quelques participants, il y avait peu de possibilités d’emplois viables dans leur collectivité, surtout pour les jeunes, qui quittaient souvent leur patelin natal afin de saisir de plus grands avantages sociaux et économiques ailleurs.

Au sujet des services Internet à large bande, la plupart estimaient que la qualité de l’Internet haute vitesse demeurait un problème au sein de leurs collectivités. À l’heure actuelle, l’accès aux services à large bande leur semblait inexistant ou limité dans de nombreuses régions rurales du Manitoba et les résidents qui y avaient accès devaient faire avec une infrastructure offrant une vitesse et une fiabilité de connexion inégales. De plus, les participants ont formulé des préoccupations à propos d’un phénomène grandissant de fusions impliquant des fournisseurs de services Internet de la région, car ces sociétés facturaient des prix exorbitants en raison d’une concurrence moindre sur le marché. Beaucoup de participants ont dit que leurs collectivités avaient besoin d’une solution Internet plus fiable et réalisable. À cet effet, peu de participants étaient au courant d’investissements fédéraux récents dans des infrastructures ou des projets qui permettraient d’accroître les services à large bande au sein de ces collectivités. En guise d’éclaircissement, nous avons dit aux participants que le gouvernement du Canada prévoyait investir 41 millions de dollars afin d’offrir des services Internet plus rapides à 93 collectivités rurales du Manitoba. Plusieurs ont bien accueilli cette initiative.

En dernier lieu, nous avons demandé aux participants de préciser ce dont le Manitoba rural a besoin sur le plan des infrastructures. Encore une fois, plusieurs ont souligné le besoin de réparer et d’agrandir les routes principales dans leur région; il s’agissait selon eux d’investissements à long terme auxquels le gouvernement fédéral pourrait contribuer. La création de systèmes permettant de prévenir

plus activement les inondations et un soutien accru aux projets d'hydroélectricité faisaient partie des autres éléments cités.

### Résidents de Calgary

Les participants de ce groupe ont abordé divers enjeux qui touchaient particulièrement Calgary, y compris le logement, le problème de plus en plus répandu de la dépendance aux opioïdes et les besoins en infrastructures. Concernant la situation du logement dans la région, certains se disaient préoccupés par l'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance et du peu d'habitations à loyer modéré disponibles dans la région, car ces enjeux étaient étroitement liés à leur avis. De façon plus générale, beaucoup ont formulé des inquiétudes à propos de l'abordabilité des habitations à Calgary. Quelques-uns étaient d'avis que les investissements considérables d'étrangers avaient contribué à l'augmentation des prix des logements, de sorte que les résidents de la collectivité n'avaient plus les moyens de les acheter. Un petit nombre de participants avaient l'impression que davantage de Canadiens en provenance de grandes villes (comme Toronto et Vancouver) s'étaient établis à Calgary dans les dernières années, car le logement y était plus abordable. Les participants croyaient que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus sur ce plan, par exemple, en resserrant la réglementation visant à restreindre les investissements immobiliers étrangers au Canada. De rares participants ont fait mention de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un programme destiné à aider les Canadiens à entrer sur le marché de l'habitation, tandis que plusieurs jeunes adultes du groupe connaissaient plus ou moins ce programme et recommandaient d'en faire davantage la promotion.

La plupart des participants croyaient que la dépendance aux opioïdes touchait de plus en plus de gens dans leur collectivité et que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour améliorer la situation actuelle. Le fait de pallier le manque de ressources en santé mentale dans leurs collectivités aurait un impact important selon les participants, les problèmes de santé mentale étant un facteur déterminant de la consommation d'opioïdes. Poussant la réflexion plus loin, certains pensaient que des efforts accrus pour sensibiliser les Canadiens, et les jeunes en particulier, aux dangers de la dépendance pourraient aider à endiguer ce problème grandissant. Invités à dire à qui ou à quoi ils attribuaient la plus grande part de responsabilité dans la crise des opioïdes, les participants ont formulé des réponses variées. Certains se sont de nouveau dits préoccupés par le manque d'éducation et de soutien en matière de santé mentale, alors que d'autres estimaient que le problème avait pris de l'ampleur à cause de la surprescription d'opioïdes par les médecins et de la facilité avec laquelle on pouvait obtenir des substances illégales.

Lors d'une discussion sur les industries et secteurs importants de l'économie locale, les participants ont donné un éventail de réponses. Ainsi, ils ont cité une multitude de domaines dont les rénovations résidentielles, la livraison de produits alimentaires, la production de pétrole et de gaz et les technologies. À la question visant à savoir quelles industries avaient le plus besoin d'aide du

gouvernement fédéral, quelques secteurs clés sont ressortis au cours de la conversation, en particulier ceux ayant été les plus éprouvés par la pandémie de COVID-19 :

- Les arts et le divertissement – Pour certains, ce secteur avait été particulièrement touché par la pandémie de COVID-19 et il faudrait aider davantage les travailleurs de ce domaine après la pandémie;
- Les soins de santé – Quelques participants pensaient qu’il manquait un grand nombre de médecins, d’infirmières et d’autres professionnels de la santé dans leur région. Il était essentiel selon eux d’augmenter les effectifs dans l’ensemble du système de santé de la province;
- Les chaînes d’approvisionnement et les préoccupations en la matière – Certains jugeaient qu’une attention devrait être accordée au renforcement des chaînes d’approvisionnement canadiennes. Un petit nombre de participants qui avaient été confrontés à une pénurie de produits durant la pandémie ont exprimé des préoccupations concernant la dépendance du Canada envers les produits étrangers dans l’avenir.

Interrogés au sujet des améliorations à apporter aux infrastructures de Calgary, les participants ont fourni de nombreuses réponses, y compris l’élargissement des services de transport en commun et des investissements dans les projets de logements abordables. Les participants avaient peu entendu parler de récents investissements fédéraux dans les projets d’infrastructure locaux, mais quelques-uns d’entre eux croyaient que le gouvernement du Canada avait contribué récemment à la construction d’installations telles que le Calgary Cancer Centre.

### Résidents du nord de la Colombie-Britannique

Le groupe formé de participants du nord de la Colombie-Britannique a abordé différents enjeux qui touchaient leur région. Pour lancer cette discussion, nous avons demandé aux participants quelles étaient à l’heure actuelle les plus importantes questions et préoccupations locales au sein de leurs collectivités. Les participants ont fourni de nombreuses réponses, dont les suivantes :

- Un manque de personnel et de services dans le secteur de la santé. Plusieurs participants avaient l’impression qu’il était difficile de trouver un médecin de famille dans maintes collectivités et que peu de spécialistes exerçaient dans la région, forçant certains résidents souffrant de problèmes de santé particuliers à faire de longs trajets pour recevoir un traitement. Ils pensaient aussi que les services de santé mentale et le traitement des dépendances étaient des enjeux importants auxquels tous les ordres de gouvernement devraient prêter plus attention;
- La nécessité de réparer et de rajeunir des infrastructures essentielles, à commencer par les routes importantes qui relient les collectivités nordiques au reste de la province. Certains trouvaient que plusieurs grands axes routiers reliant la Colombie-Britannique et l’Alberta étaient souvent en piteux état et que cela causait une pression accrue sur les petites routes. Beaucoup ont souligné l’importance de soutenir davantage l’élargissement de ces routes et de mieux entretenir les chaussées existantes. Pour ce qui est des projets d’infrastructures précis,

quelques participants jugeaient que le projet visant à augmenter la capacité du Port de Prince Rupert était particulièrement prometteur;

- Un développement économique axé sur l'extraction des ressources et l'exploitation d'autres ressources naturelles comme le bois d'œuvre. Certains participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour utiliser les ressources naturelles de la province, dans le but d'augmenter les recettes provinciales et de créer de nombreux emplois pour les résidents de la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne le logement, bon nombre de participants pensaient que le logement abordable était un enjeu qui touchait leurs propres collectivités et le reste du Canada. De l'avis de plusieurs, les options de logement qui s'offraient aux acheteurs potentiels et aux locataires étaient de plus en plus limitées. Ce problème découlait surtout de la hausse des prix des logements et du coût des matériaux de construction et touchait l'ensemble de la province aux dires de nombreux participants. Un petit nombre de participants qui résidaient dans des collectivités telles que Fort St. John croyaient au contraire que la situation du logement s'était plutôt améliorée dans les dernières années, soulignant les prix abordables et l'offre excédentaire de logements dans leur région. Nous avons ensuite demandé aux participants ce que le gouvernement fédéral avait fait dans le dossier du logement. Aucun d'entre eux ne se souvenait de récentes annonces ou initiatives à cet égard.

À propos du problème de l'itinérance, beaucoup le jugeaient de plus en plus préoccupant dans leurs collectivités locales, en particulier à Prince George, où il était plus répandu qu'au sein d'autres municipalités de la région. Certains avaient l'impression que de nombreuses personnes vulnérables se rendaient à Prince George parce qu'elles y avaient plus facilement accès à des services, notamment en matière de santé et de traitement de dépendances. D'après beaucoup de participants, cela faisait en sorte que les systèmes de santé et de services sociaux locaux étaient maintenant soumis à une pression considérable. Même si aux yeux de la plupart des participants, le problème de l'itinérance dans la région était attribuable à de nombreuses causes, certains pensaient que les problèmes de santé mentale et de toxicomanie expliquaient en grande partie cette augmentation du nombre de sans-abri dans les dernières années. Tous convenaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer sur ce plan et ils étaient nombreux à revendiquer un financement accru en matière de logements abordables, de services de traitement en santé mentale et de centres de réadaptation des toxicomanes dans la région. Quelques participants recommandaient par ailleurs des efforts accrus pour recruter et former d'autres professionnels de la santé mentale, estimant que ce problème prenait de l'ampleur en ce moment. De plus, il fallait en faire plus selon eux pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences des professionnels étrangers qualifiés spécialisés en santé mentale, afin qu'un plus grand nombre d'entre eux puissent venir au Canada et y exercer.

Beaucoup croyaient que la dépendance aux opioïdes représentait un important problème dans leurs collectivités locales et dans le nord de la Colombie-Britannique, de façon plus générale. Plusieurs participants attribuaient la dépendance à des traumatismes intergénérationnels et subis durant l'enfance, mais d'autres estimaient que la dépendance aux opioïdes pouvait survenir d'une manière imprévue notamment chez les personnes qui se font prescrire ces substances par leurs médecins pour soulager leur douleur et finissent par ne plus pouvoir s'en passer. Les participants étaient nombreux à penser que l'accès aux opioïdes était beaucoup trop facile et que les médecins en prescrivaient trop à

l'heure actuelle. De plus, certains croyaient que la criminalisation des drogues et la stigmatisation envers ceux qui en consomment n'avaient fait qu'empirer ce problème chez plusieurs personnes, en les dissuadant de suivre un traitement par crainte d'être poursuivies pour consommation de substances illégales. Un petit nombre de participants jugeaient que ce problème s'était aggravé au cours de la pandémie de COVID-19, à cause notamment de l'isolement et des problèmes de santé mentale vécus par de nombreux Canadiens ces dernières années.

Interrogés sur les industries et les secteurs les plus importants dans leurs collectivités locales, beaucoup de participants considéraient que le secteur de l'extraction minière et des ressources naturelles, plus précisément le charbon, le pétrole et le gaz, ainsi que l'industrie forestière étaient essentiels pour la région. D'autres voyaient l'agriculture, le secteur de la fabrication et le tourisme comme des moteurs clés de l'économie locale. Discutant des secteurs qui avaient le plus besoin de soutien du gouvernement du Canada, les participants ont nommé un éventail de domaines clés, dont les suivants :

- Le secteur forestier – Selon les participants, le gouvernement fédéral et la province devaient s'efforcer de planifier la santé des forêts, dans le but d'atténuer certains problèmes tels que la propagation de la dendroctone du pin et le risque de vastes feux de forêt dans la région;
- L'agriculture – Quelques-uns craignaient que des problèmes de chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale n'engendrent des pénuries alimentaires dans certaines collectivités. À la lumière de ce qui précède, les participants pensaient qu'une plus grande importance devrait être accordée à la production alimentaire locale et régionale, surtout dans le nord de la Colombie-Britannique, où il était possible d'accroître considérablement la capacité agricole;
- Le tourisme et l'hébergement – D'après certains, le secteur touristique avait beaucoup souffert des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et un soutien accru du fédéral visant à financer et à promouvoir les destinations touristiques du nord de la Colombie-Britannique pourrait grandement contribuer à le relancer.

Enfin, à propos des infrastructures, plusieurs participants estimaient qu'il était possible d'en faire plus pour entretenir et élargir le réseau routier nordique et pour réparer les édifices gouvernementaux vieillissants et les réseaux d'évacuation des collectivités (dont Prince George), les jugeant en mauvais état. D'autres ont proposé des projets, y compris la construction d'une raffinerie de pétrole dans le nord de la Colombie-Britannique, le prolongement des services ferroviaires vers des destinations éloignées (comme le port de Stewart) ainsi que des efforts accrus pour fournir du soutien fédéral aux collectivités individuelles afin que les dirigeants locaux puissent affecter ce financement aux besoins particuliers de leurs municipalités. Un petit nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour accroître la capacité manufacturière du nord de la Colombie-Britannique et que le Canada, de façon générale, devait accorder plus d'importance à la production intérieure qu'au commerce international.

### **Résidents du Yukon**

Les participants du groupe composé de résidents du Yukon ont pris part à une discussion portant sur les questions propres à leurs collectivités locales et à leur région, de façon plus générale.

Ils ont d'abord été invités à se prononcer sur la situation actuelle du logement dans leurs communautés. Beaucoup ont fait état d'une pénurie criante de logements, estimant que l'offre actuelle de logements était nettement insuffisante pour répondre aux besoins des résidents du territoire et que ce problème n'allait qu'empirer avec le temps. Quant aux logements disponibles, les participants avaient l'impression que leur prix avait augmenté de façon marquée dans les dernières années, et que ce problème touchait autant les acheteurs potentiels que les locataires. Ils pensaient également que les logements disponibles dans la région étaient pour la plupart en mauvais état et qu'il y avait peu d'options sécuritaires et abordables, en particulier pour ceux qui avaient de jeunes enfants.

Appelés à relever les changements dans la situation du logement au cours des dernières années, certains participants jugeaient qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre de gens qui avaient déménagé dans le territoire. Les participants ont fait expressément mention de grandes collectivités telles que Whitehorse, qui s'était considérablement développée en peu de temps. Cela avait fait augmenter encore plus les prix des logements et engendré une demande accrue sur le peu de logements disponibles. D'après quelques participants, la pénurie de logements abordables, surtout dans le marché locatif, avait été provoquée par des propriétaires individuels qui achetaient plusieurs habitations dans des collectivités, afin d'exercer un plus grand contrôle sur les prix au sein des marchés de l'habitation locaux.

Invités à dire qui était responsable du logement dans le territoire, la plupart estimaient que la principale responsabilité incombait au gouvernement du Yukon, moyennant une certaine collaboration des administrations municipales. Relativement au rôle du gouvernement fédéral sur ce plan, certains participants ont salué l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, y voyant une initiative récente utile, tandis que d'autres avaient l'impression que le gouvernement du Canada avait financé récemment plusieurs projets de construction de nouveaux logements dans la région.

Ils étaient nombreux à penser que le gouvernement du Canada pouvait aider à améliorer la situation du logement à l'échelle du territoire. Quelques-uns conseillaient au gouvernement fédéral d'investir davantage dans la construction de logements abordables; d'autres lui suggéraient de créer un programme de logement social, qu'il financerait et gérerait lui-même pour s'assurer que les prix des logements restent abordables. De rares participants recommandaient d'élargir la portée d'initiatives telles que l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, afin qu'un plus grand nombre de Canadiens puisse en bénéficier, et d'augmenter le seuil d'admissibilité à l'aide pour les personnes qui comptent acheter dans des marchés où les habitations sont particulièrement chères. Se loger était un droit humain fondamental selon les participants; d'après eux, le gouvernement fédéral devrait tout mettre en œuvre pour faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un logement sécuritaire et abordable.

Questionnés à propos des secteurs les plus importants dans leur région, les participants considéraient les domaines tels que l'extraction minière et de ressources, le tourisme et l'hébergement comme des moteurs commerciaux de premier plan dans leurs collectivités. Quelques-uns pensaient par ailleurs que la fonction publique (municipale, provinciale, territoriale et fédérale) était un important employeur à l'échelle du territoire. Une aide supplémentaire devait être fournie aux industries du tourisme et de l'hébergement d'après plusieurs participants, compte tenu des difficultés économiques qu'elles ont

éprouvées à cause de la pandémie de COVID-19. Un petit nombre de participants ont cité les programmes d'assistance sociale et les fonds destinés aux personnes et aux groupes vulnérables ainsi que le renforcement des capacités en matière de télécommunications parmi les domaines sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer davantage.

Interrogés sur les enjeux les plus importants au Yukon, les participants ont formulé plusieurs réponses, dont les suivantes :

- Le logement abordable – Plusieurs ont une fois de plus souligné le nombre insuffisant d'options de logement abordable dans la région à l'heure actuelle;
- Les infrastructures – Aux dires des participants, l'état de nombreuses routes laissait à désirer dans le nord, surtout en hiver, car plusieurs collectivités peinaient à les déneiger en raison de ressources et de matériel limités. De plus, beaucoup de bâtiments des collectivités (dont Whitehorse) étaient en mauvais état et des sommes supplémentaires devaient être allouées à leur rénovation ainsi qu'à la construction de nouveaux bâtiments dans la région;
- L'énergie – Selon certains, des progrès considérables avaient été réalisés quant au virage vers des énergies plus renouvelables ces dernières années, mais d'autres, beaucoup de gens dépendaient encore trop de sources d'énergies non renouvelables comme le pétrole et le gaz;
- La criminalité – Quelques participants avaient l'impression que le nombre de crimes contre les biens avait augmenté dans leurs régions au cours des dernières années. Cela était symptomatique d'enjeux plus systémiques tels que le manque de logements sécuritaires, les problèmes de dépendance et la prévalence accrue des troubles mentaux;
- La santé mentale – Plusieurs participants croyaient qu'il fallait investir nettement plus dans les soins de santé mentale. Beaucoup y voyaient un problème majeur, en particulier pour les jeunes membres de leur collectivité et les personnes dont la santé mentale avait été mise à rude preuve après deux ans à vivre avec la pandémie de COVID-19.

À la question visant à savoir s'ils pensaient que les pénuries de main-d'œuvre étaient actuellement un enjeu dans leur région, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Selon eux, beaucoup d'entreprises et de secteurs peinaient à recruter des gens talentueux pour travailler dans la région. Le manque de logements abordables à la disposition des personnes prêtes à déménager dans le territoire était de nouveau considéré comme un facteur contribuant à ce problème, qui avait, d'après plusieurs participants, découragé les travailleurs potentiels. Les bas salaires étaient aussi un enjeu d'après certains, car de nombreux employés potentiels estimaient que ça ne valait pas la peine de travailler pour la rémunération offerte actuellement. Quelques-uns proposaient au gouvernement fédéral et au Yukon de mettre en place des programmes d'acquisition des compétences à l'intention des jeunes du territoire, afin qu'ils disposent des compétences utiles nécessaires pour intégrer facilement le marché du travail à l'âge adulte. Nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de la mise en œuvre de programmes ou d'initiatives par le gouvernement fédéral pour corriger ce problème. Aucun d'entre eux n'a cité de mesures à cet égard.

En ce qui concerne l'industrie de la pêche au sein du territoire, très peu de participants avaient entendu quelque chose récemment au sujet des saumons du fleuve Yukon. Les rares participants qui

en avaient entendu parler se souvenaient que les quantités de saumons avaient diminué, mais peu d'autres détails ont été donnés à ce sujet. Pour faciliter la discussion, nous avons informé les participants que les réseaux fluviaux du Yukon où l'on trouvait habituellement de grandes quantités de saumons kéta avaient connu de forts déclinés tant en 2020 et qu'en 2021, alors que seulement près de 20 % du nombre attendu de saumons étaient revenus. Après avoir obtenu ces précisions, quelques autres participants ont affirmé avoir entendu parler de cet enjeu. Certains y voyaient une préoccupation importante, notamment pour les collectivités autochtones qui dépendaient de ces poissons pour se nourrir. Plusieurs participants, dont ceux qui n'étaient pas au courant de cet enjeu avant la discussion, s'inquiétaient de cette baisse marquée de la population de saumons. Concernant les causes possibles du problème, beaucoup rejetaient la faute sur les changements climatiques. D'autres pensaient que la surpêche dans la mer de Béring avait aussi contribué au problème. Même s'ils étaient peu nombreux à penser que ce problème les toucherait personnellement, certains se disaient préoccupés pour les résidents de ces collectivités, dont les Autochtones et les aînés, compte tenu de la place importante que la pêche occupait dans leurs vies (à des fins récréatives et de subsistance). Des participants craignaient l'impact de ce problème sur l'environnement de la région et ont avancé que le fort déclin d'une espèce pouvait causer des problèmes dans le reste de l'écosystème. À propos de ce qu'il faudrait faire pour corriger ce déclin, quelques participants recommandaient une interdiction complète de la pêche, afin de permettre le rétablissement naturel de la population de saumons à long terme. Selon d'autres, des programmes d'écloserie locaux axés sur le relâchement de jeunes alevins de saumon dans l'écosystème pouvaient être élargis afin d'aider à reconstituer ces populations. De plus, il a été mentionné que le gouvernement fédéral et le territoire devaient allouer plus de financement à la recherche des causes fondamentales du problème et collaborer avec leurs homologues américains (notamment l'Alaska) pour trouver une solution.

Pour ce qui est des besoins en infrastructures au sein du territoire, beaucoup de participants jugeaient qu'il fallait en faire davantage pour répondre aux besoins des populations grandissantes de nombreuses collectivités du Yukon. À Whitehorse plus particulièrement, les participants pensaient qu'un deuxième pont de banlieue pourrait aider à réduire la congestion routière entre la région de Riverdale et le centre-ville. Par ailleurs, quelques participants ont proposé de mettre en place un réseau de sentiers plus étendu dans la ville, pour les personnes souhaitant faire la navette à vélo durant la belle saison. Certains considéraient le phénomène croissant d'« étalement urbain » comme une préoccupation récente; ils avaient l'impression que la ville se développait de manière excentrique, mais que peu d'infrastructures reliaient les nouveaux projets domiciliaires au reste de la collectivité. Dans la même veine, les participants recommandaient à l'administration municipale et au gouvernement territorial de se concentrer dans l'avenir sur l'accroissement de la capacité en matière de transport en commun. Un petit nombre de participants croyaient que certains projets d'infrastructures à Whitehorse avaient bénéficié d'un soutien fédéral (notamment la reconstruction prévue de l'hôtel de ville), quoique très peu aient pu citer d'autres investissements fédéraux faits récemment dans les infrastructures de la région.

Invités à nommer des mesures récentes du gouvernement fédéral qui avaient eu un impact positif dans leurs collectivités, quelques participants avaient l'impression que le gouvernement du Canada avait largement financé le secteur minier du territoire. D'autres ont salué la distribution des vaccins de



COVID-19 aux collectivités du Yukon pendant la pandémie et estimaient que la gestion de ce processus avait été à la fois efficace et équitable.

Au sujet des changements climatiques, plusieurs participants étaient d'avis que le monde connaissait actuellement une urgence climatique. Il s'agissait selon eux d'une source considérable d'inquiétude pour l'avenir, compte tenu de la reprise actuelle des activités commerciales et industrielles après l'inactivité relative de nombreux secteurs au cours de la pandémie de COVID-19. À la question visant à savoir si le Yukon avait été touché par les changements climatiques, beaucoup de participants pensaient que oui. Plusieurs étaient d'avis que les régimes climatiques avaient changé et que les températures régionales avaient augmenté au cours des dernières décennies, en particulier en hiver. Un certain nombre de participants ont nommé les inondations découlant de la fonte des neiges et les feux de forêt en été parmi leurs principales préoccupations liées à l'impact des changements climatiques à court et à long terme. Quelques-uns avaient l'impression que les responsables municipaux et territoriaux avaient déjà pris des mesures pour atténuer ces risques, par exemple, en réalisant plus d'activités de renforcement avec des sacs de sable dans plusieurs collectivités en prévision de possibles inondations au printemps. Aucun participant ne se souvenait de mesures prises récemment sur ce plan par le gouvernement fédéral, tandis qu'un certain nombre de participants souhaitaient que ce dernier collabore davantage avec le gouvernement territorial à l'élaboration de stratégies à long terme qui abordent les préoccupations d'ordre climatique.

# Annexe A – Questionnaires de recrutement

# Questionnaire de recrutement, version anglaise

## **Privy Council Office Recruiting Script – March 2022 English Groups**

### **Recruitment Specifications Summary**

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST/EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Thurs., March 3 <sup>rd</sup>	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	Ottawa	General Population	DN
2	Tues., March 8 <sup>th</sup>	4:30-6:30 (EST)	5:30-7:30 (AST) 6:00-8:00 (NST)	Newfoundland	General Population	DN
4	Thurs., March 10 <sup>th</sup>	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	Ontario-U.S. Border Cities	Parents of Children Under 12	TBW
5	Tues., March 15 <sup>th</sup>	9:00-11:00 (EDT)	6:00-8:00 (MST)	Yukon	General Population	TBW
6	Wed., March 16 <sup>th</sup>	7:00-9:00 (EDT)	6:00-8:00 (CDT)	Rural Manitoba	General Population	TBW
8	Tues., March 22 <sup>nd</sup>	8:00-10:00 (EDT)	6:00-8:00 (MDT)	Calgary	Young Adults, aged 18-30	TBW
9	Wed., March 23 <sup>rd</sup>	9:00-11:00 (EDT)	6:00-8:00 (PDT) 7:00-9:00 (MDT)	Northern British Columbia	General Population	TBW
10	Thurs., March 24 <sup>th</sup>	6:00-8:00 (EDT)	6:00-8:00 (EDT)	Halton & Peel Regions	Financially Precarious	DN
11	Tues., March 29 <sup>th</sup>	8:00-10:00 (EDT)	6:00-8:00 (CST)	Major Centres Saskatchewan	Heavy Social Media Users	DN

## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**  
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a “round table” discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes      **CONTINUE**  
No        **THANK AND END**

**SCREENING QUESTIONS**

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	<b>THANK AND END</b>
A marketing, branding or advertising agency	<b>THANK AND END</b>
A magazine or newspaper	<b>THANK AND END</b>
A federal/provincial/territorial government department or agency	<b>THANK AND END</b>
A political party	<b>THANK AND END</b>
In public/media relations	<b>THANK AND END</b>
In radio/television	<b>THANK AND END</b>
No, none of the above	<b>CONTINUE</b>

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes      **THANK AND END**  
No        **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Ottawa	City includes: Ottawa.  <b>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 1</b>
Newfoundland	Cities could include (but are not limited to): St. John’s, Mount Pearl, Corner Brook, Conception Bay South, Paradise, Grand Falls-Windsor, Gander,	<b>CONTINUE – GROUP 2</b>

	<p>Torbay, Portugal Cove-St. Phillip's, Stephenville, Clarenville, Bay Roberts, Marystown, Deer Lake.</p> <p><b>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES. NO CITIES IN LABRADOR.</b></p>	
Ontario-U.S. Border Cities	<p>Cities could include (but are not limited to): Sault Ste. Marie, Fort Frances, Prescott, Kingston-Brockville-Ganonoque, Cornwall, Fort Erie, Niagara, Sarnia, Windsor.</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 4</b>
Yukon	<p>Cities could include (but are not limited to): Whitehorse, Dawson City.</p> <p><b>AIM FOR NO MORE THAN 4 FROM WHITEHORSE. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>
Rural Manitoba	<p>Rural = &lt;6,000 population</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Niverville, Neepawa, The Pas, Stonewall, Oakbank, Flin Flon, Altona, Swan River, Lorette.</p> <p><b>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 6</b>
Calgary	<p>City includes: Calgary.</p> <p><b>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 8</b>
Northern British Columbia	<p>Cities could include (but are not limited to): Prince George, Fort St. John, Terrace, Prince Rupert, Dawson Creek, Kitimat, Smithers.</p> <p><b>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 9</b>
Halton & Peel Regions	<p>Cities could include (but are not limited to): <u>Halton</u>: Burlington, Halton Hills, Milton, Oakville. <u>Peel</u>: Mississauga, Brampton and Caledon.</p>	<b>CONTINUE – GROUP 10</b>

	<b>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH REGION. NO MORE THAN 1 PER CITY/TOWN. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	
Major Centres Saskatchewan	Cities include: Saskatoon, Regina.  <b>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 11</b>

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.**

3. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you have any children under the age of 12?

Yes **CONTINUE TO Q3a**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Could you please tell me the ages of these children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

**ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP. ALL MUST HAVE AT LEAST 1 CHILD BETWEEN THE AGES OF 5 AND 11.**

4. **ASK ONLY IF GROUP 10** Which of the following best describes your financial situation?

I feel financially insecure all the time	<b>CONTINUE</b>
I feel financially insecure much of the time	
I feel financially secure some of the time	<b>THANK AND END</b>
I rarely or never feel financially insecure	

Don't know/Not sure	
---------------------	--

**ENSURE A GOOD MIX BY FINANCIAL INSECURITY.**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 10** How concerned are you that you might lose your job or your main source of employment income over the next year or two, whether as a result of layoffs, restructuring or some other reason that is out of your control?

- Very concerned **CONTINUE**
- Somewhat concerned **CONTINUE**
- Not that concerned **THANK AND END**
- Not concerned at all **THANK AND END**

5. **ASK ONLY IF GROUP 11** Which of the following statements describe your relationship with social media?

- I check my social media multiple times a day and post often **CONTINUE TO 5A**
- I check my social media multiple times a day and post occasionally **CONTINUE TO 5A**
- I regularly check my social media multiple times a day **CONTINUE TO 5A**
- I check my social media at least once a day **CONTINUE TO 5A**
- I check my social media a few times a week **THANK AND END**
- I don't check my social media often **THANK AND END**
- I don't have social media **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 11** Which of the following statements best describes how others interact with your social media

- I have a large following on social media who often comment on or share my posts
- I have a large following on social media who do not often comment on or share my posts
- I have a small/moderate following on social media who often comment on or share my posts
- I have a small/moderate following on social media who do not often comment on or share my posts
- THANK AND END**
- I do not have much of/any following on social media **THANK AND END**

**ENSURE A MIX OF TYPE OF FOLLOWING AND AMOUNT OF TIME SPENT ON AND POSITING ON SOCIAL MEDIA. SKEW TO THOSE WHO HAVE LARGE FOLLOWINGS WHO OFTEN/DO NOT OFTEN COMMENT/SHARE THEIR POSTS.**

6. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-24	<b>IF CALGARY = GROUP 8</b>
25-30	<b>ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE</b>
31-44	<b>IF CALGARY = THANK AND END</b>
45-54	<b>ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE</b>
55+	



<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>
--	----------------------

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.  
PARENTS IN GROUP 4 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).**

7. **[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	<b>CONTINUE</b>
Female	<b>CONTINUE</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.  
PARENTS IN GROUP 4 MAY SKEW FEMALE BUT TRY FOR A 50/50 SPLIT MALE/FEMALE.**

8. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**  
**ENSURE A GOOD MIX.**

9. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration

Real Estate and Rental and Leasing  
Retail Trade  
Transportation and Warehousing  
Utilities  
Wholesale Trade  
Unemployed  
Full Time Student  
Retired  
Other, please specify: \_\_\_\_\_

**CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.**

10. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

11. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**  
3-5 **CONTINUE**

12. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet  
Participant has a computer/webcam

13. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**  
No **CONTINUE**

14. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**  
3-5 **CONTINUE**

15. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of

any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

16. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes      **CONTINUE**  
No      **SKIP TO Q.20**

17. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**  
More than 6 months ago **CONTINUE**

18. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**  
5 or more groups **THANK AND END**

19. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION**

#### **ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less  
Some high school  
High school diploma or equivalent  
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma  
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma  
University certificate or diploma below bachelor's level  
Bachelor's degree  
Post graduate degree above bachelor's level  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

21. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

## INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes                      **CONTINUE**  
No                        **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

**Name:**

**Telephone Number:**

**E-mail Address:**

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_

**DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

# Questionnaire de recrutement, version française

**Bureau du Conseil privé**  
**Questionnaire de recrutement – mars 2022**  
**Groupes en français**

## Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

GROUPE	DATE	HEURE (HNE/HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	9 mars	18 h-20 (HNE)	18 h-20 h (HNE)	Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Aînés de 55 ans ou plus	M. Proulx
7	17 mars	18 h-20 h (HAE)	18 h-20 h (HAE)	Trois-Rivières	Parents d'enfants de moins de 12 ans	M. Proulx
12	30 mars	18 h-20 h (HAE)	18 h-20 h (HAE)	Grande région de Montréal (GRM)	Canadiens racisés	M. Proulx

Caractéristiques des groupes de discussion :

## Questionnaire de recrutement

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

### QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un magazine ou un journal  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Ces villes peuvent notamment comprendre : Alma, Dolbeau-Mistassini, Normandin, Roberval, Saguenay, Saint-Ambroise, Saint-Félicien, Saint-Honoré  <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE TROIS PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 3</b>
Trois-Rivières	Trois-Rivières  <b>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LES DITS CENTRES.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 7</b>
Grande région de Montréal (GRM)	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux.	<b>CONTINUER – GROUPE 12</b>



	<b>PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</b>	
Autre lieu	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.**

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Avez-vous des enfants qui ont moins de 12 ans?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

**RÉPONSE SPONTANÉE** Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Pourriez-vous me dire l'âge de ces enfants?

Enfant	Âge
1	
2	
3	
4	
5	

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DE L'ÂGE ET DU NOMBRE D'ENFANTS. TOUS LES PARTICIPANTS DOIVENT AVOIR AU MOINS UN ENFANT ÂGÉ DE 5 À 11 ANS.**

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 24	<b>+ RÉGION DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN = REMERCIER ET CONCLURE</b>
25 à 29	
30 à 39	
40 à 54	<b>TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER</b> <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.</b>
55 ans ou plus	<b>+ RÉGION DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN = GROUP 3 (AÎNÉS)</b>

	<b>TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Je préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**LES PARENTS DU GROUPE 7 POURRAIENT ÊTRE PLUS JEUNES (DANS LA TRENTAINE OU LA QUARANTAINE).**

6. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

**ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE. LES PARENTS DU GROUPE 7 POURRAIENT AVOIR TENDANCE À ÊTRE DES FEMMES, MAIS ESSAYER D'OBTENIR LA PARITÉ.**

7. Êtes-vous un étudiant international?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

**RÉPONSE SPONTANÉE** Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : \_\_\_\_\_

**CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. LES AÎNÉS DU GROUPE 3 POURRAIENT ÊTRE PLUS SOUVENT RETRAITÉS.**

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

**CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT**

**QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui     **CONTINUER**  
Non     **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**  
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**  
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

**TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

**CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES**

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc + **GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL = REMERCIER ET CONCLURE**

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)

Chinois

Noir

Latino-américain

Philippin

Arabe

Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

**LES CANADIENS RACIALISÉS DU GROUPE 12 NE SERONT PAS BLANCS.**

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

21. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

## INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui  
Non

**CONTINUER**  
**REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse courriel :**

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

## Annexe B – Guides de discussion

# Guide du modérateur, version anglaise

## MODERATOR'S GUIDE – March 2022 MASTER

### **INTRODUCTION (10 minutes)** All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

### **GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-30 minutes)** All Locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- Ottawa, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12, Yukon, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious, Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians What's the most recent information, if any, you've heard about the situation in Ukraine?
  - Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12, Yukon, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious To the best of your knowledge, what has the Government of Canada done in response to the crisis in Ukraine?
    - Calgary Young Adults, Northern British Columbia What have you heard, seen or read recently about Ukrainian refugees?
    - Halton and Peel Regions Financially Precarious What have you heard, seen or read recently about Ukrainians fleeing their country?
  - Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious What is Ukraine requesting Canada to do? Have you heard about any requests from the government of Ukraine?
    - What are your thoughts on these requests?
  - Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious Do you feel personally impacted by this crisis? If yes, in what ways?
  - Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious In your opinion, what are some of the long-term impacts of this crisis? What do you expect to see happen?



- Yukon, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious Is there more the federal government should do in response to the crisis?
- Northern British Columbia What have you seen, read or heard about recent developments related to the Coastal Gaslink Project?

Northern British Columbia CLARIFY AS NECESSARY: Coastal GasLink will deliver natural gas from the Dawson Creek area to a facility near Kitimat, where it will then be converted to a liquefied state – also known as liquefied natural gas (LNG), and then exported to global markets.

- Northern British Columbia PROMPT AS NEEDED: Have you heard about activists advocating banks like RBC stop investing in the project?
  - What is the federal government’s role, if any, in all this?
- Northern British Columbia What would you like to see happen with respect to this project?
- Northern British Columbia Has anyone heard about Prince Rupert Port seeking to double capacity with a second container terminal?

**Northern British Columbia CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

According to the Prince Rupert Port Authority (PRPA), potentially adding a new container terminal to the Prince Rupert port will significantly increase trade capacity with Asia-pacific markets.

Under a new agreement between PRPA and DP World (a multinational logistics company whose specialties include cargo logistics and port terminal operations), the two partners will engage in numerous studies on the proposed site. These studies will focus on minimizing environmental and community impact, improving the resilience of Canadian supply chains, and ensuring the project’s full integration into the Port’s intermodal ecosystem.

- Northern British Columbia What do you think about this?
  - What impact do you think a second container terminal would have?
  - Is this something you’d like to see the federal government supporting?
- Greater Montreal Area Racialized Canadians PROMPT AS NEEDED: Have you about the Government of Canada’s recent announcement of its Emissions Reduction Plan?
  - IF YES: What have you heard? What do you think about this?

**CONVOY/EMERGENCIES ACT (40-55 minutes) Ottawa, Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12**

- What comes to mind when you think of the trucker convoy? What are your thoughts on these protests?
  - Were you personally affected by the protests in Ottawa? How so?
  - Other than personal impacts, how do you think the convoy impacts the greater Ottawa community?
  - Did you change/have you changed your views on the protests since they first began?
    - IF YES: At what point and what made you change your mind about them?
- **Ottawa** As I'm sure you're aware, there are a lot of protests in Ottawa. Was this one different? What makes you say that?
- **Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12** Were these protests like any other protests that you have seen? How so?
- Overall, how would you describe what happened?
  - What caused it to happen in the first place?
  - And what happened while they were in [Ottawa/in your area]?
    - **Ottawa** Did the behaviour of those participating change over time, or was their behaviour generally consistent throughout?
      - **Ottawa** IF IT CHANGED: In what ways did their behaviour change?
  - What caused them to eventually leave?
- What does the future hold for the trucker convoy protest?
  - Does anyone think they could come back?
    - IF YES: What do you expect that would look like?
- Who do you think [is/was] primarily responsible for dealing with this protest? What makes you say that?
  - *NOTE TO MODERATOR: IF THEY SAY GOVERNMENT, CLARIFY WHICH LEVEL. IF THEY SAY POLICE, CLARIFY WHICH POLICE FORCE(S).*
- **Ottawa** How did the Ottawa municipal government and the Ottawa Police Service each handle the situation?
  - Do you think they each did everything they could? What makes you say that?
  - What if anything, did they each do well?
  - What, if anything, could they each have done better?
  - Do you think the Ottawa Police Service could have resolved the situation if the Government of Canada had not invoked the Emergencies Act? What makes you say that?
- Now let's focus on the Government of Ontario and the Ontario Provincial Police (OPP). How do you think they did/performed?
  - **Ottawa** What if anything, did they each do well?

- **Ottawa** What, if anything, could they each have done better?
- **Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12** Do you think the OPP and your local police could have resolved the situation if the Government of Canada had not invoked the Emergencies Act? What makes you say that?
- And now thinking about how the Government of Canada responded, how do you think they did/performed?
  - **Ottawa** What if anything, did they each do well?
  - **Ottawa** What, if anything, could they have done better?
- **Ottawa** Do you think the Government of Canada took action too quickly, too slowly, or was their reaction about right?
- Do you think the federal government should have invoked the Emergencies Act, or not? What makes you say that?
- To the best of your knowledge, did anything change in the response to the protests after the Emergencies Act was implemented?
  - IF YES: How so?
- **Ottawa** Just to refresh your memory a bit, the Government of Canada revoked the use of the Emergencies Act on February 23, a few days after police cleared demonstrators and vehicles from downtown Ottawa. What do you think about the Government of Canada revoking the Act?
- **Ottawa** Do you feel like there's still a risk of participants returning to downtown Ottawa and resuming activities, or do you feel like this situation is generally resolved now?
- Is there anything the federal government should have done differently to address the convoy situation?
- Do you think there will be any long-term impacts on the city of Ottawa as a result of the convoy?
- **Ottawa** What can be improved so that the City of Ottawa is better prepared in the event of similar types of events occurring in the future?

**LOCAL ISSUES (20-50 minutes)** **Ottawa, Newfoundland, Yukon, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious**

- **Trois-Rivières Parents of Children under 12** Thinking about Trois-Rivières, what are some of the biggest issues and concerns? [PROMPT AS NECESSARY: What about the pyrrhotite issue?]

- FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT.
- **Trois-Rivières Parents of Children under 12** What about labour shortages? Are labour shortages a big issue in your community? If yes, why is it important? What's causing them?
  - Is this a new problem?
  - Has the federal government done anything to impact labour shortages? What could help address labour shortages?
- **Calgary Young Adults** Thinking about Calgary, what are some of the biggest issues and concerns?
  - FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT
  - IF NOT MENTIONED: What about housing? Is this an important issue? What are the biggest challenges in housing in your area? What would you like to see happen? What has the federal government done for housing?
  - IF NOT MENTIONED: What about opioid addiction? How big of a problem is opioid addiction in Calgary?
    - What are some of the causes of opioid addiction?
    - Who or what is most responsible for the current opioid problem? (e.g., drug companies making unsafe products, doctors not prescribing properly, people making poor decisions, or something else?)
    - What would you like to see the federal government do to help address the problem of opioid addiction?
- **Northern British Columbia** Thinking about Northern BC, what are some of the biggest issues and concerns?
  - FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT
  - IF NOT MENTIONED: What are the biggest concerns with housing? What are the biggest challenges with housing in your area? What would you like to see happen? What has the federal government done for housing?
    - Is homelessness a big problem in northern BC? What are the main causes? What role does the federal government have in addressing homelessness?
  - IF NOT MENTIONED: What about opioid addiction? How big of a problem is opioid addiction in Northern BC?
    - What are some of the causes of opioid addiction?
    - Who or what is most responsible for the current opioid problem? (e.g., drug companies making unsafe products, doctors not prescribing properly, mental illness, or something else?)
    - What would you like to see the federal government do to help address the problem of opioid addiction?

- **Halton and Peel Regions Financially Precarious** Thinking about the Halton/Peel region, what are some of the biggest issues and concerns?
  - FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT

**Ottawa, Newfoundland, Rural Manitoba** Now I'd like to focus on your local community.

- What are the most important sectors and industries [for your local community/in the Yukon]?
- Which local sectors and industries do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?
  - **Ottawa, Newfoundland, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious** *NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support this sector? What else can the Government of Canada do to support these sectors?*
  - **Yukon** Why?
  - **Yukon** IF NOT MENTIONED: What about the tourism industry?
  - **Yukon** What are the most important local issues in Yukon?
    - FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT
- **Ottawa** What are the most important infrastructure projects in Ottawa that you think the Government of Canada should support?
  - PROMPT AS NEEDED: Are you aware of any involvement by the Government of Canada in light rail transit (LRT) here?
    - IF YES: What has the Government of Canada done?

**Newfoundland** *PROBE SPECIFICALLY ON FISHERIES.*

- IF NOT YET MENTIONED: What about the fishing industry, how important is this industry in Newfoundland?
- **Newfoundland** Compared to the other top industries mentioned, does the fishing industry generally have a larger or smaller impact on your community? Why do you say that?
- **Newfoundland** Is anyone here personally impacted by or involved in the fishing industry? How so?
- **Newfoundland** What are the biggest issues with the fishing industry today?
- **Newfoundland** What role does the federal government have, if any, in the fishing industry in Newfoundland?

- **Newfoundland** How well has the federal government performed this role? What has the government done, if anything, to support this sector? Do you think the government of Canada understands Newfoundland fisheries issues?
- **Newfoundland** How familiar is everyone with the Department of Fisheries and Oceans, also known as DFO?

**Newfoundland** CLARIFY AS NECESSARY: Fisheries and Oceans Canada (DFO) is the federal institution responsible for safeguarding our waters and managing Canada's fisheries and oceans resources. They help to ensure healthy and sustainable aquatic ecosystems through habitat protection and sound science. They support economic growth in the marine and fisheries sectors, and innovation in areas such as aquaculture and biotechnology.

- What do you know about the DFO? Have you ever heard of any work they've done?

**Newfoundland** *PROBE SPECIFICALLY ON OIL AND GAS.*

- IF NOT YET MENTIONED: And what about oil and gas, how important is this industry in Newfoundland?
- **Newfoundland** Compared to the other top industries mentioned, does the oil and gas industry generally have a larger or smaller impact on your community? Why do you say that?
- **Newfoundland** Is anyone here personally impacted by or involved in the oil and gas industry? How so?
- **Newfoundland** What do you think are the biggest issues with the oil and gas industry today? What impacts do these issues have on you?
- **Newfoundland** What is the federal government's role in the oil and gas industry? What has the federal government done that has impacted the oil and gas sector? How do you feel about this?
- **Newfoundland** Do you think the government of Canada understands the oil and gas sector in Newfoundland? Why do you say that?
- **Newfoundland** Has anyone heard of any oil and gas projects in Newfoundland? If yes, which one(s)? What're your thoughts on this project?

**Newfoundland** *PROBE SPECIFICALLY ON BAY DU NORD DEVELOPMENT PROJECT.*

- Has anyone heard anything about the proposed Bay du Nord Development project? What have you heard?

**Newfoundland** CLARIFY AS NECESSARY: Equinor is proposing to install and operate a floating offshore oil and gas production facility in the Flemish Pass, approximately 500 kilometres east of St. John's, Newfoundland and Labrador, in the Atlantic Ocean. As proposed, the Bay du Nord Development Project would be in operation for approximately 30 years, with the potential for additional wells and tie-backs to the production facility.

- **Newfoundland** Do you know what the federal government's position is on the project? What is it?
- **Newfoundland** What might be some benefits of the project if it goes ahead?
- **Newfoundland** What might be some of the downsides?
- **Newfoundland** The project is currently going through an Environmental Assessment to determine if the project will be approved to move forward. How do you think the federal government should approach the situation if the assessment suggests the project would pose significant risks to the local environment?
- **Yukon** Thinking specifically about labour shortages, is this an important issue? Why/why not? What impacts do labour shortages have, if any, in Yukon?
  - If it is a problem, what are the causes? What needs to be done?
  - What has the federal government done to address this issue?
- **Yukon** Thinking specifically about opioid addiction, how big of an issue is this in Yukon? What about in your community specifically?
  - What are some of the causes of opioid addiction? Who is most likely to be impacted by opioids?
  - What needs to be done? What are the solutions to help?
  - Has the federal government done anything to address this issue?
- **Yukon** Thinking specifically about the fishing industry, has anyone heard any news about salmon in the Yukon River?
  - PROMPT ON SALMON SHORTAGE: In Yukon, river systems that usually see dependably high volumes of chum salmon experienced significant declines in both 2020 and 2021 (around 20% of the normal numbers of fish returned).
    - How familiar are you with this issue?
    - How big of an issue is this? What are you most concerned about, if anything?
    - What could be causing this?
    - Is this a new problem? Or, has this been getting worse over time?
    - Have you felt any of the impacts? Has it had any impacts on your lifestyle or diets?

- What impacts has this had on Yukon? Who is most likely to be impacted by this?
  - What should be done? Are there local solutions to help address this shortage?
  - What would you like to see the federal government do to help?
- **Yukon** And what does Yukon need in terms of infrastructure?
  - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
  - Are you aware of any investments the federal government has made in infrastructure in Yukon in recent years?
- **Yukon** Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact in Yukon?
- **Yukon** Have they done anything that you think will have a negative impact?
- **Rural Manitoba** Now, thinking about rural Manitoba overall, what are some of the biggest issues and concerns?
  - FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT.
- **Rural Manitoba** What about broadband? Is accessing reliable high-speed Internet an important issue in Manitoba or in your local community? Why/why not?
  - Have you heard anything about the federal government investing in infrastructure or projects to help increase broadband services?
- **Rural Manitoba** PROMPT AS NECESSARY: Has anyone heard about the Government of Canada's plan to invest \$41 million to bring improved Internet speeds to 93 communities in rural Manitoba? Does this sound familiar?
  - Is this something that will benefit your community? Why/why not?
  - What else would you like to see the government do?
- **Rural Manitoba** And what does rural Manitoba need in terms of infrastructure? What are the most important infrastructure projects in or near your community that you think the Government of Canada should support?
  - What are the biggest concerns/challenges?
  - Are you aware of any investments the federal government has made in infrastructure in Manitoba in recent years?
- **Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious** And what does [Trois-Rivières/Calgary/Northern BC/the Halton/Peel Region] need in terms of infrastructure? What are the most important infrastructure projects in or near your community that you think the Government of Canada should support?



- Are you aware of any investments the federal government has made in infrastructure in [Trois-Rivières/Calgary/Northern BC/ the Halton/Peel Region] in recent years?
  - **Trois-Rivières Parents of Children under 12** PROMPT AS NECESSARY: What about the High Frequency Rail?

**NET-ZERO OIL (15-20 minutes)** **Ottawa, Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12**

- Do you feel that the world is currently experiencing a climate emergency, or not? What makes you say that?
- Have you ever heard of the term “net-zero oil”? What do you think this means?

CLARIFY AS NECESSARY:

Net-zero oil refers to oil extraction projects that completely negate any greenhouse gas emissions experienced in the extraction process, through reducing emissions and/or implementing methods to absorb carbon dioxide from the atmosphere to offset any remaining emissions.

- Do you think it is realistically possible for the oil industry to move towards more net-zero oil projects in the future, assuming they want to?
  - **Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors** Why do you say that?
- If oil companies were able to reach net-zero emissions, do you think that would make a significant difference in helping Canada reach its emissions targets in the future, or not? What makes you say that?
- Recently, gasoline prices in Canada have been very high, partially in response to conflict in Eastern Europe risking international oil markets. Do these recent developments change how you think Canada should manage its own oil production?

**COVID-19 OUTLOOK (10-45 minutes)** **Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians**

- **Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12** When it comes to how the Government of Canada has performed throughout the pandemic, what are some things you think they have been doing well?
  - What makes you say that?
  - What could they be doing better?

- Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
  - Please explain.
- Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 **POLL:** Please type in one word that describes how you feel about the current restrictions in place in your region? [PROMPT AS NECESSARY: Why did you choose that word?]
  - Should they be lifted? Should more things be opened up?
  - Should they be more restricted?
- Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Trois-Rivières Parents of Children under 12 Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse in the near term or is the worst behind us?
- Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Trois-Rivières Parents of Children under 12 And thinking ahead to a year from now, do you think we'll no longer be in a pandemic, or do you think COVID-19 will still be an issue?
  - Newfoundland, Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 IF STILL AN ISSUE: Assuming COVID-19 is still an issue a year from now, what do you think daily life will be like? For example, mostly back to normal? Restrictions implemented whenever case counts climb? Something else?
- Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 Have any of you gotten a third dose of a COVID-19 vaccine? (SHOW OF HANDS)
  - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get a third dose? (SHOW OF HANDS)

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN THIRD DOSE OR MADE AN APPOINTMENT:

- Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 What made you decide to get a third dose?

FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN THIRD DOSE OR MADE AN APPOINTMENT:

- Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 Are there questions about COVID-19 vaccines in general or about the third dose specifically that you would like answers to?
- Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 What other information do you need to help you decide about getting a third dose?
- Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12 In 2020 public health measures such as handwashing, mask-wearing and social distancing were

introduced to help control the spread of COVID-19. What kind of impact do you think these public health measures have had?

- **Rural Manitoba** Generally, how do you feel about vaccine mandates? Are they generally helpful or harmful tools?
  - Which activities, if any, should require proof of vaccination? (IF NEEDED: Should it be required for things like travel or attending a public event?)
    - Why do you feel this way?
  - Are there any activities that should not have a vaccine requirement? Which? Why?
  - Has your opinion on vaccine mandates ever changed? If yes, what changed your mind?
- **Rural Manitoba** Have you heard anything about the protests against vaccine mandates that took place in various parts of the country in February 2022? (CLARIFY AS NECESSARY: The trucker convoy).
  - What have you heard?
  - What are your thoughts on these protests?
  - Did your opinion on the convoy ever change in any way? If yes, what caused your opinions to change?
  - What impacts did these protests have?
  - Do you think the protests could start again?
  - Have you heard anything about how the Government of Canada has responded?
    - IF NOT MENTIONED: Did you hear about the Government of Canada invoking the Emergencies Act? What did you hear? How do you feel about this measure being used?
  - How do you think the Government of Canada should have responded?
- **Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians** How worried are you about the spread of COVID?
- **Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians** Do you feel like things are back to “normal”?
  - Are you behaving differently when around others compared to before the pandemic? How so?
- **Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians** Does whether or not someone else is vaccinated affect how you interact with them or how comfortable you are around them?
  - How about if someone is only partially vaccinated with no booster shot?

**HOUSING (15 minutes) Newfoundland**

Now I'd like to shift away from COVID-19 and talk about some issues in Newfoundland...

- What is the housing market like in Newfoundland?
  - What are the biggest challenges in housing in this province? (e.g., affordability, quality, supply?)
- How easy or difficult would you say it is to find affordable housing in your region?
- Are you aware of anything the Government of Canada has done to help with the housing situation in Newfoundland?
  - What has the Government of Canada done?
- What would you like to see the federal government do to help improve housing in your area?
- The federal government is introducing a tax on foreign-owned homes that sit empty for most of the year. What impact would a measure like that have in Newfoundland?

**SENIORS ISSUES (30 minutes) Saguenay and Lac-St-Jean Seniors**

Now I'd like to focus on another topic.

- What is the most important issue for you personally that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing seniors more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?
- Have you heard anything the Government of Canada has done recently to support seniors?
- Would you say the government is generally on the right track with seniors? Why/why not? What would put them on the right track?
- Where do you normally hear about news first?
  - And now thinking about Government of Canada information in general, including policies it implements or measures it implements: do you actively seek out this kind of information?
    - IF YES: Where do you seek it out?
- Overall, do you feel that the Government of Canada makes an effort to reach out to seniors? Do you feel they prioritize seniors when making decisions? Why or why not?
  - What could the Government of Canada do to more effectively connect with seniors?

- Have you heard anything recently about the federal government changes to the guaranteed income supplement? What have you heard?
- Do you expect any changes to it in the future?
- Should the federal government prioritize increasing the GIS as a way to help seniors as the economy recovers?

**FIREARMS (10 minutes)** Saguenay and Lac-St-Jean Seniors, Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians

- Has anyone heard anything the federal government has done recently related to firearm ownership in Canada?
- Have you heard about the Government of Canada's plan to ban assault-style rifles and buy back any of these weapons that are already owned by Canadians?
  - Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians In general, do you support or oppose this ban on assault-style firearms?
  - Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians Do you feel it should be mandatory for these guns to be turned in if they were owned prior to the ban being implemented?
- Saguenay and Lac-St-Jean Seniors What are your thoughts on the ban? Why do you say that?
- Is there anything else the federal government should be doing in relation to firearms ownership in Canada?

**CHILD CARE (20 minutes)** Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12

I'd now like to talk about child care...

- What is the biggest challenge with child care in Ontario?
- Do any of you have kids in child care? (SHOW OF HANDS)
  - How much does it cost you?
  - How easy or difficult was it to find and secure a spot?
- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada and child care?
  - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard about any agreements between the Government of Canada and individual provinces and territories?

- Have you heard anything about negotiations around childcare between Ontario and the Government of Canada?

CLARIFY AS NEEDED: The Government of Canada has recently negotiated with provinces and territories to set up \$10/day childcare systems across the country. Ontario is now the only province without an agreement in place.

- To the best of your knowledge, why hasn't a deal been reached in Ontario so far?
- How do you feel about no agreement being in place between the federal government and Ontario?
- Other than reaching \$10/day childcare costs in Ontario, are there other childcare priorities governments should be addressing?

**RABIES (15 minutes) Ontario-U.S. Border Cities Parents of Children under 12**

Moving on to our final topic, I'd like to ask you some questions about any pets you may have.

Specifically, we are looking for individuals who have dogs. (SHOW OF HANDS)

- How long have you had your dog? Where did you get your dog? (PROBE: Breeder, dog rescue organization, other)

FOR THOSE WHO SAY "RESCUE":

- Do you recall the name of the organization?
- How did you select the rescue organization? What questions or research did you do on the organization before adopting?

IF RESCUE ORGANIZATIONS ARE NOT MENTIONED: As you may know, there are pet rescue organizations that are dedicated to taking unwanted, abandoned, abused or stray pets to try to find suitable homes for them.

- Would you think that a dog rescue organization operates as a charity or not-for-profit organization, or do you think some pet rescue organizations might be for-profit corporations? (SHOW OF HANDS)

I would now like to talk about a serious disease that affects dogs – Rabies. For your information:

**SHOW ON SCREEN**

Rabies is a viral disease that affects the central nervous system of mammals (dogs, cats, foxes etc.), including humans. The **rabies virus** is particularly present in the saliva and brain of infected animals, most commonly dogs, and is transmitted by a bite.

In Canada, rabies is found in wildlife such skunks, foxes, raccoons, and bats, however Canada does not have Canine rabies, which is rabies in dogs.

- How concerned are you about canine rabies getting into Canada? Would you be concerned about the risk to you or your family if a case of canine rabies was found in Canada?
- Specifically thinking about dogs coming into Canada from other countries, whose responsibility do you think it is to ensure dogs are rabies-free?

#### SHOW ON SCREEN

The Canadian Food Inspection Agency (CFIA) carries out programs related to animal health and production to guard against the entry of foreign animal diseases and to prevent the spread of certain domestic animal diseases. However, the importer of animals is responsible for ensuring the proper tests and paperwork have been submitted before bringing the animal into Canada.

Globally, rabies remains a very dangerous disease and it kills more than 50,000 people a year, 40% of those are in children. It is prevalent in many other countries and dogs from those countries represent a risk to animal and human health. Over a hundred countries have endemic canine-variant rabies.

- Some countries such as the United States have banned the import of dogs from countries where rabies is not controlled.
- What would you think if the Government of Canada implemented a similar policy to better protect human health and the health of the dogs already in Canada?
- What if the requirements reduced the number of dogs available for import into Canada?
- Would you support or oppose this policy? Please expand on your answer.

**BUDGET 2022 (10-15 minutes)** Yukon, Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions Financially Precarious

I'd like to talk to you about the next federal budget...

- What do you expect the next federal budget will focus on?
- What do you think the next federal budget should focus on?

- **Rural Manitoba, Trois-Rivières Parents of Children under 12, Calgary Young Adults** Thinking back to previous years, do you remember anything that the federal government announced in past budgets? (ONLY IF SILENT: Any investments, themes, priorities, anything from any past budgets that you can remember?)

**NORTHERN HOUSING (20 minutes) Yukon**

- What is the housing situation like in Yukon?
  - What are the biggest challenges in housing? (PROMPT AS NECESSARY: affordability, quality, supply)
- Have there been any changes in the housing situation over the past several years?
- Who is responsible for housing? (e.g., municipal, territorial, federal)
- Are you aware of anything the Government of Canada has done to help with the housing situation in Yukon? What has the Government of Canada done?
- What would you like to see the Government of Canada do to help housing?

**ENVIRONMENT (20 minutes) Yukon**

- Do you feel that the world is currently experiencing a climate emergency, or not? What makes you say that?
- How has Yukon been impacted by climate change, if at all?
- What are your main concerns about the environment and climate change?
  - How concerned are you about natural disasters in Yukon (like floods or fires)? Which are you most concerned with (floods, fires, or other)?
  - Have you personally done anything to try and prepare for natural disasters? If yes, what have you done?
  - Has your territorial or local government done anything to help prepare?
  - Has the federal government done anything to help prepare for natural disasters? What would you like to see, or what support do you think is needed?

**COVID-19 VACCINE FOR CHILDREN (15 minutes) Trois-Rivières Parents of Children under 12**

Now I'd like to focus on COVID-19 vaccination...

As you may be aware, Health Canada has approved vaccines made for children 5 to 11 years old.



- Have any of you talked to your kids about it?
- Have any of you gotten your kids under 12 vaccinated? (SHOW OF HANDS)
  - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get your kids vaccinated? (SHOW OF HANDS)

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get your kids vaccinated?

FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What are the factors that will influence your decision on whether or not to get your kids vaccinated?
- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?

**UKRAINIANS (15 minutes)** Calgary Young Adults, Northern British Columbia, Halton and Peel Regions  
Financially Precarious, Greater Montreal Area Racialized Canadians

- Do you think Canada is currently ready to accommodate an influx of Ukrainians who have fled their country? Why or why not? What about in your community?
- Do you have any concerns about welcoming Ukrainians?
  - IF NOT MENTIONED: What about with housing?
- What, if anything, do you think would need to happen in order for Canada to accommodate Ukrainians? What would success look like? What do you think we would need to consider and plan for? What about in your community?
- Do you consider your community a welcoming place? Why or why not?
- The Government of Canada has announced the Canada-Ukraine authorization for emergency travel. Have any of you heard of this?

**CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

The Government of Canada created the Canada-Ukraine authorization for emergency travel (CUAET) to help Ukrainians and their family members come to Canada as quickly as possible and to provide them with the ability to work and study while in Canada.

For Ukrainian nationals outside Canada, the CUAET gives them a visitor visa to come to Canada temporarily, until it is safe to return to Ukraine. This visitor visa also gives them the option to apply for a work permit at the same time or to be given status as a student if they are under 18 and want

to study in Canada. They can stay in Canada for up to 3 years at a time or until their passport expires. When their status in Canada is about to expire, they will need to apply to extend their stay.

- Do you support or oppose this plan? Why is that?
  - How do you think this will impact Canada? Your community?
- What supports do you think are important to help Ukrainians after they arrive?
- Would you be interested in volunteering to support incoming Ukrainians? If yes, in which ways?

**YOUTH ISSUES (25 minutes) Calgary Young Adults**

- Have you heard anything the Government of Canada has done recently to support young Canadians?
  - PROMPT AS NECESSARY: How about things the Government has done to help young Canadians financially during COVID?
- Where do you normally hear about news first?
  - What about news related to COVID-19 – what are your main sources of information?
    - In terms of COVID-19, do you actively seek out new information about it?
  - And now thinking about Government of Canada information in general (not just related to COVID-19), including policies or measures it implements: do you actively seek out this kind of information?
    - IF YES: Where do you seek it out?
- Have you seen any advertising from the Government of Canada recently?
  - IF YES: What was the topic of the advertisement? Where did you see it?
- Overall, do you feel that the Government of Canada makes an effort to reach out to young Canadians? Do you feel they prioritize youth when making decisions? Why or why not?
  - What could the Government of Canada do to more effectively reach out to young Canadians?
- What is the most important issue for you that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing young people more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?

**RECONCILIATION (10 minutes) Northern British Columbia**

- What comes to mind when you hear the word “reconciliation”?

- How important is reconciliation with Indigenous peoples?
- Have you heard anything the Government of Canada has done to address reconciliation?
  - What has the federal government done well on reconciliation with Indigenous peoples?
  - What are a few areas the federal government could improve on?
- Thinking back over the past decade, do you feel like the Government of Canada has moved in the right direction on reconciliation, or not?
- What kind of actions would you expect from a government that is serious about addressing reconciliation?

### **HOME RENTING (30 MINUTES) Halton and Peel Regions Financially Precarious**

Now I'd like to focus on housing...

- Do you currently rent the place you are living in?
- In general, how easy or difficult would you say it is to find affordable rental accommodations in your region? What makes you say that?
- Here are some things the Government of Canada could do to help make housing more affordable:

#### **SHOW ON SCREEN**

- *Affordable Housing Innovation Fund*: Funding for unique ideas and innovative building techniques that revolutionize the affordable housing sector.
- *Federal Lands Initiative*: Use of surplus federal lands and buildings to create affordable, sustainable, accessible and socially inclusive developments.
- *First-Time Home Buyer Incentive*: A program that allows one to borrow 5 or 10% of the purchase price of a home to put toward a down payment. The program recipient pays back the same percentage of the value of the home when selling it or within a 25-year window.
- *Housing Accelerator Fund*: Funding available to municipalities to increase the housing supply in Canada's largest cities through measures such as inclusionary zoning, increased densification, reductions in construction approval timelines and the rapid development of vacant or underused lands.
- *National Housing Co-Investment Fund – New Construction Stream*: Low-cost repayable loans and forgivable loans for building new affordable housing shelters, transitional and supportive housing.
- *Rental Construction Financing*: Low-cost loans encouraging the construction of sustainable rental apartment projects across Canada.

- **POLL:** Now I'd like you to select any that you think stand out as being a really good initiative. Again, you can select all of them, none of them, or anywhere in between.
  - Affordable Housing Innovation Fund
  - Federal Lands Initiative
  - First-Time Home Buyer Incentive
  - Housing Accelerator Fund
  - National Housing Co-Investment Fund – New Construction Stream
  - Rental Construction Financing

*MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS*

- Is there anything that stands out as either confusing or a cause for concern? What makes you say that?

I'd like to focus on the First-Time Home Buyer Incentive, but I want to get your thoughts on a variation of this:

- What if there were a First-Time Home Buyer Incentive specifically for young, single Canadians to help them buy their first homes?
  - What do you think of that approach? Do you think it would be helpful? What makes you say that?
  - What would you expect to see in such an incentive?

**NEWS SOURCES (5 minutes) Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users**

- What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family)
  - IF NOT MENTIONED: How many use social media to get news?
    - Which platforms do you typically use?
- Are there any social media platforms that are more or less reliable for news? If yes, which ones?

**GOVERNMENT OF CANADA PRIORITIES AND PERFORMANCE (15 minutes) Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians**

- In your opinion, what are the top issues the federal government should be prioritizing?
- What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- What work, if any, is the federal government planning to do on these files?

- On these priorities, is the Government of Canada generally on the right track or wrong track? Why?
  - For those who say they are on the wrong track, what could the Government of Canada do to get on the right track?
- Now thinking more generally, what issues is the federal government prioritizing?
  - IF DIFFERENT: What news have you heard on these priorities?

**HEALTHCARE PRIORITY AREAS (35 minutes)** Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users, Greater Montreal Area Racialized Canadians

Thinking now specifically about healthcare priorities...

- What are the biggest challenges facing healthcare in your area?
- Has anyone heard about any recent commitments or announcements made by the Government of Canada on healthcare?

**SHOW ON SCREEN**

The Government of Canada recently announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
- (2) increasing access to family health services;
- (3) improving long term care and home care;
- (4) addressing mental health and substance use; and
- (5) modernizing health data management and virtual care.

- What are your initial reactions when you see this priority list?
- Are there any priorities listed that you think are particularly important?
- Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?

FOR EACH OF THE FIVE PRIORITIES, ASK ALL QUESTIONS BELOW:

- What types of policies or investments would you expect to see addressing this priority?
  - Are there any questions you would like to have answered on this priority?
  - Is this something you think will have a positive impact? Will it impact you directly?
- Most of the direct management of healthcare systems is the responsibility of provincial governments, even though a significant portion of healthcare funding is transferred to provinces from the Government of Canada. Should the Government of Canada be able to set priorities for the money they provide to provinces or should provinces be able to spend this money however they choose? What makes you say that?
- Thinking back to the list of 5 federal priorities, how would you feel if the Government of Canada said the money they provide to provinces for healthcare needs to be spent on these items?

- Are there some priorities that you would want the federal government to insist get more funding?
- Are there some priorities from this list that you think should be up to the provinces?

**CONVOY (15 minutes) Major Centres Saskatchewan Heavy Social Media Users**

- What have you heard about the protests against vaccine mandates that took place in various parts of the country in February 2022? (CLARIFY IF NEEDED: The trucker convoy)
  - Was anyone following these protests? Where were you getting news on the protests (social media, TV news)?
  - What were these protests about?
  - Is this an ongoing issue or is it mostly over? Do you think the protests could start again?
- What are your thoughts on these protests?
  - Has your opinion on the convoy ever changed in any way?
    - IF YES: What caused your opinions to change?
- What impacts did these protests have?
- Have you heard anything about how the Government of Canada has responded?
  - IF NOT MENTIONED: Did you hear about the Government of Canada invoking the Emergencies Act? What did you hear? How do you feel about this measure being used?
- How do you think the Government of Canada should have responded?

**CONCLUSION (5-10 minutes)**

# Guide du modérateur, version française

## GUIDE DU MODÉRATEUR – MARS 2022 DOCUMENT MAÎTRE

### **INTRODUCTION (10 minutes)** Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

### **GOVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-30 minutes)** Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
- Résidents d'Ottawa, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal Quelle est l'information la plus récente, le cas échéant, que vous ayez entendue sur la situation en Ukraine?
  - Parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière Autant que vous le sachiez, qu'a fait le gouvernement du Canada en réponse à la crise en Ukraine?
    - Jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet des réfugiés ukrainiens?
    - Résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet des Ukrainiens qui fuient leur pays?
  - Résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière Qu'est-ce que l'Ukraine

demande au Canada de faire? Avez-vous entendu parler de quelconques demandes du gouvernement de l'Ukraine?

- Que pensez-vous de ces demandes?
- Résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière Vous sentez-vous personnellement touché(e) par cette crise? Si oui, de quelle façon?
- Résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière Selon vous, quels seront certains des impacts à long terme de cette crise? Que va-t-il se produire, selon vous?
- Résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière Le gouvernement fédéral devrait-il en faire plus en réponse à la crise?
- Résidents du nord de la Colombie-Britannique Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des récents développements liés au projet Coastal GasLink?

Résidents du nord de la Colombie-Britannique **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN** : Le projet Coastal GasLink acheminera du gaz naturel depuis la région de Dawson Creek jusqu'à une usine de Kitimat où il sera converti à l'état liquide – ce qu'on appelle le gaz naturel liquéfié (GNL) – pour ensuite être exporté vers les marchés mondiaux.

- Résidents du nord de la Colombie-Britannique **SONDER SI NÉCESSAIRE** : Avez-vous entendu parler de militants qui font pression pour que des banques comme la RBC cessent de financer le projet?
  - Quel est le rôle du gouvernement fédéral dans tout cela, s'il en a un?
- Résidents du nord de la Colombie-Britannique Qu'aimeriez qu'il se passe en lien avec ce projet?
- Résidents du nord de la Colombie-Britannique Est-ce que quelqu'un a entendu parler du projet visant à doubler la capacité du Port de Prince Rupert en construisant un deuxième terminal à conteneurs?

Résidents du nord de la Colombie-Britannique **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN** D'après l'Administration portuaire de Prince Rupert (APPR), l'ajout d'un nouveau terminal à conteneurs dans le port de Prince Rupert augmenterait considérablement les capacités d'échanges commerciaux avec les marchés de l'Asie-Pacifique.

En vertu d'un nouvel accord conclu entre l'APPR et DP World (une multinationale de logistique spécialisée notamment dans la logistique du fret et l'exploitation des terminaux portuaires), les deux



partenaires mèneront de nombreuses études sur le site envisagé. Ces études porteront principalement sur les moyens d'atténuer les impacts environnementaux et communautaires de l'initiative, d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement canadiennes, et d'assurer la pleine intégration du projet dans l'écosystème multimodal du port.

- **Résidents du nord de la Colombie-Britannique** Qu'en pensez-vous?
  - D'après vous, quel serait l'impact d'un deuxième terminal à conteneurs?
  - Est-ce un projet que le gouvernement fédéral devrait soutenir, à votre avis?
- **Canadiens racisés de la grande région de Montréal** DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son *Plan de réduction des émissions*?
  - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Qu'en pensez-vous?

**CONVOI/LOI SUR LES MESURES D'URGENCE (40-55 minutes)** **Résidents d'Ottawa, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis**

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous pensez au convoi de camionneurs? Que pensez-vous de ces manifestations?
  - Avez-vous été touchés personnellement par les manifestations à Ottawa? De quelle façon?
  - Mis à part les impacts personnels, quels impacts le convoi a-t-il sur la collectivité d'Ottawa en général, d'après vous?
  - Votre opinion des manifestations a-t-elle changé depuis le moment où elles ont débuté?
    - SI OUI : À quel moment avez-vous changé d'avis à leur sujet, et qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis?
- **Résidents d'Ottawa** Comme vous le savez sans doute, il y a de nombreuses manifestations à Ottawa. Celles-ci étaient-elles différentes? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis** Est-ce que ces manifestations étaient pareilles à toutes les autres manifestations que vous avez vues? Pouvez-vous expliquer?
- Globalement, comment décririez-vous ce qui s'est passé?
  - Quel a été l'élément déclencheur?
  - Et que s'est-il passé quand les manifestants étaient [à Ottawa/dans votre région]?
    - **Résidents d'Ottawa** Le comportement des manifestants a-t-il changé au fil du temps, ou est-il resté à peu près le même tout au long?
      - **Résidents d'Ottawa** SI CHANGEMENT : En quoi leur comportement a-t-il changé?
  - Qu'est-ce qui les a fait partir, en fin de compte?

- Quel avenir y a-t-il pour le convoi de camionneurs?
  - Est-ce que quelqu'un pense que le convoi pourrait revenir?
    - SI OUI : Quel genre de scénario imaginez-vous?
  
- Selon vous, qui [est/était] principalement responsable de gérer ces manifestations? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  - *NOTE AU MODÉRATEUR : S'ILS RÉPONDENT « LE GOUVERNEMENT », LEUR FAIRE PRÉCISER QUEL ORDRE DE GOUVERNEMENT. S'ILS RÉPONDENT « LA POLICE », LEUR FAIRE PRÉCISER QUELLES FORCES POLIÉIÈRES.*
  
- **Résidents d'Ottawa** Comment l'administration municipale d'Ottawa et le Service de police d'Ottawa ont-ils chacun composé avec la situation?
  - Pensez-vous que chacun a fait ce qu'il a pu? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  - Le cas échéant, qu'est-ce que chacun a fait de bien?
  - Le cas échéant, qu'est-ce que chacun aurait pu faire de mieux?
  - Pensez-vous que le Service de police d'Ottawa aurait pu résoudre la situation si le gouvernement du Canada n'avait pas invoqué la *Loi sur les mesures d'urgence*? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  
- Passons maintenant au gouvernement de l'Ontario et à la Police provinciale de l'Ontario. Que pensez-vous de leur réponse à la situation?
  - **Résidents d'Ottawa** Le cas échéant, qu'est-ce que chacun a fait de bien?
  - **Résidents d'Ottawa** Le cas échéant, qu'est-ce que chacun aurait pu faire de mieux?
  - **Parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis** Pensez-vous que la Police provinciale de l'Ontario et votre police locale auraient pu résoudre la situation si le gouvernement du Canada n'avait pas invoqué la *Loi sur les mesures d'urgence*? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  
- Et maintenant, si vous repensez à la façon dont le gouvernement du Canada a réagi, que diriez-vous de sa gestion de la situation?
  - **Résidents d'Ottawa** Le cas échéant, qu'est-ce qu'il a fait de bien?
  - **Résidents d'Ottawa** Le cas échéant, qu'est-ce qu'il aurait pu faire de mieux?
  
- **Résidents d'Ottawa** Pensez-vous que le gouvernement du Canada a agi trop rapidement, trop lentement ou au bon moment?
  
- Pensez-vous que le gouvernement fédéral a bien fait d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence* ou pas? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  
- À votre connaissance, est-ce que la réponse aux manifestations a changé après la mise en œuvre de la *Loi sur les mesures d'urgence*?

- SI OUI : En quoi a-t-elle changé?
- **Résidents d'Ottawa** Juste pour vous rafraîchir la mémoire, le gouvernement du Canada a révoqué le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* le 23 février, quelques jours après que la police a délogé les manifestants et les véhicules du centre-ville d'Ottawa. Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada a révoqué la Loi?
- **Résidents d'Ottawa** Avez-vous l'impression que les protestataires risquent de revenir au centre-ville d'Ottawa et de reprendre leurs activités, ou croyez-vous que la situation est désormais à peu près réglée?
- Le gouvernement fédéral aurait-il pu s'y prendre autrement pour gérer la situation du convoi de camionneurs?
- Croyez-vous que la ville d'Ottawa subira des conséquences à long terme à cause du convoi?
- **Résidents d'Ottawa** Que peut-on améliorer pour que la ville d'Ottawa soit mieux préparée advenant d'autres événements de ce genre?

**ENJEUX LOCAUX (20-50 minutes)** Résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière

- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** En ce qui concerne Trois-Rivières, quels sont les plus grands enjeux et les plus grandes préoccupations? [DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il du dossier de la « pyrrhotite »?]
  - POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Qu'en est-il des pénuries de main-d'œuvre? Les pénuries de main-d'œuvre sont-elles un enjeu important dans votre collectivité? Si oui, pourquoi est-ce important? Quelles en sont les causes?
  - S'agit-il d'un nouveau problème?
  - Le gouvernement fédéral a-t-il fait quoi que ce soit pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre? Qu'est-ce qui pourrait aider à résoudre les pénuries de main-d'œuvre?
- **Jeunes adultes de Calgary** En ce qui concerne Calgary, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations?
  - POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du logement? Est-ce un enjeu important? Quels sont les problèmes de logement les plus importants dans votre région? Qu'aimeriez-vous voir changer? Qu'est-ce que le gouvernement fédéral a fait dans le dossier du logement?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la dépendance aux opioïdes? Dans quelle mesure la dépendance aux opioïdes pose-t-elle problème à Calgary?
  - Quelles sont certaines des causes de la dépendance aux opioïdes?
  - À qui ou à quoi peut-on attribuer la plus grande part de responsabilité dans le problème actuel des opioïdes? (p. ex., les compagnies pharmaceutiques qui fabriquent des produits dangereux, les médecins qui ne prescrivent pas correctement, les gens qui prennent de mauvaises décisions, autre chose?)
  - Que devrait faire le gouvernement fédéral, selon vous, pour aider à résoudre le problème de la dépendance aux opioïdes?
- **Résidents du nord de la Colombie-Britannique** En ce qui concerne le nord de la Colombie-Britannique, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations?
  - POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du logement? Est-ce un enjeu important? Quels sont les problèmes de logement les plus importants dans votre région? Que souhaiteriez-vous voir changer? Qu'est-ce que le gouvernement fédéral a fait dans le dossier du logement?
    - L'itinérance est-elle un problème important dans le nord de la Colombie-Britannique? Quelles en sont les causes principales? Quel est le rôle du gouvernement fédéral pour ce qui est de lutter contre l'itinérance?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la dépendance aux opioïdes? Dans quelle mesure la dépendance aux opioïdes pose-t-elle problème dans le nord de la Colombie-Britannique?
    - Quelles sont certaines des causes de la dépendance aux opioïdes?
    - À qui ou à quoi peut-on attribuer la plus grande part de responsabilité dans le problème actuel des opioïdes? (p. ex., les compagnies pharmaceutiques qui fabriquent des produits dangereux, les médecins qui ne prescrivent pas correctement, les gens qui prennent de mauvaises décisions, autre chose?)
    - Que devrait faire le gouvernement fédéral, selon vous, pour aider à résoudre le problème de la dépendance aux opioïdes?
- **Résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière** En ce qui concerne les régions de Halton/Peel, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations?
  - POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.

**Résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Manitoba rural** Maintenant, je voudrais qu'on se tourne vers votre collectivité locale.

- Quels sont les secteurs et les industries les plus importants [pour votre collectivité locale/au Yukon]?
- Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs de l'économie locale qui ont le plus besoin d'aide? Pourquoi ces industries et secteurs ont-ils besoin de soutien fédéral?
  - **Résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière** *NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs?*
  - **Résidents du Yukon** Pourquoi?
  - **Résidents du Yukon** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du secteur du tourisme?
  - **Résidents du Yukon** Quels sont les enjeux locaux les plus importants au Yukon?
    - POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.
- **Résidents d'Ottawa** Quels sont à votre avis les projets d'infrastructures les plus importants à Ottawa que le gouvernement du Canada devrait soutenir?
  - **SONDER SI NÉCESSAIRE** : Êtes-vous au courant d'une participation du gouvernement du Canada à un système léger sur rail (SLR) à Ottawa?
    - **SI OUI** : Qu'a fait le gouvernement du Canada?

**Résidents de Terre-Neuve** *SONDER SUR LES PÊCHES.*

- **SI LE SUJET N'A PAS ENCORE ÉTÉ MENTIONNÉ** : Qu'en est-il de l'industrie de la pêche? À quel point cette industrie est-elle importante à Terre-Neuve?
- **Résidents de Terre-Neuve** Par rapport aux autres grands secteurs ou industries mentionnés, l'industrie de la pêche a-t-elle dans l'ensemble un impact plus important ou moins important sur votre communauté? Pourquoi dites-vous cela?
- **Résidents de Terre-Neuve** Y a-t-il quelqu'un ici qui est personnellement touché par l'industrie de la pêche ou qui travaille dans ce domaine? Pouvez-vous préciser?
- **Résidents de Terre-Neuve** Quels sont les principaux problèmes de l'industrie de la pêche à l'heure actuelle?

- **Résidents de Terre-Neuve** Le cas échéant, quel rôle le gouvernement fédéral joue-t-il dans l'industrie de la pêche à Terre-Neuve?
- **Résidents de Terre-Neuve** Dans quelle mesure le gouvernement fédéral a-t-il bien rempli son rôle? Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour soutenir ce secteur? Pensez-vous que le gouvernement du Canada comprend les enjeux liés à la pêche à Terre-Neuve?
- **Résidents de Terre-Neuve** Est-ce que tout le monde connaît le ministère des Pêches et des Océans, aussi appelé le MPO?

**Résidents de Terre-Neuve** ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Pêches et Océans Canada (MPO) est l'institution fédérale responsable de la protection des eaux et de la gestion des ressources halieutiques et océaniques du Canada. Le MPO contribue à garantir des écosystèmes aquatiques sains et durables grâce à la protection de l'habitat et à des recherches scientifiques rigoureuses. Il appuie la croissance économique du secteur maritime et du secteur des pêches, ainsi que l'innovation dans des domaines comme l'aquaculture et la biotechnologie.

- Que savez-vous au sujet du MPO? Avez-vous déjà entendu parler des activités de ce ministère?

**Résidents de Terre-Neuve** *SONDER SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ.*

- **Résidents de Terre-Neuve** SI LE SUJET N'À PAS ENCORE ÉTÉ MENTIONNÉ : Et qu'en est-il du pétrole et du gaz? Est-ce une industrie importante à Terre-Neuve?
- **Résidents de Terre-Neuve** Par rapport aux autres grands secteurs ou industries mentionnés, l'industrie du pétrole et du gaz a-t-elle globalement un impact plus important ou moins important sur votre communauté? Pourquoi dites-vous cela?
- **Résidents de Terre-Neuve** Y a-t-il quelqu'un ici qui est personnellement touché par l'industrie du pétrole et du gaz ou qui travaille dans ce secteur? Pouvez-vous préciser?
- **Résidents de Terre-Neuve** À votre avis, quels sont les principaux problèmes de l'industrie du pétrole et du gaz à l'heure actuelle? Quelles répercussions ces problèmes ont-ils sur vous?
- **Résidents de Terre-Neuve** Quel rôle le gouvernement fédéral joue-t-il dans l'industrie du pétrole et du gaz? Quelles actions du gouvernement fédéral ont eu des conséquences pour l'industrie du pétrole et du gaz? Quel est votre avis à ce sujet?
- **Résidents de Terre-Neuve** Pensez-vous que le gouvernement du Canada comprend l'industrie du pétrole et du gaz à Terre-Neuve? Pourquoi dites-vous cela?

- **Résidents de Terre-Neuve** Est-ce que quelqu'un a entendu parler de projets pétroliers et gaziers à Terre-Neuve? Si oui, lequel ou lesquels? Que pensez-vous de ce projet?

**Résidents de Terre-Neuve** *SONDER SUR LE PROJET D'EXPLOITATION BAY DU NORD.*

- Quelqu'un a-t-il entendu parler du projet d'exploitation Bay du Nord qui est à l'étude? Qu'avez-vous entendu?

**Résidents de Terre-Neuve** **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN** : Equinor propose de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière dans la passe Flamande, à environ 500 kilomètres à l'est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans l'océan Atlantique. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires pourraient être ajoutés à l'installation de production.

- **Résidents de Terre-Neuve** Connaissez-vous la position du gouvernement fédéral sur ce projet? Quelle est-elle?
- **Résidents de Terre-Neuve** Quels pourraient être certains avantages du projet, s'il allait de l'avant?
- **Résidents de Terre-Neuve** Quels pourraient être certains désavantages?
- **Résidents de Terre-Neuve** Le projet fait actuellement l'objet d'une évaluation environnementale qui déterminera s'il peut être approuvé et mis en œuvre. D'après vous, comment le gouvernement fédéral devrait-il aborder les choses si l'évaluation conclut que le projet pose des risques importants pour l'environnement?
- **Résidents du Yukon** Si vous pensez aux pénuries de main-d'œuvre, diriez-vous que c'est un enjeu important? Pourquoi ou pourquoi pas? Le cas échéant, quelles répercussions les pénuries de main-d'œuvre ont-elles au Yukon?
  - Si c'est un problème, quelles en sont les causes? Que faut-il faire?
  - Qu'a fait le gouvernement fédéral pour corriger ce problème?
- **Résidents du Yukon** Si vous pensez à la dépendance aux opioïdes, dans quelle mesure diriez-vous que c'est un enjeu important au Yukon? Et dans votre communauté?
  - Quelles sont certaines des causes de la dépendance aux opioïdes? Qui est plus susceptible d'être touché par les opioïdes?
  - Que faut-il faire? Quelles sont les solutions pour aider?
  - Le gouvernement fédéral a-t-il fait quoi que ce soit pour lutter contre ce problème?

- **Résidents du Yukon** En ce qui concerne l'industrie de la pêche, est-ce que quelqu'un a entendu des nouvelles au sujet des saumons du fleuve Yukon?
  - POSER DES QUESTIONS SUR LE DÉCLIN DES SAUMONS : Au Yukon, les réseaux fluviaux où l'on trouve habituellement de grandes quantités de saumons kéta ont connu de forts déclinés tant en 2020 et qu'en 2021 (environ 20 % du nombre attendu de saumons sont revenus).
    - À quel point ce sujet vous est-il familier?
    - Est-ce un gros problème? Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus?
    - Quelles sont les causes de ce problème?
    - S'agit-il d'un nouveau problème? Ou est-ce un problème qui s'est aggravé avec le temps?
    - Avez-vous subi certaines de ses conséquences? Cela a-t-il eu des impacts sur votre mode de vie ou votre régime alimentaire?
    - Quels impacts cela a-t-il eu sur le Yukon? Qui est le plus susceptible d'être touché?
    - Que faudrait-il faire? Existe-t-il des solutions locales pour aider à corriger ce déclin?
    - Quel genre d'aide attendez-vous du gouvernement fédéral?
- **Résidents du Yukon** Et quels sont les besoins du Yukon en matière d'infrastructures?
  - Quels sont les plus importantes préoccupations ou les plus grands défis? Y a-t-il quoi que ce soit qui doit être fait?
  - Êtes-vous au courant d'investissements fédéraux faits ces dernières années dans les infrastructures au Yukon?
- **Résidents du Yukon** Si vous repensez à tout ce que le gouvernement fédéral a fait dans la dernière année, qu'est-ce qui aura l'impact le plus positif au Yukon, d'après vous?
- **Résidents du Yukon** Le gouvernement a-t-il fait quoi que ce soit qui aura un impact négatif, selon vous?
- **Résidents du Manitoba rural** Et maintenant, pour ce qui est du Manitoba en général, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations?
  - POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.
- **Résidents du Manitoba rural** Qu'en est-il des services à large bande? L'accès à des services Internet haute vitesse fiables est-il un enjeu important au Manitoba ou dans votre collectivité? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet d'investissements fédéraux dans des infrastructures ou des projets qui permettront d'accroître les services à large bande?



- **Résidents du Manitoba rural** SONDER SI NÉCESSAIRE : Quelqu'un a-t-il entendu parler d'un plan d'investissement fédéral de 41 millions de dollars visant à offrir des services Internet plus rapides à 93 collectivités rurales du Manitoba? Est-ce que cela vous dit quelque chose?
  - Est-ce une initiative qui va profiter à votre collectivité? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Y a-t-il autre chose que vous attendez du gouvernement?
  
- **Résidents du Manitoba rural** Et de quoi ont besoin les régions rurales du Manitoba sur le plan des infrastructures? Dans votre collectivité ou à proximité, quels sont selon vous les projets d'infrastructures les plus importants que le gouvernement du Canada devrait soutenir?
  - Quels sont les plus importantes préoccupations ou les plus grands défis?
  - Êtes-vous au courant d'investissements fédéraux faits ces dernières années dans les infrastructures au Manitoba?
  
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière** Et de quoi a besoin/ont besoin [Trois-Rivières/Calgary/le nord de la Colombie-Britannique/les régions de Halton et de Peel] sur le plan des infrastructures? Dans votre collectivité ou à proximité, quels sont selon vous les projets d'infrastructures les plus importants que le gouvernement du Canada devrait soutenir?
  - Êtes-vous au courant d'investissements fédéraux faits ces dernières années dans les infrastructures [à Trois-Rivières/à Calgary/ dans le nord de la Colombie-Britannique/dans les régions de Halton et de Peel]?
    - **Parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il du train à grande fréquence?

**PÉTROLE CARBONEUTRE (15-20 minutes)** Résidents d'Ottawa, résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis

- Pensez-vous que le monde connaît actuellement une urgence climatique, ou non? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  
- Avez-vous déjà entendu le terme « pétrole carboneutre »? Que pensez-vous qu'il signifie?

**ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :**

Le pétrole carboneutre fait référence aux projets d'extraction pétrolière qui annulent complètement les émissions de gaz à effet de serre produites lors du processus d'extraction, en réduisant les émissions et/ou en ayant recours à des méthodes de capture du dioxyde de carbone dans l'atmosphère pour compenser toute émission restante.

- Pensez-vous qu'il soit réaliste de penser que l'industrie pétrolière pourra, à l'avenir, développer un plus grand nombre de projets de production de pétrole carboneutre, à supposer qu'elle le veuille?
  - **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean** Pourquoi dites-vous cela?
- S'il était possible pour les sociétés pétrolières d'atteindre la carboneutralité en matière d'émissions, pensez-vous que cela contribuerait de manière significative à atteindre les objectifs d'émissions du Canada à l'avenir, ou non? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Récemment, le Canada voit des prix d'essence très élevés, en partie en réaction au conflit en Europe de l'Est qui menace les marchés pétroliers internationaux. Ces récents développements changent-ils la façon dont vous pensez que le Canada devrait gérer sa propre production de pétrole?

**PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 (10-45 minutes)** **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal**

- **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien jusqu'à maintenant?
  - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  - Que pourrait-il faire de mieux?
- **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il en fait un meilleur ou qu'il en fait un moins bon?
  - Veuillez expliquer.
- **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** **SONDAGE** : Dans la case prévue à cet effet, veuillez saisir un mot qui décrit comment vous vous sentez par rapport aux restrictions en vigueur dans votre région. [DEMANDER AU BESOIN : Pour quelle raison avez-vous choisi ce mot?]
  - Devraient-elles être levées? Devrait-on rouvrir plus de choses?
  - Devraient-elles être davantage resserrées?

- **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Pensez-vous qu’à court terme la propagation de la COVID-19 va s’aggraver ou bien que le pire est derrière nous?
- **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Et si l’on se projette dans un an, pensez-vous que nous ne serons plus en situation de pandémie, ou pensez-vous que la COVID-19 sera encore un problème?
  - **Résidents de Terre-Neuve, aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** SI « ENCORE UN PROBLÈME » : En supposant que la COVID-19 soit toujours un enjeu dans un an, à quoi ressemblera la vie quotidienne selon vous? Par exemple, la vie sera revenue en grande partie à la normale? On mettra en place des restrictions lorsqu’il y aura une augmentation des cas? Autre chose?
- **Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Y en a-t-il parmi vous qui ont reçu une troisième dose du vaccin contre la COVID-19? (À MAIN LEVÉE)
  - POUR LES PERSONNES NE L’AYANT PAS REÇUE : Avez-vous pris un rendez-vous pour recevoir une troisième dose? (À MAIN LEVÉE)

POUR LES PERSONNES QUI ONT REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- **Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Qu’est-ce qui a fait que vous avez décidé de recevoir une troisième dose?

POUR LES PERSONNES N’AYANT PAS REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI N’ONT PAS PRIS DE RENDEZ-VOUS :

- **Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** Y a-t-il des questions liées aux vaccins contre la COVID-19 en général ou plus spécifiquement sur la troisième dose auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses?
- **Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider dans votre décision de recevoir une troisième dose?
- **Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, résidents du Manitoba rural, parents d’enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières** En 2020, des mesures de santé publique telles que le lavage des mains, le port du masque et la distanciation sociale furent introduites pour aider à contrôler la propagation de la COVID-19. Quel genre d’impact ces mesures de santé publique ont-elles eu, selon vous?
- **Résidents du Manitoba rural** En général, que pensez-vous des exigences vaccinales? Est-ce que ce sont des mesures plutôt utiles ou plutôt nuisibles?

- Le cas échéant, pour quelles activités devrait-on exiger une preuve de vaccination? (AU BESOIN : Cette preuve devrait-elle être requise pour des choses comme les voyages ou la participation à un événement public?)
    - Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion?
  - Y a-t-il des activités qui ne devraient pas comporter d'exigences vaccinales? Lesquelles? Pourquoi?
  - Votre opinion au sujet des exigences vaccinales a-t-elle changé? Si oui, qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis?
- **Résidents du Manitoba rural** Avez-vous entendu parler des manifestations contre l'obligation vaccinale qui ont eu lieu dans différentes régions du pays en février 2022? (ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le convoi de camionneurs).
    - Qu'avez-vous entendu?
    - Que pensez-vous de ces manifestations?
    - Votre opinion au sujet du convoi a-t-elle changé sur certains points? Si oui, qu'est-ce qui explique que vos opinions aient changé?
    - Quels impacts ont eu ces manifestations?
    - Pensez-vous que les manifestations pourraient reprendre?
    - Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada?
      - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement du Canada? Qu'avez-vous entendu? Que pensez-vous du recours à cette mesure?
    - Selon vous, quelle aurait dû être la réponse du gouvernement du Canada?
  - **Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal** Dans quelle mesure la propagation de la COVID vous inquiète-t-elle?
  - **Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal** Avez-vous l'impression que les choses sont revenues à la « normale »?
    - Lorsque vous êtes en présence d'autres personnes, vous comportez-vous différemment comparativement à la manière dont vous vous comportiez avant la pandémie? De quelle manière?
  - **Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal** Le fait qu'une autre personne soit vaccinée ou non affecte-t-il la façon dont vous interagissez avec elle ou le niveau de confort que vous ressentez en sa présence?
    - Et qu'en est-il si une personne n'est que partiellement vaccinée et n'a pas reçu de dose de rappel?

### **LOGEMENT (15 minutes) Résidents de Terre-Neuve**

Maintenant, j'aimerais laisser de côté la COVID-19 et aborder certains enjeux qui concernent Terre-Neuve...

- À quoi ressemble le marché de l'habitation à Terre-Neuve?
  - Quels sont les plus grands défis en matière de logement dans cette province? (p. ex., abordabilité, qualité, offre?)
- Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile de trouver un logement abordable dans votre région?
- Êtes-vous au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour améliorer la situation du logement à Terre-Neuve?
  - Qu'a fait le gouvernement du Canada?
- Que devrait faire le gouvernement fédéral, selon vous, pour améliorer le logement dans votre région?
- Le gouvernement fédéral s'apprête à imposer une taxe sur les logements qui appartiennent à des étrangers et qui restent vacants presque toute l'année. Quel impact une mesure de ce genre aurait-elle à Terre-Neuve?

### **ENJEUX LIÉS AUX AÎNÉS (30 minutes) Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean**

Maintenant, je voudrais que l'on se concentre sur un autre sujet.

- Quel est l'enjeu le plus important pour vous personnellement et sur lequel, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et quel est l'enjeu le plus important auquel les aînés en général sont confrontés en ce moment et auquel le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait récemment pour soutenir les aînés?
- Diriez-vous que de manière générale, le gouvernement est sur la bonne voie en ce qui concerne les aînés? Pourquoi ou pourquoi pas? Qu'est-ce que ça prendrait pour le mettre sur la bonne voie?
- Quelle est habituellement la première source des nouvelles que vous entendez?

- Et maintenant, si vous pensez aux informations en général qui concernent le gouvernement du Canada, y compris les politiques qu'il met en œuvre ou les actions qu'il prend, cherchez-vous activement ce genre d'information?
  - SI OUI : Où cherchez-vous pour trouver ce genre d'information?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un effort pour être à l'écoute des aînés? Selon vous, accorde-t-il une priorité aux aînés lorsqu'il prend des décisions? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour joindre plus efficacement les aînés?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des changements qu'a apportés le gouvernement fédéral au Supplément de revenu garanti (SRG), récemment? Qu'avez-vous entendu?
- Vous attendez-vous à ce qu'il y ait des changements dans le futur?
- Le gouvernement fédéral devrait-il accorder la priorité à l'augmentation du SRG comme moyen d'aider les aînés lors de la reprise économique?

**ARMES À FEU (10 minutes)** Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean, utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal

- Y a-t-il quelqu'un qui a entendu quoi que ce soit au sujet de ce que le gouvernement fédéral a fait récemment par rapport à la possession d'armes à feu au Canada?
- Avez-vous entendu parler de l'intention du gouvernement du Canada d'interdire les armes d'assaut de type militaire et de racheter toutes celles-ci que possèdent déjà les Canadiens et les Canadiennes?
  - Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal De manière générale, êtes-vous en faveur ou vous opposez-vous à l'interdiction des armes à feu de style armes d'assaut?
  - Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal Pensez-vous qu'il devrait être obligatoire de remettre ces armes si elles ont été acquises avant la mise en œuvre de l'interdiction?
- Aînés du Saguenay–Lac-Saint-Jean Que pensez-vous de cette interdiction? Pourquoi dites-vous cela?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire par rapport à la possession d'armes à feu au Canada?

**SERVICES DE GARDE (20 minutes)** Parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis

Je voudrais maintenant parler de garde de jeunes enfants...

- Quel est le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants en Ontario?
- Avez-vous des enfants en garderie? (À MAIN LEVÉE)
  - Combien cela vous coûte-t-il?
  - Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile de trouver et d'obtenir une place?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit par rapport au gouvernement du Canada et la garde des jeunes enfants?
  - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler de quelconques ententes entre le gouvernement du Canada et des provinces et territoires individuels?
  - Avez-vous entendu parler de négociations portant sur les services de garde d'enfants entre l'Ontario et le gouvernement du Canada?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a récemment mené des négociations avec les provinces et les territoires en vue d'instaurer des systèmes de garde d'enfants à 10 \$ par jour dans l'ensemble du pays. L'Ontario est maintenant la seule province à ne pas avoir conclu d'entente.

- À votre connaissance, comment se fait-il qu'aucune entente n'ait été conclue en Ontario jusqu'à présent?
- Que pensez-vous du fait qu'il n'y ait pas d'entente conclue entre le gouvernement fédéral et l'Ontario?
- Mis à part l'offre de services de garde à 10 \$ par jour en Ontario, y a-t-il d'autres priorités en matière de garde d'enfants dont les gouvernements devraient s'occuper?

**RAGE (15 minutes)** Parents d'enfants de moins de 12 ans de villes ontariennes à la frontière des États-Unis

Et maintenant, pour notre dernier thème, j'aimerais vous poser quelques questions sur vos animaux de compagnie, si vous en avez.

Nous recherchons plus particulièrement des personnes qui ont un chien. (À MAIN LEVÉE)

- Depuis combien de temps avez-vous un chien? D'où vient votre chien? (SONDER: d'un éleveur, d'une organisation de sauvetage de chiens, d'ailleurs?)

POUR CEUX QUI RÉPONDENT « ORGANISATION DE SAUVETAGE » :

- Vous rappelez-vous le nom de cette organisation?
- Comment avez-vous choisi cette organisation de sauvetage? Quelles questions avez-vous posées à l'organisation ou quelles recherches avez-vous effectuées avant l'adoption?

SI LES ORGANISATIONS DE SAUVETAGE NE SONT PAS MENTIONNÉES : Comme vous le savez peut-être, il existe des organisations de sauvetage ayant pour vocation de récupérer des animaux de compagnie abandonnés, maltraités ou errants et d'essayer de leur trouver un foyer adapté à leurs besoins.

- Avez-vous tendance à penser qu'une organisation de sauvetage de chiens exerce ses activités à titre d'organisation caritative ou sans but lucratif, ou pensez-vous que certaines de ces organisations sont parfois des sociétés à but lucratif? (À MAIN LEVÉE)

J'aimerais maintenant parler d'une maladie grave qui touche les chiens : la rage. Voici quelques informations à ce sujet :

#### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

La rage est une maladie virale qui touche le système nerveux central des mammifères (chiens, chats, renards, etc.), dont celui de l'homme. Le **virus de la rage** est particulièrement présent dans la salive et le cerveau des animaux infectés, le plus souvent des chiens. Il est généralement transmis par la morsure d'un animal malade.

Au Canada, la rage est présente chez des animaux sauvages comme les mouffettes, les renards, les rats laveurs et les chauves-souris, mais pas chez les chiens; autrement dit, il n'y a pas de cas de rage canine dans ce pays.

- À quel point craignez-vous que la rage canine s'introduise au Canada? Si un cas de rage canine était découvert au Canada, seriez-vous inquiet(e) du risque que cela pose pour vous ou votre famille?
- Et selon vous, en ce qui concerne les chiens qui arrivent au Canada en provenance d'autres pays, qui a la responsabilité de vérifier que ces chiens n'ont pas la rage?

#### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) exécute des programmes dans les domaines de la santé des animaux et de l'élevage pour empêcher l'entrée d'agents pathogènes exotiques ainsi que la transmission de certaines maladies animales indigènes. Les importateurs ont toutefois la



responsabilité de s'assurer que tous les résultats de tests et les documents exigés ont été soumis avant le transport des animaux au Canada.

À l'échelle mondiale, la rage reste une maladie très dangereuse qui fait plus 50 000 victimes chaque année, dont 40 % sont des enfants. Elle est prévalente dans de nombreux pays, et les chiens qui proviennent de ces pays représentent donc un risque pour la santé animale et la santé humaine. Le variant canin du virus de la rage est endémique dans une centaine de pays.

- Certains pays, notamment les États-Unis, interdisent l'importation de chiens venant de pays où la rage n'est pas maîtrisée.
- Que diriez-vous si le gouvernement du Canada adoptait une politique semblable afin de mieux protéger la santé humaine et la santé des chiens qui sont déjà au Canada?
- Et si les nouvelles exigences réduisaient le nombre de chiens disponibles à l'importation au Canada?
- Seriez-vous pour ou contre cette politique? Veuillez développer votre réponse.

**BUDGET DE 2022 (10-15 minutes)** Résidents du Yukon, résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière

J'aimerais vous parler du prochain budget fédéral...

- Selon vous, sur quoi portera le prochain budget fédéral?
- Sur quoi pensez-vous que le prochain budget fédéral devrait porter?
- Résidents du Manitoba rural, parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières, jeunes adultes de Calgary Si vous pensez aux années précédentes, vous souvenez-vous de quoi que ce soit qui fut annoncé par le gouvernement fédéral dans le cadre de budgets antérieurs? (UNIQUEMENT DANS LE CAS D'UN SILENCE : Des investissements, des thèmes, des priorités, toute chose contenue dans un quelconque budget antérieur dont vous vous souvenez?)

**LOGEMENT DANS LE NORD (20 minutes)** Résidents du Yukon

- Quelle est la situation du logement au Yukon?
  - Quels sont les plus grands défis en matière de logement? (SONDER SI NÉCESSAIRE : abordabilité, qualité, offre)
- Y a-t-il eu des changements dans la situation du logement au cours des dernières années?

- Qui est responsable du logement? (p. ex., administration municipale, gouvernement territorial ou fédéral)
- Êtes-vous au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour améliorer la situation du logement au Yukon? Qu'a fait le gouvernement du Canada?
- Que devrait faire le gouvernement fédéral pour aider dans le dossier du logement?

#### **ENVIRONNEMENT (20 minutes) Résidents du Yukon**

- Pensez-vous que le monde connaît actuellement une urgence climatique, ou non? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- En quoi le Yukon est-il touché par les changements climatiques, si tel est le cas?
- Quels sont vos principaux motifs de préoccupation liés à l'environnement et aux changements climatiques?
  - Dans quelle mesure vous inquiétez-vous des risques de catastrophes naturelles au Yukon (comme les inondations ou les feux)? Qu'est-ce qui vous inquiète le plus : les inondations, les feux, d'autres catastrophes?
  - Avez-vous personnellement fait quoi que ce soit pour essayer de vous préparer à des catastrophes naturelles? Si oui, qu'avez-vous fait?
  - Votre gouvernement territorial ou local a-t-il fait quelque chose pour aider à se préparer aux catastrophes naturelles?
  - Le gouvernement fédéral a-t-il fait quelque chose pour aider à se préparer aux catastrophes naturelles? Que faudrait-il faire, ou quel soutien faudrait-il offrir, selon vous?

#### **VACCIN CONTRE LA COVID-19 POUR LES ENFANTS (15 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans de Trois-Rivières**

Je voudrais maintenant me pencher sur la vaccination contre la COVID-19...

Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé des vaccins destinés aux enfants de 5 à 11 ans.

- En avez-vous parlé à vos enfants?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont fait vacciner leurs enfants de moins de 12 ans? (À MAIN LEVÉE)
  - POUR LES PERSONNES QUI NE L'ONT PAS FAIT : Avez-vous pris un rendez-vous pour faire vacciner vos enfants? (À MAIN LEVÉE)

POUR LES PERSONNES QUI ONT FAIT VACCINER LEURS ENFANTS OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de faire vacciner vos enfants?

POUR LES PERSONNES QUI N'ONT NI FAIT VACCINER LEURS ENFANTS NI PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non vos enfants?
- Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses?

**UKRAINIENS (15 minutes)** Jeunes adultes de Calgary, résidents du nord de la Colombie-Britannique, résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière, Canadiens racisés de la grande région de Montréal

- Pensez-vous que le Canada est prêt actuellement à accueillir un afflux d'Ukrainiens ayant fui leur pays? Pourquoi ou pourquoi pas? Et dans votre collectivité?
- Avez-vous de quelconques préoccupations concernant l'accueil d'Ukrainiens?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en matière de logement?
- Selon vous, que devrait-il se passer, le cas échéant, pour que le Canada accueille des Ukrainiens? À quoi ressemblerait la réussite? À votre avis, que faudrait-il prendre en compte et prévoir? Et dans votre collectivité?
- Diriez-vous que votre collectivité est un lieu accueillant? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Le gouvernement du Canada a annoncé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine. Y en a-t-il parmi vous qui en ont entendu parler?

#### **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le gouvernement du Canada a créé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), qui permettra aux Ukrainiens et aux membres de leur famille de venir au Canada le plus rapidement possible et de travailler ou d'étudier pendant leur séjour au pays.

En ce qui concerne les ressortissants ukrainiens qui sont à l'extérieur du Canada, ils obtiennent avec l'AVUCU un visa de visiteur qui leur permet de venir temporairement au Canada et d'y rester jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer en Ukraine en toute sécurité. Ce visa de visiteur donne également la possibilité de demander, au même moment, un permis de travail ou bien d'obtenir le statut d'étudiant si la personne est âgée de moins de 18 ans et souhaite étudier au Canada. Ils peuvent rester au Canada jusqu'à 3 ans à la fois ou jusqu'à l'expiration de leur passeport. Lorsque leur statut est sur le point d'expirer, ils doivent demander une prolongation de séjour.

- Êtes-vous favorable à ce plan ou vous y opposez-vous? Pour quelle raison?
  - Quel impact pensez-vous que cela aura sur le Canada? Qu'en est-il de votre collectivité?
- Selon vous, quels soutiens sont importants pour aider les Ukrainiens après leur arrivée?
- Souhaiteriez-vous faire du bénévolat pour soutenir les Ukrainiens qui arrivent? Si oui, de quelles manières?

#### **ENJEUX SPÉCIFIQUES AUX JEUNES (25 minutes) Jeunes adultes de Calgary**

- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait récemment pour soutenir les jeunes Canadiennes et Canadiens?
  - SONDER SI NÉCESSAIRE : Qu'en est-il des choses que le gouvernement a faites pour aider financièrement les jeunes Canadiennes et Canadiens pendant la COVID?
- Quelle est habituellement la première source des nouvelles que vous entendez?
  - Qu'en est-il des nouvelles concernant la COVID-19 – quelles sont vos principales sources d'information?
    - En ce qui concerne la COVID-19, cherchez-vous activement de nouvelles informations à ce sujet?
  - Et maintenant, si vous songez à l'information en général (pas seulement celle qui a trait à la COVID-19) qui concerne le gouvernement du Canada, y compris les politiques qu'il met en œuvre ou les actions qu'il prend, cherchez-vous activement ce genre d'information?
    - SI OUI : Où cherchez-vous pour trouver ce genre d'information?
- Avez-vous vu de quelconques publicités du gouvernement du Canada récemment?
  - SI OUI : Quel était le sujet de la publicité? Où l'avez-vous vue?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un effort pour atteindre les jeunes Canadiennes et Canadiens? Pensez-vous qu'il privilégie les jeunes lorsqu'il prend des décisions? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour atteindre les jeunes Canadiennes et Canadiens de manière plus efficace?
- Quel est l'enjeu le plus important pour vous et celui sur lequel vous estimez que le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et quel est l'enjeu le plus important auquel les jeunes, plus largement, sont confrontés à l'heure actuelle et auquel le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

#### **RÉCONCILIATION (10 minutes) Résidents du nord de la Colombie-Britannique**

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous entendez le mot « réconciliation »?
  - Dans quelle mesure la réconciliation avec les peuples autochtones est-elle importante?
- Avez-vous entendu parler d'actions du gouvernement fédéral en faveur de la réconciliation?
  - Qu'est-ce que le gouvernement fédéral a fait de bien sur le plan de la réconciliation avec les peuples autochtones?
  - Quels sont certains aspects que le gouvernement fédéral pourrait améliorer?
- Si vous considérez la dernière décennie, avez-vous l'impression que le gouvernement du Canada a évolué dans la bonne direction sur le plan de la réconciliation, ou non?
- À quel genre d'actions vous attendez-vous de la part d'un gouvernement qui veut sérieusement faire avancer la réconciliation?

**LOCATION RÉSIDENTIELLE (30 MINUTES)** Résidents des régions de Halton et de Peel vivant dans la précarité financière

Maintenant, j'aimerais que nous portions notre attention sur le logement...

- Est-ce que vous louez actuellement le lieu où vous habitez?
- De manière générale, dans quelle mesure est-il facile ou difficile, selon vous, de trouver des logements locatifs abordables dans votre région? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Voici certaines des choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour aider à rendre les logements plus abordables :

**AFFICHER À L'ÉCRAN**

- *Fonds d'innovation pour le logement abordable* : Financement d'idées uniques et de techniques de construction novatrices qui révolutionnent le secteur du logement abordable.
- *Initiative des terrains fédéraux* : L'utilisation de terrains et d'immeubles fédéraux excédentaires pour aménager des lieux d'habitation abordables, durables, accessibles et socialement inclusifs.
- *L'Incitatif à l'achat d'une première propriété* : Un programme qui permet d'emprunter 5 ou 10 % du prix d'achat d'une habitation pour la mise de fonds. Les bénéficiaires du programme remboursent le même pourcentage de la valeur de la maison au moment de sa vente ou dans un délai de 25 ans.
- *Fonds d'accélération de la construction de logements* : Fonds mis à la disposition des municipalités pour augmenter l'offre de logements dans les plus grandes villes du Canada au moyen de mesures telles que le zonage d'inclusion, la densification accrue, la

réduction des délais d'approbation des projets de construction et la mise en valeur rapide de terrains vacants ou sous-utilisés.

- *Fonds national de co-investissement pour le logement – volet construction de logements* : Prêts à faible coût remboursables et prêts-subventions à des fins d'immobilisations pour bâtir des logements abordables, des refuges, des logements de transition et des logements offrant du soutien.
  - *Financement de la construction de logements locatifs* : Prêts à faible coût pour encourager la construction d'immeubles d'appartements durables partout au Canada.
- **SONDAGE** : Maintenant, je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, se distinguent comme étant une vraie bonne initiative. Vous pouvez toutes les choisir, n'en choisir aucune ou en choisir un nombre qui se situe entre ces deux extrêmes.
    - Fonds d'innovation pour le logement abordable
    - Initiative des terrains fédéraux
    - L'Incitatif à l'achat d'une première propriété
    - Fonds d'accélération de la construction de logements
    - Fonds national de co-investissement pour le logement – volet construction de logements
    - Financement de la construction de logements locatifs

#### PASSER EN REVUE LES DIFFÉRENTS CHOIX

- Y a-t-il quoi que ce soit qui ressort comme étant une source de confusion ou de préoccupation? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Je voudrais me pencher sur l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété*, mais je souhaite avoir votre avis sur une variante de celui-ci :

- Et s'il y avait un *Incitatif à l'achat d'une première propriété* spécifiquement pour les jeunes Canadiens célibataires afin de les aider à acheter leur première maison?
  - Que pensez-vous de cette approche? Pensez-vous qu'elle serait utile? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  - À quoi vous attendriez-vous dans un tel incitatif?

#### **SOURCES DE NOUVELLES (5 minutes)** Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan

- Quelle est votre principale source de nouvelles? (télévision, radio, médias sociaux, amis ou famille?)
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous utilisez les médias sociaux pour avoir les nouvelles?
    - Quelles plateformes utilisez-vous habituellement?

- Y a-t-il certaines plateformes de médias sociaux qui sont plus ou moins fiables pour ce qui est des nouvelles? Si oui, lesquelles?

**PRIORITÉS ET PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT DU CANADA (15 minutes)** Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal

- À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
- Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il globalement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
  - Pour les personnes qui affirment qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie?
- Maintenant, en y réfléchissant de manière plus générale, quels sont les enjeux auxquels le gouvernement fédéral accorde la priorité?
  - SI CELLES-CI SONT DIFFÉRENTES : Quelles nouvelles avez-vous entendues concernant ces priorités?

**DOMAINES PRIORITAIRES EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (35 minutes)** Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan, Canadiens racisés de la grande région de Montréal

En pensant maintenant tout particulièrement aux priorités en matière de soins de santé...

- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé?

**AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (1) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;
- (2) augmenter l'accès aux soins de santé familiale;
- (3) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;

- (4) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;
- (5) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités?
- Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes?
- Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste? Pour quelles raisons?

**POUR CHACUNE DES CINQ PRIORITÉS, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS :**

- Quels types de politiques ou d'investissements vous attendriez-vous à voir en réponse à cette priorité?
  - Y a-t-il des questions auxquelles vous souhaiteriez obtenir des réponses au sujet de cette priorité?
  - Pensez-vous que ce soit quelque chose qui aura un impact positif? Aura-t-elle un impact direct sur vous?
- La majeure partie de la gestion directe des systèmes de santé relève des gouvernements provinciaux, même si une partie importante du financement de la santé se fait par le biais de transferts aux provinces de la part du gouvernement du Canada. Le gouvernement du Canada devrait-il être en mesure d'établir des priorités pour les sommes qu'il verse aux provinces ou les provinces devraient-elles pouvoir dépenser cet argent comme bon leur semble? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Si l'on reprend la liste des cinq priorités fédérales, que diriez-vous si le gouvernement du Canada précisait que l'argent qu'il verse aux provinces pour les soins de santé doit être consacré à ces domaines?
  - Y a-t-il des priorités pour lesquelles vous voudriez que le gouvernement fédéral demande à ce que davantage de fonds leur soient consacrés?
  - Parmi les priorités qui figurent sur cette liste, y en a-t-il qui devraient être à la discrétion des provinces, selon vous?

**CONVOI (15 minutes) Utilisateurs actifs de médias sociaux de grandes villes de la Saskatchewan**

- Qu'avez-vous entendu au sujet des manifestations contre l'obligation vaccinale qui ont eu lieu dans différentes régions du pays en février 2022? (PRÉCISER AU BESOIN : le convoi de camionneurs)
  - Quelqu'un a-t-il suivi ces manifestations? Où consultiez-vous les nouvelles au sujet des manifestations (médias sociaux, nouvelles à la télévision)?
  - Quelle était la raison de ces manifestations?
  - Est-ce un enjeu qui se poursuit, ou la question est-elle à peu près réglée? Pensez-vous que les manifestations pourraient reprendre?
- Que pensez-vous de ces manifestations?



- Votre opinion au sujet du convoi a-t-elle changé à certains égards?
  - SI OUI : Qu'est-ce qui explique que vos opinions aient changé?
- Quels impacts ont eu ces manifestations?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit par rapport à la réponse du Gouvernement du Canada?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement du Canada? Qu'avez-vous entendu? Que pensez-vous du recours à cette mesure?
- À votre avis, quelle aurait dû être la réponse du gouvernement du Canada?

**CONCLUSION (5-10 minutes)**